



JEUDI 17 DÉCEMBRE 2020

COVID : vous êtes sommé de rester chez vous, gagner sa vie n'est pas un service essentiel.

- ▶ **Cela ne se termine pas bien** (Tim Watkins) p.2
- ▶ **<2017> FIN DU PÉTROLOCÈNE " : LA FIN DE L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE MONDIALE ET DU SYSTÈME ÉCONOMIQUE MONDIAL TEL QUE NOUS LE CONNAISSONS. (TIM CLARKE) P.5**
- ▶ **<2017> LA CORRUPTION DU CAPITALISME (BRIAN DAVEY) P.24**
- ▶ **QU'EST-CE QUI A TUÉ LA CLASSE MOYENNE ? (CHARLES HUGH SMITH) P.30**
- ▶ **Après l'HCQ, Vérandouille bloque l'ivermectine (Docteur) p.35**
- ▶ **<Désinformation> Stockage du CO₂ : Oslo donne son feu vert à un projet en mer du Nord regroupant Equinor, Total et Shell p.37**
- ▶ **<Désinformation> Le climat en 100 questions de Gilles Ramstein et Sylvestre Huet p.38**
- ▶ **Maîtrise de la fécondité ou impasse évolutive (Biosphere) p.39**
- ▶ **BANQUE DE QUOI ??? (Patrick Reymond) p.43**

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **Les gens n'ont jamais compris qu'en imprimant de la monnaie à coûts nuls, cette monnaie n'a pas de valeur ! p.47**
- ▶ **L'explosion de la masse monétaire dont on ne vous parle pas ! (Charles Sannat) p.48**
- ▶ **« Trump toujours plus isolé ? Pas vraiment ! » (Charles Sannat) p.49**
- ▶ **États-Unis: A quoi sert un Président...? (Michel Santi) p.59**
- ▶ **Réunion de la Fed, on attend des précisions mais pas de décision (Bruno Bertez) p.60**
- ▶ **Tout cela était prévu il y a 10 ans (John Mauldin) p.62**
- ▶ **Que faisons-nous de toute cette dette ? (John Mauldin) p.64**
- ▶ **On peut manipuler le comportement humain. Explications de Henri Laborit... (L H-K) p.67**
- ▶ **Le suicide d'une ville (Jim Ricards) p.68**

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>



Pr. Michaël Peyromaure: « Vous rendez-vous compte dans quel état on a mis le monde pour une pandémie qui est moins grave que le SRAS, le MERS-CoV,... il est là le sujet de fond ! On a perdu la raison !! »

Publié le 15 décembre 2020 à 22:42:11 / 1 commentaire / 488 vues

Pr. Michaël Peyromaure: « Vous rendez-vous compte dans quel état on a mis le monde pour une pandémie qui finalement est moins grave que le SRAS, le MERS-CoV,... il... Lire la suite

Cela ne se termine pas bien

Tim Watkins 15 décembre 2020



Des milliers de patients font la queue sur des chariots dans les couloirs des hôpitaux surchargés. Les responsables du NHS ont appelé le public à ne se faire soigner à l'hôpital qu'en cas de véritable urgence. Ces patients ont été priés de prendre un taxi pour se rendre aux urgences en raison de la pénurie d'ambulances. Pendant ce temps, les ambulanciers disent craindre pour la vie des gens alors que le NHS lutte pour faire face à la demande. Rien de tout cela ne concerne la pandémie de Covid-19 ; ce sont tous des reportages de décembre de l'année dernière. La différence cet hiver est que les mesures de biosécurité supplémentaires prises en réponse à la crise de Covid ont ajouté à ce qui est devenu la routine hivernale accablante du NHS.

Empêcher le NHS d'être débordé a été l'une des principales raisons pour lesquelles le gouvernement a imposé des mesures de confinement et des restrictions draconiennes à la population en réponse à l'épidémie de Covid. Mais seul un imbécile complet aurait pu ne pas anticiper le chaos hivernal qui se déroule actuellement. Des décennies de "gains d'efficacité" ont réduit le NHS à néant, tandis qu'une combinaison de temps de formation et de mesures de dissuasion Brexit pour les travailleurs étrangers a fait que le NHS manque cruellement d'employés qualifiés pour répondre à la demande supplémentaire. Comme nous l'avons découvert à nos dépens au printemps dernier, il est assez simple de convertir des bâtiments en "hôpitaux Nightingale", mais trouver les personnes pour les gérer s'avère être un défi pour nous.

Nous avons donc échoué sur l'un des trois objectifs de la réponse à la pandémie. Le NHS est débordé sous nos yeux et, comme il n'est plus facile de libérer des lits dans les maisons de soins, les choses ne peuvent que s'aggraver à mesure que l'hiver s'installe vraiment. Quels sont donc les deux autres objectifs de la réponse à la pandémie ?

Il est difficile de dire que le gouvernement a réussi à empêcher la propagation du virus. Malgré les restrictions imposées aux personnes - notamment divers "disjoncteurs" et des mesures de verrouillage supplémentaires - la propagation du virus semble aller de mal en pis. À tel point que les experts s'interrogent aujourd'hui sur la proposition d'assouplir les règles pendant cinq jours, entre le 23 et le 27 décembre, à l'occasion de Noël :

"Lorsque le gouvernement a conçu les plans actuels visant à autoriser le mélange des ménages pendant la période de Noël, il avait supposé que la demande de covid-19 auprès du NHS serait en baisse. Mais ce n'est pas le cas, elle augmente, et l'émergence d'une nouvelle souche du virus a introduit un nouveau danger potentiel.

"Les membres du public peuvent et doivent atténuer l'impact de la troisième vague en étant aussi prudents que possible au cours des prochains mois. Mais nombreux sont ceux qui verront dans la levée des restrictions à Noël la permission de baisser leur garde.

"Le gouvernement a été trop lent à introduire des restrictions au printemps et à nouveau à l'automne. Il devrait maintenant revenir sur sa décision irréfléchie d'autoriser le mélange des ménages et étendre plutôt les niveaux sur les cinq jours de la période de Noël afin de faire baisser les chiffres avant une probable troisième vague".

Ce n'est que dans le cas du troisième objectif - le maintien d'une économie qui fonctionne - que le gouvernement peut prendre un peu de réconfort superficiel. En raison de l'ampleur de la récession économique (définie comme deux trimestres de croissance négative) - qui a vu le PIB chuter de 24 % - l'économie était vouée à rebondir dès la fin du premier blocage. Mais si la croissance de l'été a mis fin à la récession technique, le PIB est resté bien en dessous de son niveau de 2019.

La situation aurait pu être bien pire. Étonnamment, pour un gouvernement conservateur qui a passé la décennie précédente à infliger des coupes d'austérité, le gouvernement a découvert qu'il y a un arbre magique de l'argent après tout. Plus surprenant encore, au lieu de se contenter de renflouer les entreprises, le gouvernement a mis en place un système de mise à disposition d'argent par lequel le gouvernement paie 80 % des salaires des employés qui ne peuvent pas travailler pendant la pandémie. Cela a permis de maintenir le chômage (qui a dépassé les 800 000 cette année) à un niveau bien inférieur à ce qu'il aurait pu être autrement. Dans le même temps, diverses subventions et prêts garantis par le gouvernement, ainsi que des congés hypothécaires et des moratoires sur les expulsions et les arriérés de loyer ont permis d'éviter des milliers de faillites... pour l'instant.

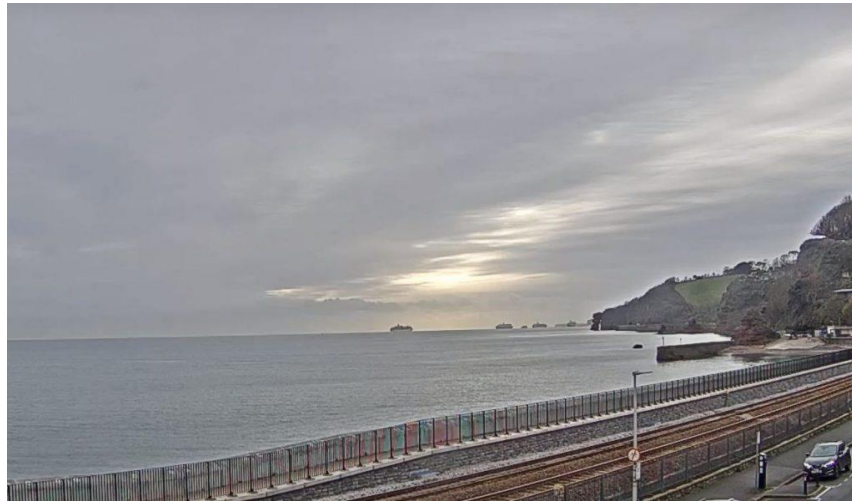
En avril, j'ai fait remarquer que nous étions - et dans une certaine mesure, nous sommes toujours - dans une sorte de guerre bidon. L'économie mondiale fonctionne comme ce que les physiciens appellent un "système complexe, adaptatif et dissipatif". C'est comme une machine de précision, de haute technologie, qui peut rapidement s'effondrer, si ce n'est par des interventions prudentes et habiles. Mais loin d'être une intervention prudente et compétente, les mesures prises par les gouvernements du monde entier en réponse à la pandémie ont été l'équivalent d'un coup de massue. Et cela a des conséquences assez graves pour nous tous.

Les premières victimes, et les plus évidentes, sont les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration et du commerce de détail qui, au Royaume-Uni, fournissent plus de 10 % de l'emploi total. L'apocalypse du commerce de détail, qui s'était déjà développée au lendemain de la crise de 2008, s'est transformée en tsunami alors que la plupart d'entre nous étaient enfermés chez eux pour éviter de propager le virus. La récente visite de Neil McCoy-Ward dans ma ville natale donne un aperçu des dégâts infligés. Mais même cela est insignifiant par rapport à ce qui se passe à Londres - qui pourrait bien être la première des villes du monde à s'effondrer.

À l'image de ce qui semble se passer dans l'économie mondiale, les grandes entreprises sont pour l'instant protégées par l'accès à des plans de sauvetage et à des prêts sans intérêt. Ce sont les petites et moyennes entreprises - qui emploient la majorité des travailleurs - qui en subissent les conséquences. Et si vous ne pensez pas qu'il s'agit seulement de faire du shopping et de manger au restaurant, considérez que vos pensions et vos économies dépendent des loyers de toutes ces propriétés commerciales désormais vides. De plus, contrairement aux grandes entreprises, ce sont aussi les PME qui n'échappent pas à l'impôt sur les sociétés et aux taux d'imposition des entreprises. C'est un casse-tête pour les municipalités qui sont déjà proches de la faillite ; et cela garantit plus ou moins que votre taxe municipale va augmenter dans les années à venir.

Et l'accident de train au ralenti ne s'arrête pas là. Ces points de vente se trouvent au bout de longues chaînes d'approvisionnement qui s'adaptent également aux chocs infligés à l'économie. Les médias de l'establishment ont finalement remarqué l'impact sur le transport maritime, en signalant la pénurie mondiale de conteneurs vides. Au Royaume-Uni, Brexit a aggravé ce problème, les importateurs cherchant à stocker des marchandises en prévision d'une éventuelle faillite de Brexit à la fin du mois. Mais le problème est mondial : trop de conteneurs, ainsi que les navires qui les transportent, sont au mauvais endroit en raison de la perturbation des chaînes d'approvisionnement. Dans certains cas, comme pour les propriétaires de pétroliers, ce n'est pas un problème car leurs navires peuvent être utilisés comme stockage flottant pour l'excédent résultant de la chute

massive de la demande dans l'ensemble de l'économie. C'est un plus grand casse-tête pour les propriétaires de navires de croisière qui ne peuvent ni attirer suffisamment de passagers ni supporter les coûts de maintien des navires amarrés dans les ports. Derrière les caps orientés vers le sud le long de la Manche se trouvent des flottes de navires de croisière qui bénéficient d'un abri relatif contre les vents d'ouest de l'Atlantique sans avoir à payer de droits d'amarrage :



Parmi les navires amarrés au large de Teignmouth dans le Devon (ci-dessus) le week-end dernier, on trouve la crème de la flotte britannique de croisières, dont le Queen Mary et le Queen Elizabeth II. Pour l'instant, leurs propriétaires sont restés solvables. D'autres propriétaires de navires de croisière ont été moins chanceux, car l'insuffisance de leurs revenus les a contraints à mettre leurs navires à la casse, ce qui constitue l'un des plus grands actes de destruction de richesses réelles de l'histoire moderne. Et alors, pourrait-on dire. Seule une petite minorité d'entre nous, largement riche, part en croisière, et pour des raisons environnementales, la diminution du nombre de bateaux de croisière est probablement une bonne chose. Le problème, c'est que juste à l'horizon sur cette photo, il y a plusieurs cargos dont les propriétaires ne sont pas payés non plus et qui devront également mettre leurs navires à la casse si l'économie ne s'ouvre pas bientôt. Et c'est aussi un problème mondial. Comme l'a rapporté Costas Paris au Wall Street Journal le mois dernier :

"Les cargos et les paquebots de croisière sont de plus en plus souvent mis à la ferraille car les opérateurs touchés par les retombées de la pandémie de coronavirus cherchent à transformer leurs navires au chômage en argent sur le marché du recyclage."

"Les navires de transport et les transporteurs de minerai de fer mènent la flotte en plein essor vers la démolition. Les navires de croisière, toujours inactifs en raison des restrictions imposées au début de la pandémie, rejoignent la file d'attente des chantiers de démolition, où les navires sont démantelés pour leur acier".

Contrairement à la destruction de richesse fictive qui se produit lorsque la valeur nominale des actifs disparaît dans l'éther lors d'un ralentissement financier, ce à quoi nous assistons est la destruction de la véritable richesse dans l'économie réelle ; dans ce cas, les cargos qui, sans la réponse à la pandémie, transporteraient encore des cargaisons de manière rentable dans le monde entier. Et peut-être plus important encore, leur perte constituera un obstacle à toute tentative de relance de l'économie une fois que quelqu'un aura enfin déclaré la fin de la pandémie. La diminution du nombre de navires et l'augmentation de la demande se traduisent par une hausse des coûts de transport maritime et donc des prix pour les consommateurs dont le pouvoir d'achat collectif mettra des années à revenir aux niveaux de 2019.

Le transport maritime n'est pas non plus la seule crise de l'offre à attendre en coulisse. Malgré une légère augmentation de la demande, le prix du pétrole reste bien en deçà du prix nécessaire aux producteurs pour atteindre le seuil de rentabilité. C'est pourquoi les producteurs - en particulier les fracturiers américains qui ont

produit toute la croissance de l'extraction pétrolière mondiale au cours de la dernière décennie - ont fermé des puits, licencié des travailleurs et mis au rebut des équipements. Mais malgré cela, les pétroliers du monde entier sont toujours utilisés comme stockage flottant pour du pétrole dont notre économie, limitée par le Covid, n'a pas l'utilité immédiate. Et comme pour le transport maritime, si nous parvenons à mettre un terme à la pandémie, nous serons confrontés à un choc pétrolier désastreux dans quelques mois. Comme l'a expliqué le géologue pétrolier Art Berman lors d'une récente table ronde au **Peak Prosperity** :

"Pour ceux d'entre nous qui suivent la façon dont nous mesurons cela, je veux dire, en gros, qu'il faut forer des puits pour produire du pétrole. Cela semble assez élémentaire, mais ce qui ne s'est pas produit au cours de l'année dernière, c'est que le nombre de puits ajoutés a diminué. En fait, le nombre total de puits forés représente environ un quart de ce qu'il était il y a un an. Vous pouvez regarder les rapports du gouvernement du département de l'énergie et dire, eh bien, oui, la production est passée de 13 millions à 11 millions, mais elle va se stabiliser. C'est ce que l'on nous dit. Ce n'est pas génial, mais ce n'est pas si mal. Le problème est que la raison pour laquelle nous nous sommes stabilisés est que nous avons fermé tant de puits lorsque l'économie était fermée et qu'il n'y avait plus de stockage. Maintenant, ces puits ont été rouverts. Cela ne va pas durer très longtemps. Ce que je vous dis, c'est que nous forons suffisamment de puits pour soutenir environ un quart ou un tiers de la production de pétrole que nous avions avant tout cela. Eh bien, bien avant COVID, mais certainement, si vous voulez utiliser cela comme point de repère amende. L'arithmétique est assez simple. Il viendra un moment, et je ne sais pas si nous sommes en juin ou en juillet du 21, mais c'est dans cette fourchette que la production va descendre à un tiers de ce qu'elle était avant. C'est inévitable que cela se produise".

C'est la flambée des prix du pétrole qui a suivi le pic d'extraction du pétrole conventionnel en 2005 - soit dit en passant, l'année où le Royaume-Uni est devenu un importateur net de pétrole et de gaz - qui a déclenché la chaîne d'événements qui a fait tomber le système bancaire et financier mondial en 2008. Cette crise n'a jamais été résolue. Au lieu de cela, nous avons ajouté des billions de dollars de dette supplémentaire pour soutenir le système. La dernière fois, ce sont les gouvernements et les banques centrales qui ont renfloué le système. Cette fois-ci, ce sont les gouvernements et les banques centrales qui devront être renfloués... et en l'absence d'extraterrestres, il est difficile de voir qui viendra à la rescousse cette fois-ci.

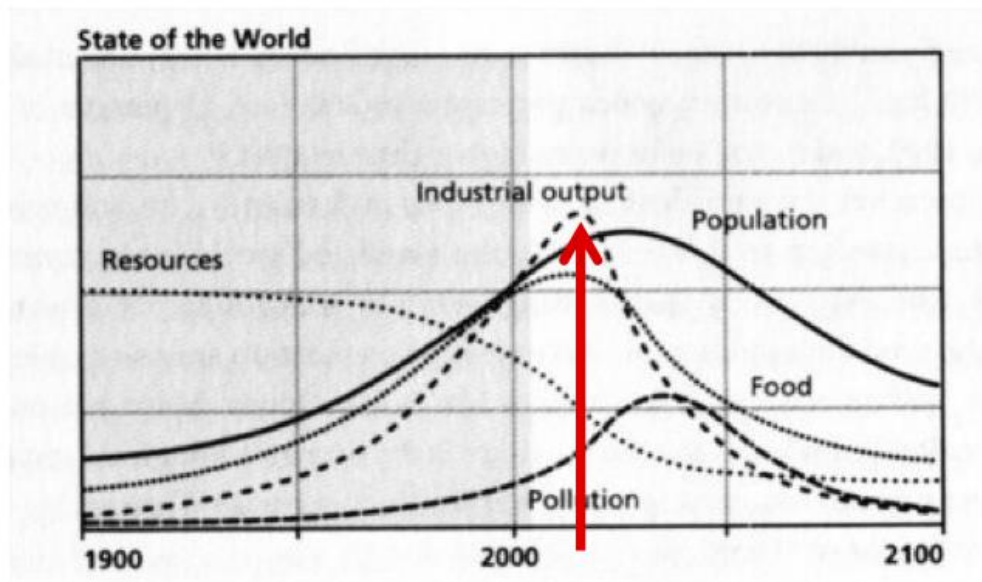
FIN DU PÉTROLOCENE " : LA FIN DE L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE MONDIALE ET DU SYSTÈME ÉCONOMIQUE MONDIAL TEL QUE NOUS LE CONNAISSONS.

Publié par Tim Clarke le 22 janvier 2017 Feasta.com

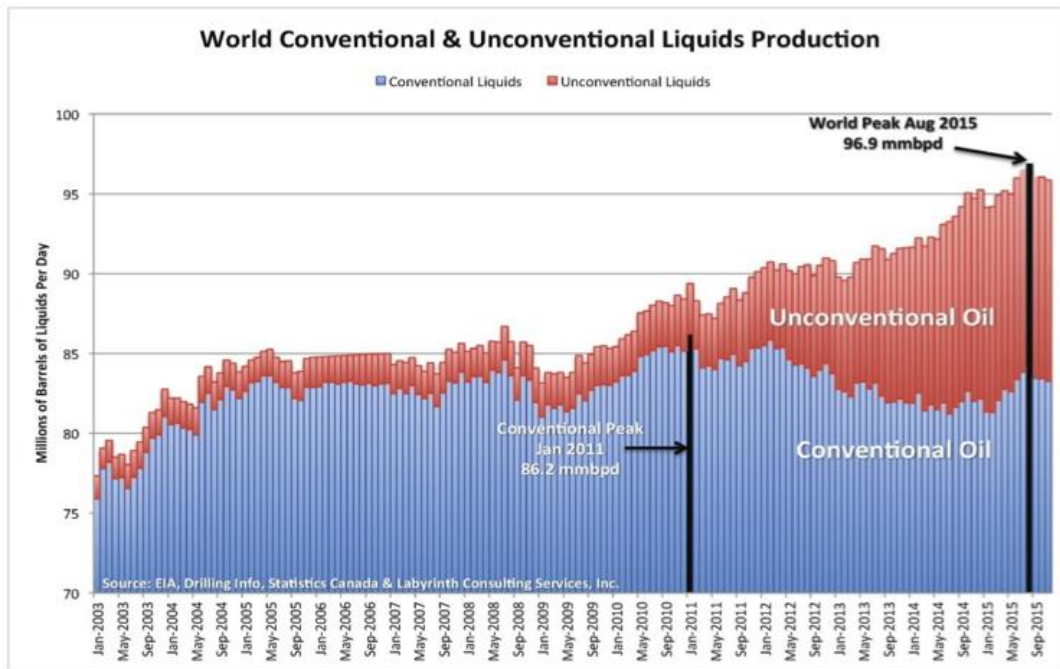


En 1981, j'étais assis sur un flanc de colline aride et érodé en Inde, où moins de 100 ans auparavant il y avait une forêt dense avec des tigres. C'était maintenant un véritable désert et je regardais les villageois chercher des

brindilles pour le bois de chauffage et réfléchir à leur avenir, en pensant à l'augmentation rapide de la population humaine et à la dégradation tout aussi rapide de l'environnement mondial. J'avais récemment dévoré un exemplaire du livre "Les limites de la croissance" (LTG) publié en 1972, et le voici qui se joue devant moi. Leur scénario "Business as Usual" (BAU) montrait que la croissance économique mondiale serait terminée entre 2010 et 2020 ; et aujourd'hui, 45 ans plus tard, cette prédiction se réalise inexorablement. Depuis 2008, tout semblant de croissance a été alimenté par des quantités astronomiques de dettes ; et tous les autres indicateurs de dépassement clignotent en rouge.



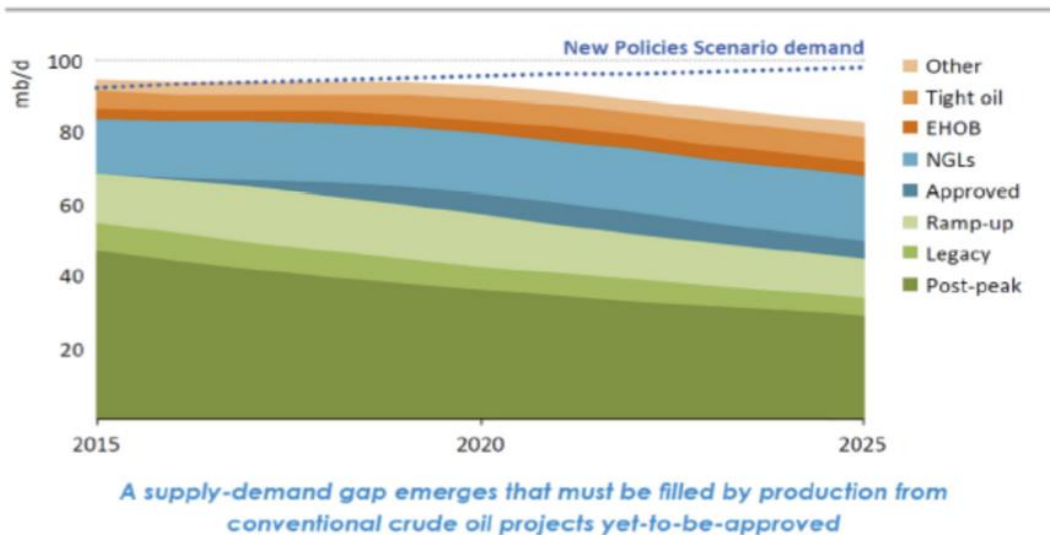
L'un des principaux facteurs limitant la croissance a été considéré par les auteurs du LTG comme l'énergie, et plus particulièrement le pétrole. Au milieu des années 1970, on en savait étonnamment assez sur les réserves de pétrole accessibles pour ne pas en ajouter une quantité énorme à ce que l'on appelle les réserves de pétrole conventionnel. Le pétrole conventionnel est (ou était) de haute qualité, à haute énergie nette, à faible teneur en eau, facile à obtenir. Son taux de croissance de la production sur plusieurs décennies a pris fin vers 2005 (comme l'avaient prédit Campbell et Laherre en 1998). Le taux de production a atteint son point culminant en 2011 et est depuis en déclin (AIE 2016).



L'Agence internationale de l'énergie (AIE) est le principal organisme mondial de prévision de la production et de la demande de pétrole. Elle a récemment admis que ses prévisions de production pétrolière étaient basées sur des projections économiques plutôt que sur la géologie ou les coûts, c'est-à-dire sur l'hypothèse que l'offre répondra toujours à la demande prévue.

Toutefois, dans ses dernières prévisions annuelles (New Policies Scenario 2016), l'AIE a également admis pour la première fois un avenir dans lequel la production mondiale totale de pétrole "tous liquides" pourrait commencer à diminuer dans les prochaines années.

Figure 3.16 ▶ Global supply outlook from selected sources in the New Policies Scenario



Comme le commente Kjell Aklett du groupe de recherche sur l'énergie mondiale de l'université d'Upsala (06-12-16), "Dans la figure 3.16, l'AIE montre pour la première fois ce qui se passera si ses vœux pieux irréalistes ne se réalisent pas au cours des dix prochaines années. Le pic pétrolier se produira même si l'on inclut le pétrole provenant de sources étanches fracturées, de sables bitumineux et d'autres sources (non conventionnelles)".

En fait, cette image de l'AIE montre clairement que le taux de production mondial total de "tous les liquides d'hydrocarbures" pourrait commencer à baisser à tout moment à partir de maintenant ; et cela devrait en soi constituer un énorme signal d'alarme pour le gouvernement irlandais.

En outre, elle soulève un certain nombre de questions vitales qui sont au cœur de ce poste.

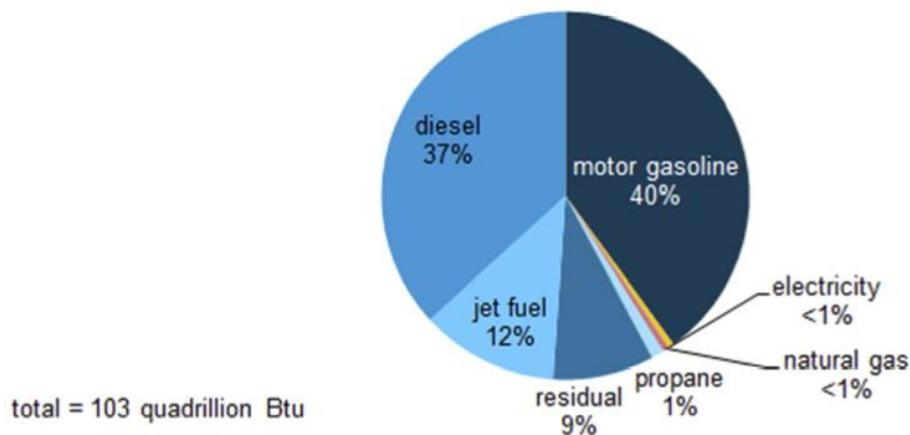
Les réserves de pétrole conventionnel "facile" ont été en grande partie épuisées. Quelle est la probabilité que les réserves restantes soient produites au rythme prévu ? Les réserves de pétrole conventionnel, qui diminuent rapidement, sont maintenant de plus en plus complétées par les réserves difficiles que Kjell Aklett mentionne, y compris les réserves conventionnelles des eaux profondes, des régions polaires et d'autres régions inaccessibles, le pétrole bitumineux très lourd et à haute teneur en soufre, les liquides de gaz naturel et d'autres hydrocarbures non conventionnels, ainsi que d'autres "hydrocarbures non conventionnels", notamment les sables bitumineux et le pétrole de schiste.

Combien coûtera la production de tous ces types de pétrole ? Quelle sera la quantité d'énergie nécessaire et, surtout, quelle sera la quantité d'énergie restante à utiliser par l'économie ?

L'économie industrielle mondiale fonctionne au pétrole.

Le pétrole est le maillon vital et crucial de pratiquement toutes les chaînes de production de l'économie industrielle mondiale, en partie parce qu'il fournit plus de 96 % de l'énergie nécessaire au transport mondial, sans qu'aucune alternative significative non dépendante du pétrole ne soit en vue.

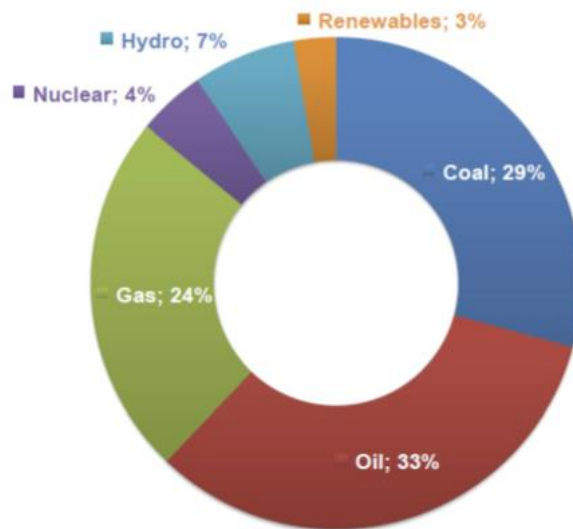
World transportation consumption by fuel, 2012
percent of world total (energy equivalent basis)



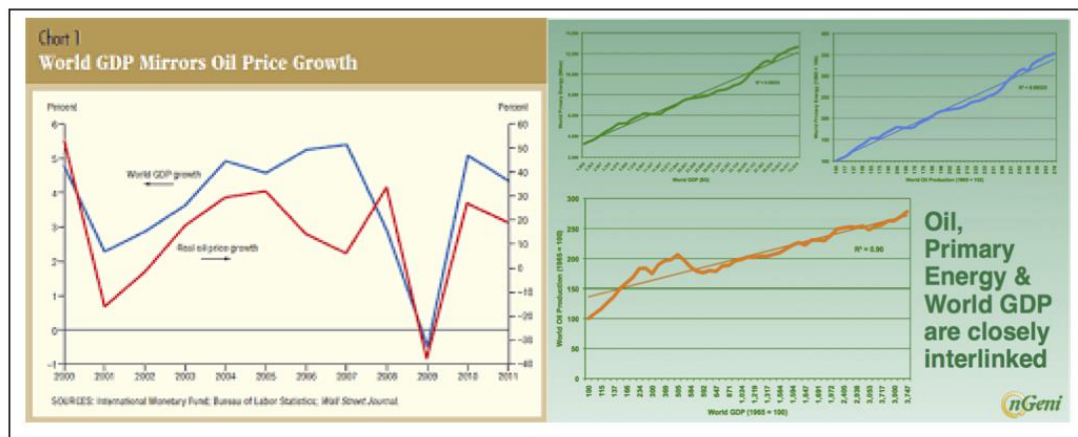
Notre système de production alimentaire industrielle utilise plus de 10 calories d'énergie pétrolière pour labourer, planter, fertiliser, récolter, transporter, raffiner, emballer, stocker/réfrigérer et livrer 1 calorie de nourriture au consommateur ; et imaginez que vous essayez de construire des infrastructures : routes, écoles, hôpitaux, installations industrielles, villes, chemins de fer, aéroports sans pétrole, et encore moins de les entretenir.

Étonnamment peut-être, le pétrole est également crucial pour la production de toutes les autres formes d'énergie, y compris les énergies renouvelables. Nous ne pouvons pas extraire et distribuer du charbon ou même forer pour trouver du gaz et installer des pipelines et des réseaux de distribution de gaz sans beaucoup de pétrole ; et vous ne pouvez certainement pas faire une centrale nucléaire ou construire un barrage hydroélectrique sans pétrole. Mais même les panneaux solaires, l'énergie éolienne et la biomasse dépendent aussi totalement du pétrole pour l'extraction et la production des matières premières ; le pétrole est utilisé directement ou indirectement dans leur fabrication (acier, verre, cuivre, fibre de verre/PRV, béton) et enfin pour distribuer le produit à l'utilisateur final, l'installer et l'entretenir.

Il n'est donc pas surprenant qu'en excluant l'hydroélectricité et le nucléaire (qui nécessitent des quantités phénoménales de pétrole pour leur mise en œuvre), les énergies renouvelables ne représentent encore qu'environ 3 % de l'énergie mondiale (BP Energy Outlook 2016). Ce chiffre parle de lui-même. Je suis un consultant et un promoteur des énergies renouvelables, mais je suis aussi un réaliste ; dans la pratique, le monde fonctionne au pétrole.

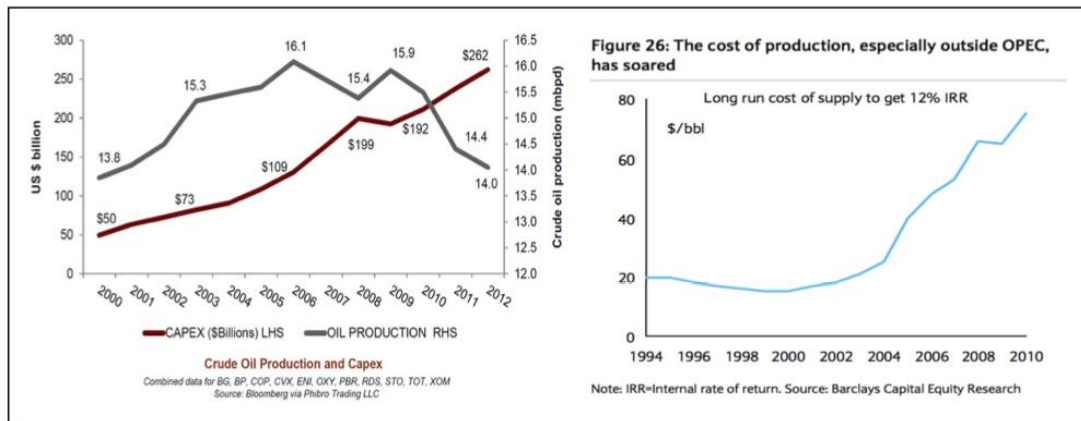


L'économie, le PIB mondial et le pétrole sont donc mutuellement dépendants et ont connu une danse étroitement liée au cours des décennies comme le montrent les images suivantes. Notez le lien entre le pétrole, l'énergie totale, le prix du pétrole et le PIB (indices pour plus tard).



Augmentation du coût de la production pétrolière

Depuis 2005, année où le taux de production du pétrole conventionnel a ralenti et atteint un sommet, les coûts de production ont augmenté plus rapidement. En 2013, les coûts de l'industrie pétrolière s'approchaient du niveau du prix mondial du pétrole qui était alors de plus de 100 dollars le baril ; et les initiés de l'industrie disaient que l'industrie pétrolière avait du mal à atteindre le seuil de rentabilité.



Un bon exemple de l'époque est l'article suivant, qui vaut la peine d'être cité dans son intégralité compte tenu du prix du pétrole à l'époque (~100\$/b), et du prix moyen du pétrole bas et soutenu de ~50\$/b en 2016.

La dette des compagnies pétrolières et gazières s'élève à des niveaux dangereux pour couvrir le manque de liquidités Par Ambrose Evans-Pritchard. Télégraphe. 11 août 2014

"Les principales compagnies pétrolières et gazières du monde s'endettent et vendent des actifs à une échelle sans précédent pour couvrir un manque de liquidités, ce qui remet en question la viabilité à long terme de grandes parties de l'industrie. L'administration américaine de l'information sur l'énergie (EIA) a déclaré qu'une étude portant sur 127 entreprises dans le monde a révélé qu'elles avaient augmenté leur dette nette de 106 milliards de dollars au cours de l'année se terminant en mars, afin de couvrir l'augmentation des coûts des machines et de l'exploration, tout en continuant à verser de généreux dividendes. Elles ont également vendu pour 73 milliards de dollars d'actifs nets.

L'EIA a déclaré que les revenus des ventes de pétrole et de gaz ont atteint un plateau depuis 2011, stagnant à 568 milliards de dollars au cours de l'année dernière alors que le pétrole oscille autour de 100 dollars le baril. Pourtant, les coûts ont continué à augmenter sans relâche. Les entreprises ont épuisé le fruit le plus bas et sont obligées d'explorer des champs dans des régions de plus en plus difficiles.

Selon l'EIA, le déficit entre les recettes d'exploitation et les dépenses - principalement les CAPEX et les dividendes - s'est creusé, passant de 18 milliards de dollars en 2010 à 110 milliards de dollars au cours des trois dernières années. Les entreprises semblent avoir emprunté massivement à la fois pour maintenir les dividendes à un niveau stable et pour racheter leurs propres actions, dépensant en moyenne 39 milliards de dollars en rachats depuis 2011".

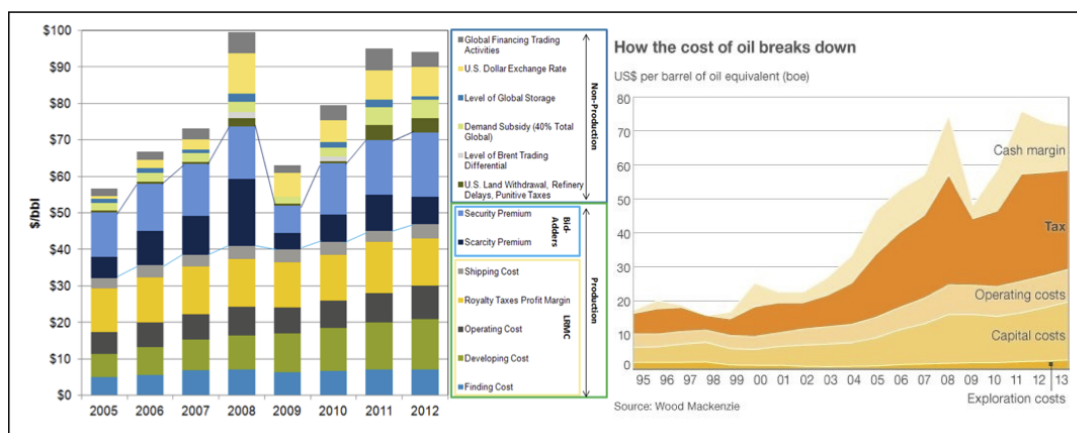
Dans un autre article (mes points forts), il a écrit;

"Les grandes entreprises s'efforcent de trouver des réserves viables, ce qui les oblige à s'endetter de plus en plus pour explorer des bassins marginaux, en jouant souvent sur le fait que des prix beaucoup plus élevés à l'avenir viendront à la rescousse. La production mondiale de pétrole conventionnel a atteint un sommet en 2005 malgré d'énormes investissements. Le blitz cumulé sur l'exploration et la production au cours des six dernières années s'est élevé à 5,4 billions de dollars, mais il n'a pas donné grand-chose. Pas un seul grand projet n'a été mis en route à un coût d'équilibre inférieur à 80 dollars le baril depuis près de trois ans.

Steven Kopits, de Douglas-Westwood, a déclaré que la productivité des nouvelles dépenses d'investissement a été divisée par cinq depuis 2000. "La grande majorité des compagnies pétrolières et gazières publiques ont besoin de prix du pétrole supérieurs à 100 dollars pour obtenir un flux de trésorerie disponible positif dans le cadre des programmes actuels d'investissements et de dividendes.

Près de la moitié de l'industrie a besoin de plus de 120 dollars", a-t-il déclaré.

Les images suivantes donnent une bonne idée de la tendance et de la répartition des coûts de la production pétrolière. La production de pétrole n'est qu'un début. Les images montrent à quel point la production devient coûteuse - et à quel point le prix actuel du pétrole est loin d'avoir atteint le seuil de rentabilité.



Il est important de noter que le "coût d'équilibre" est bien inférieur au prix du pétrole nécessaire pour soutenir l'industrie dans le futur (business as usual).

Les images suivantes montrent que les différents types de pétrole ont (évidemment) des coûts de production très différents. Notez la proportion relativement faible des réserves conventionnelles (dont une grande partie est déjà utilisée), et le coût de production nettement plus élevé de tous les autres types de pétrole. Notez également le titre et la date appropriés de l'analyse de la Deutsche Bank - les coûts de production ont considérablement augmenté depuis lors.

"Breakeven" Price of Oil (Dollars/Barrel)

Conventional oil is 30% of world oil reserves. Production costs of unconventional oil are much higher.

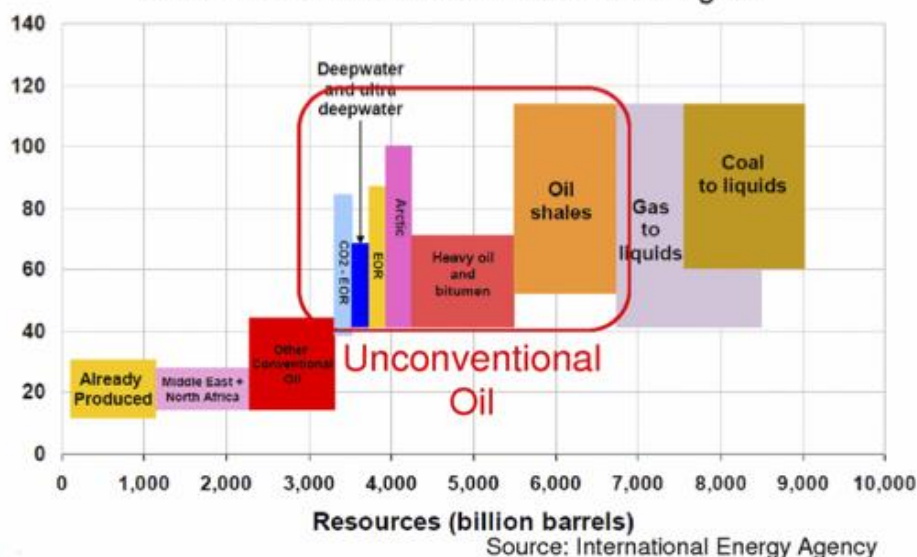
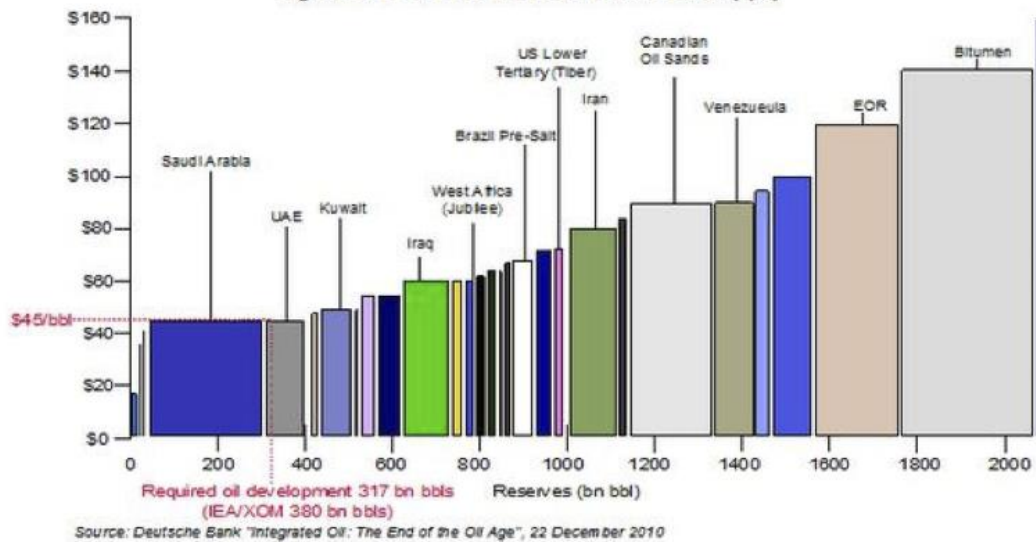
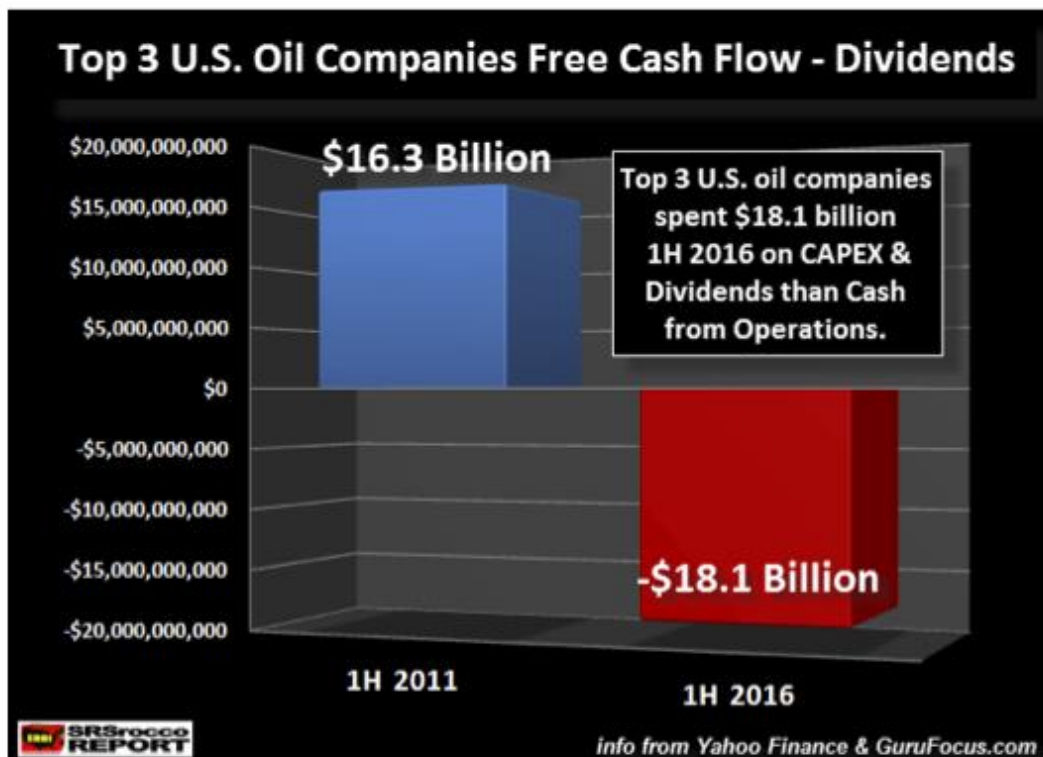


Figure 6: Low Cost curve of future oil supply



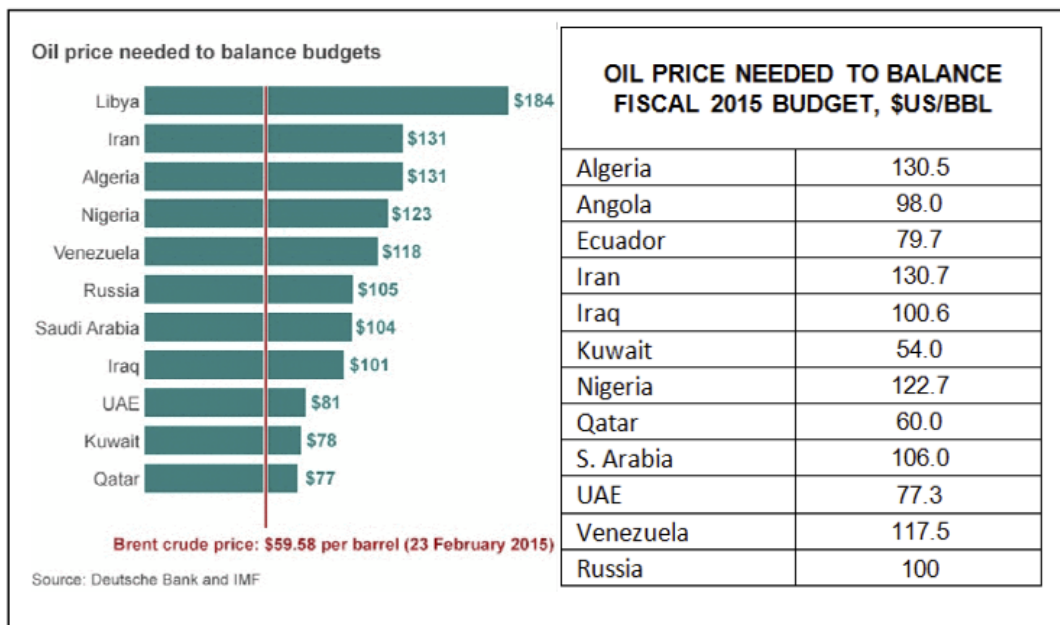
L'industrie pétrolière mondiale est en grande difficulté

Il n'est pas nécessaire d'être économiste pour voir que le prix moyen du pétrole en 2016, soit 50 dollars le baril, était nettement inférieur au prix d'équilibre de toutes les réserves mondiales de pétrole, à l'exception d'une petite partie. Même avant l'effondrement du prix du pétrole en 2014-5, l'industrie pétrolière mondiale était en proie à de graves difficultés. Les dettes augmentent rapidement et les bilans sont de plus en plus rouges. Au début de l'année 2016, Deloitte a averti que 35 % des grandes compagnies pétrolières étaient en danger de faillite, et que 30 % supplémentaires suivraient en 2017.





En plus des grandes compagnies pétrolières, la diminution des revenus pétroliers dans les pays producteurs de pétrole a des conséquences néfastes sur les économies nationales. Pratiquement tous les pays producteurs de pétrole dans le monde ont besoin d'un prix du pétrole beaucoup plus élevé pour équilibrer leur budget - certains d'entre eux le font largement (par exemple le Venezuela). Leurs économies ont été conçues autour du pétrole, qui est pour beaucoup d'entre eux leur principale source de revenus. Même l'Arabie saoudite, le plus grand producteur mondial de pétrole avec les plus grandes réserves de pétrole conventionnel, épuise rapidement son fonds souverain.



Il semble qu'aucun pays producteur de pétrole important n'équilibre son budget. Leurs dettes et leurs déficits augmentent de jour en jour. Tout le monde prie pour que le prix du pétrole augmente. De qui se moquent-ils ? Le prix moyen du pétrole en UBA pour l'ensemble de l'industrie pétrolière mondiale doit probablement être bien supérieur à 100 dollars le baril ; et l'économie mondiale est à genoux même avec le prix actuel du pétrole qui est bas. Pourquoi ? Tous ces indicateurs laissent présager d'énormes difficultés pour l'avenir. Pourrait-il y

avoir un autre mécanisme fondamental pétrole/énergie/financier en jeu ici ?

La cause profonde

La cause n'est pas surprenante. Tous les nouveaux types de pétrole et une bonne partie des produits conventionnels qui restent nécessitent beaucoup plus d'énergie pour être produits.

En 2015, The Hills Group (US Oil Engineers) a publié "Depletion - A Determination of the Worlds Petroleum Reserve". Ce document fait l'objet de recherches méticuleuses et est retravaillé, les tendances étant vérifiées par rapport aux données publiées. Il fait suite aux travaux du Hills Group 2013 qui a prédit avec précision l'effondrement du prix du pétrole après 2014 (ce que personne d'autre n'a fait) et a calculé que le prix moyen du pétrole en 2016 serait de ~50\$/b. Ils affirment que leur indicateur de prix du pétrole est le plus précis jamais produit, avec une précision de plus de 96 % par rapport aux données publiées dans le passé. Le travail du groupe Hills a quelque peu clarifié ma compréhension des questions essentielles et je vais essayer de résumer deux points cruciaux comme suit.

Le pétrole ne peut être utile comme source d'énergie que si l'énergie contenue dans le produit (c'est-à-dire le carburant de transport) est supérieure à l'énergie nécessaire pour extraire, raffiner et livrer le carburant à l'utilisateur final.

Si vous électrolysez de l'eau, le gaz hydrogène produit (lorsqu'il est mélangé à l'air et enflammé), explosera avec un coup de feu (attention à faire cela à la maison !). L'hydrogène contenu dans l'eau du monde est une source d'énergie potentielle énorme et contient infiniment plus d'énergie (sous forme d'hydrogène) que ce dont l'homme pourrait avoir besoin. Le problème est qu'il faut beaucoup plus d'énergie pour produire une quantité donnée d'hydrogène à partir de l'eau que celle qui est disponible en la brûlant. Le pétrole suit rapidement la même voie. Seule une petite partie de ce qui reste des ressources pétrolières conventionnelles peut fournir un surplus d'énergie utilisable comme combustible. Tous les autres types de pétrole nécessitent plus d'énergie pour être produits et livrés comme combustible à l'utilisateur final (en tenant compte de l'ensemble de la chaîne de production du pétrole), que celle contenue dans le combustible lui-même.

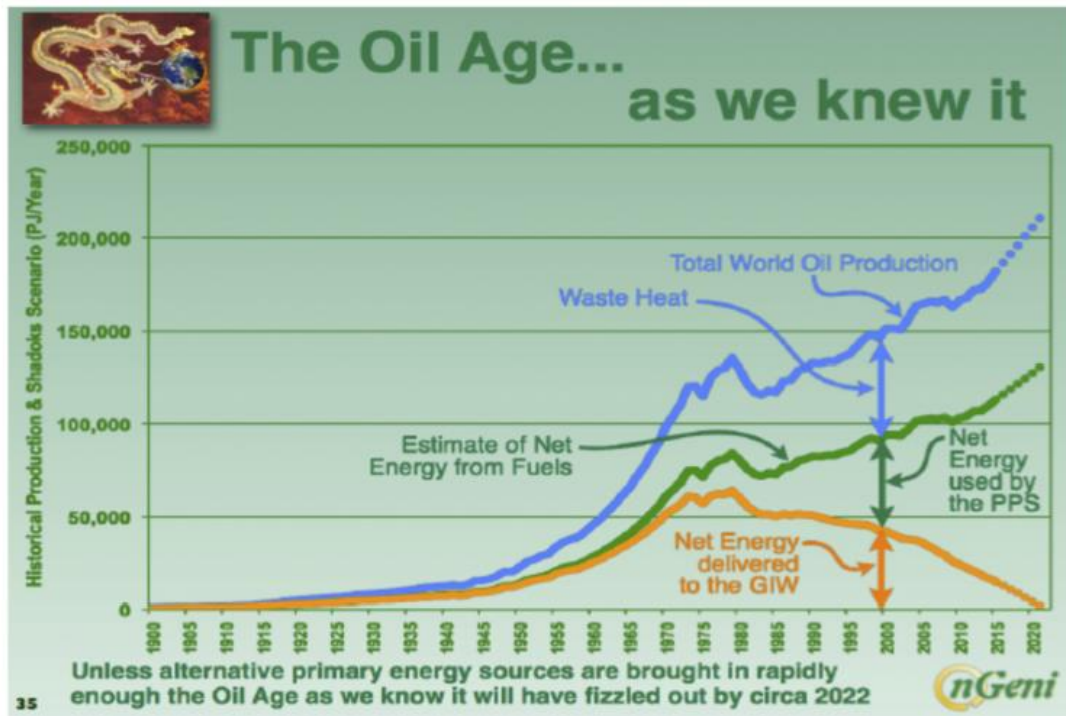
Ce que les gens ne réalisent pas, c'est qu'il faut du pétrole pour l'extraire, le raffiner, le produire et le livrer à l'utilisateur final. Le Hills Group calcule qu'en 2012, l'énergie moyenne requise par la chaîne de production du pétrole avait tellement augmenté qu'elle était alors égale à l'énergie contenue dans le pétrole livré à l'économie. En d'autres termes, "en 2012, la chaîne de production de l'industrie pétrolière a utilisé au total 50 % de toute l'énergie contenue dans le pétrole livré au consommateur". La tendance est à la hausse pour atteindre 100 % au début de la prochaine décennie.

À ce stade, quelle que soit la quantité de pétrole restante (beaucoup) et quelle que soit sa forme (beaucoup), le pétrole ne sera plus utile comme source d'énergie pour les carburants de transport, car il faudra en moyenne plus d'énergie pour l'extraire, le raffiner et le livrer au consommateur final que le pétrole lui-même n'en contient.

Comme les réserves de pétrole sont de qualité décroissante et que le pétrole devient plus difficile et plus cher à produire et à transformer en carburants pour les transports, la quantité d'énergie requise par l'ensemble de la chaîne de production pétrolière (l'industrie pétrolière mondiale) augmente rapidement, laissant de moins en moins de résidus pour le reste de l'économie.

Dans ce contexte et par rapport au graphique de l'AIE présenté plus haut, il y a une grande différence entre la production pétrolière brute annuelle et la quantité d'énergie restant dans le produit disponible pour le travail en tant que carburant. Alors que la production mondiale totale de pétrole (tous liquides) semble actuellement continuer à croître lentement, l'énergie requise par l'industrie pétrolière mondiale augmente plus rapidement et l'énergie nette disponible pour le travail par l'utilisateur final diminue rapidement. C'est ce qu'illustre la figure

suivante (Louis Arnoux 2016).

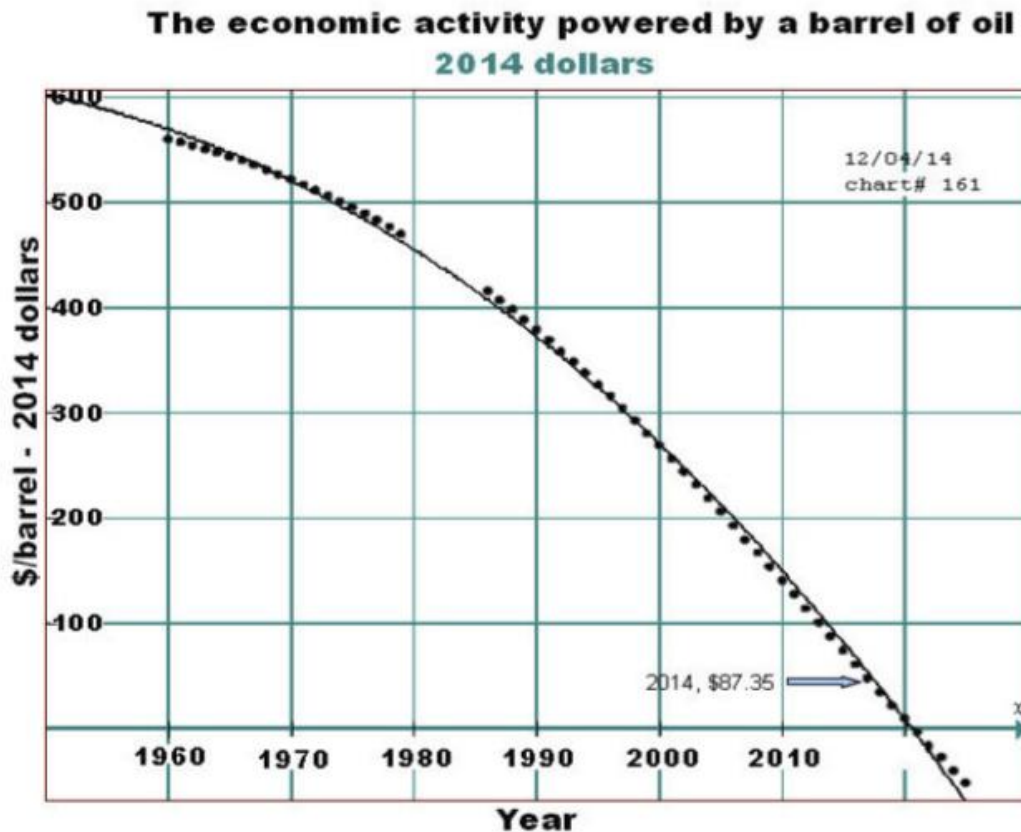


Le prix du pétrole ne peut pas dépasser la valeur de l'activité économique générée par la quantité d'énergie disponible par baril pour les utilisateurs finaux.

Le déclin rapide de l'énergie pétrolière disponible pour l'économie est l'une des principales raisons de l'augmentation tout aussi rapide de la dette mondiale.

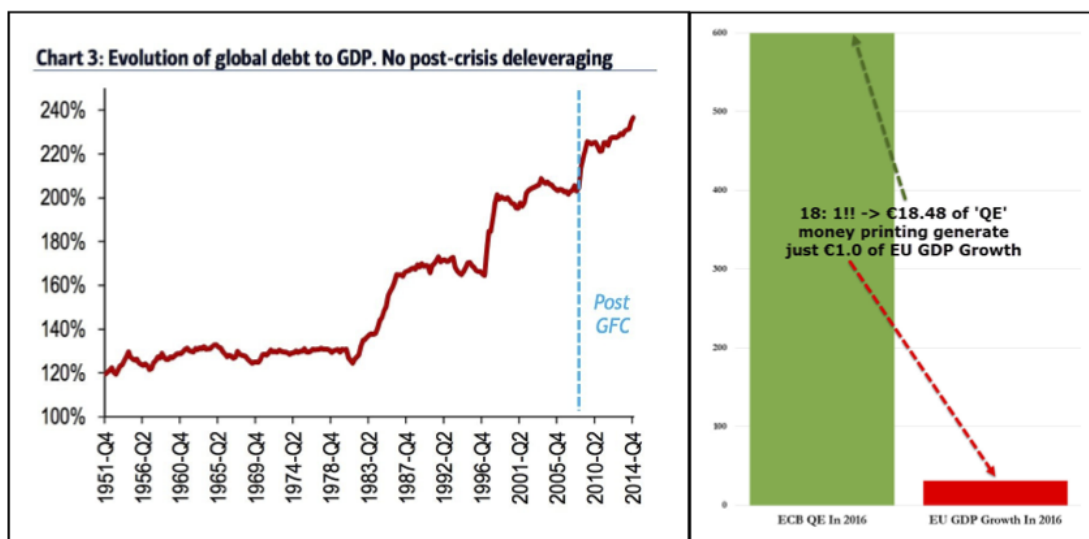
L'économie mondiale industrielle dépend du pétrole comme principale source d'énergie. L'augmentation de la croissance de l'économie mondiale pendant l'ère du pétrole a été exactement équivalente à la production et à l'utilisation du pétrole, mais comme le montre l'image de Louis, au cours des quarante dernières années, la quantité d'énergie nette fournie par l'industrie pétrolière à l'économie a diminué.

En conséquence, la valeur économique d'un baril de pétrole chute rapidement. "En 1975, un dollar aurait pu acheter, en moyenne, 42 348 BTU ; en 2010, un dollar n'aurait acheté que 6 946 BTU" (The Hills Group 2015).



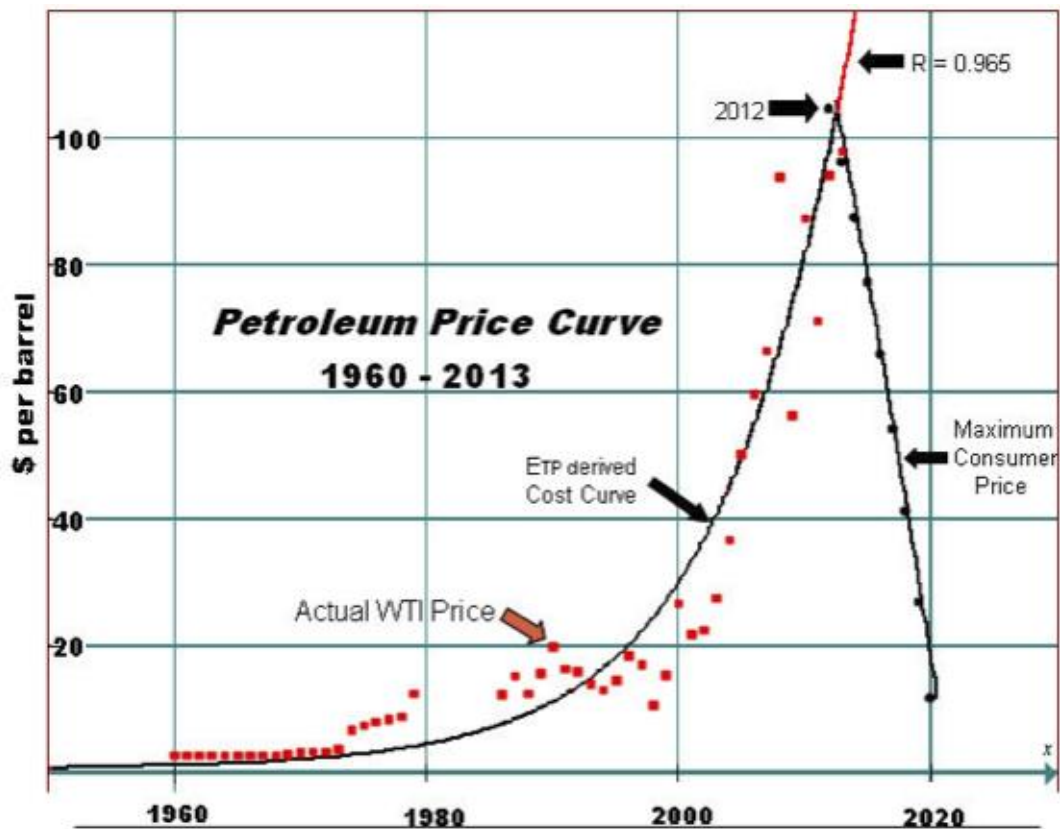
Cela a entraîné une réduction parallèle de l'activité économique réelle. Je dis "réelle" parce qu'aujourd'hui, le monde financier représente environ 40 % du PIB mondial, et je voudrais rappeler aux économistes et aux banquiers qu'on ne peut pas manger des 0000 sur un écran d'ordinateur, ni les utiliser pour mettre de la nourriture sur la table, chauffer sa maison ou faire quelque chose d'utile. Le PIB en tant qu'indicateur de l'économie mondiale est une illusion. Si l'on déduit les services financiers et si l'on tient compte des dettes, l'économie mondiale réelle se contracte rapidement.

Pour compenser, et poursuivre le sophisme d'une croissance économique sans fin, nous avons simplement emprunté et emprunté, et emprunté. D'énormes quantités de dettes supplémentaires sont maintenant nécessaires pour maintenir l'"illusion de croissance".



En 2012, la capacité décroissante du pétrole à alimenter l'économie s'est croisée avec le coût croissant de la

production pétrolière à un point que The Hills Group appelle le prix maximum abordable pour le consommateur (un peu plus de 100 dollars le baril) et ils ont calculé que le prix du pétrole doit baisser peu après. En 2014, à la grande surprise de tous (AIE, EIA, Banque mondiale, Wall St Oil futures, etc.), le prix du pétrole est tombé au niveau où il se trouve actuellement.), le prix du pétrole a chuté jusqu'à son niveau actuel. La courbe du prix du pétrole de 2013 du Hills Group l'illustre clairement : elle a correctement calculé que le prix moyen du pétrole en 2016 serait de ~50\$/b (Depletion - The Fate of the Oil Age 2013).



Dans son étude détaillée sur l'horizon 2015, The Hills Group écrit (Depletion - A determination of the world's petroleum reserve 2015) ;

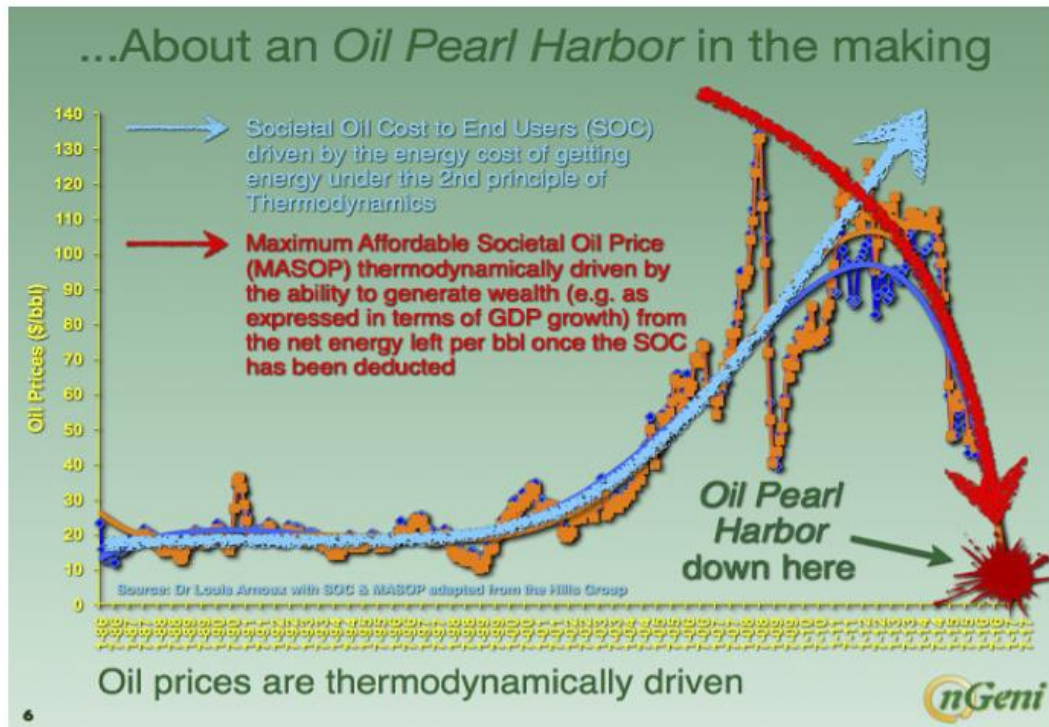
"Pour déterminer la fourchette d'accessibilité, on observe d'abord que le prix d'une unité de pétrole ne peut pas dépasser la valeur de l'activité économique (générée par l'énergie nette) qu'elle fournit au consommateur final. (Depuis 2012), la part de l'énergie provenant du pétrole consacrée à la production de pétrole est supérieure à celle qui est livrée au consommateur. Cela a précipité la baisse des prix de 2014 qui a réduit les prix de 50 %. L'énergie livrée au consommateur final continuera à diminuer et l'accessibilité maximale du consommateur final diminuera avec elle.

Le Dr Louis Arnoux explique cela comme suit : "En 1900, le monde industriel mondial a reçu 61 % de l'énergie brute contenue dans un baril de pétrole. En 2016, ce chiffre est tombé à 7 %. Le monde industriel mondial est contraint de se contracter parce qu'il est privé de l'énergie nette du pétrole" (Louis Arnoux 2016).

Cela se reflète dans le ralentissement de la croissance économique mondiale et l'augmentation considérable de la dette mondiale totale.

Sans s'en rendre compte, le monde est entré en 2012 en "alerte rouge d'urgence"

Dans l'image suivante, le Dr Arnoux a retravaillé la courbe des prix du pétrole du Hills Group montrant l'effondrement imminent des prix du pétrole d'origine thermodynamique - et la fin de l'ère du pétrole telle que nous la connaissons. Cette analyse est plus qu'amplement renforcée par la situation financière désastreuse de l'industrie pétrolière mondiale, et l'état précaire de l'économie et du système financier mondiaux.

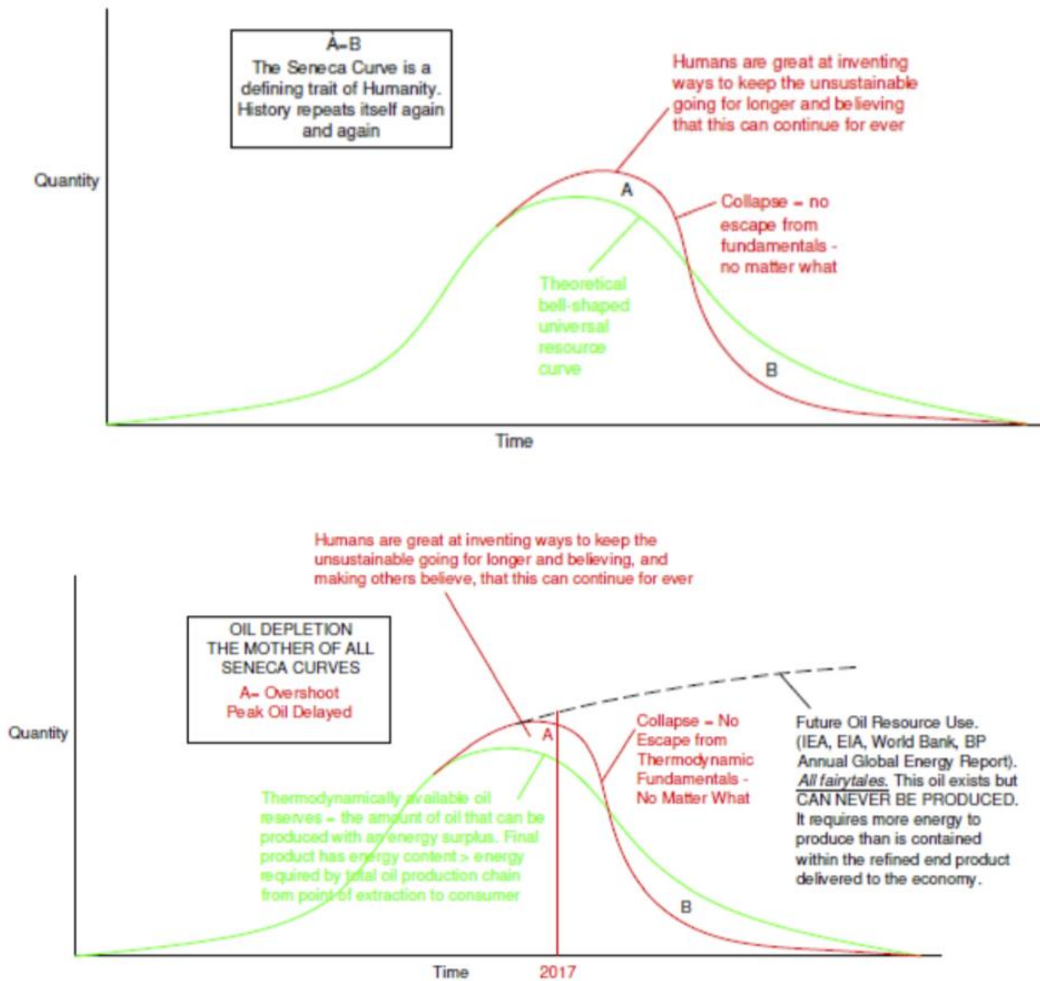


Le pétrole est une ressource finie qui est soumise aux mêmes lois physiques que de nombreuses autres marchandises. Le débat sur le pic pétrolier a été obscurci par le fait que le pétrole est constitué de nombreux types d'hydrocarbures différents, chacun d'entre eux ayant son propre profil d'extraction. Mais le pétrole conventionnel est la seule catégorie de pétrole qui peut être extraite avec un excédent énergétique de toute la chaîne de production. La production de ce produit de base (pétrole conventionnel) a sans aucun doute atteint un sommet et est maintenant en déclin. La quantité d'énergie (et le coût) nécessaire à l'industrie pétrolière mondiale pour produire et livrer au consommateur une grande partie du reste des réserves conventionnelles et des nombreuses autres catégories de pétrole augmente rapidement ; et nous nous dirigeons tout aussi rapidement vers le jour où nous aurons épuisé les réserves de pétrole qui fourniront un excédent énergétique (en tenant compte de l'ensemble de la chaîne de production, de l'extraction à la livraison du produit final comme combustible au consommateur).

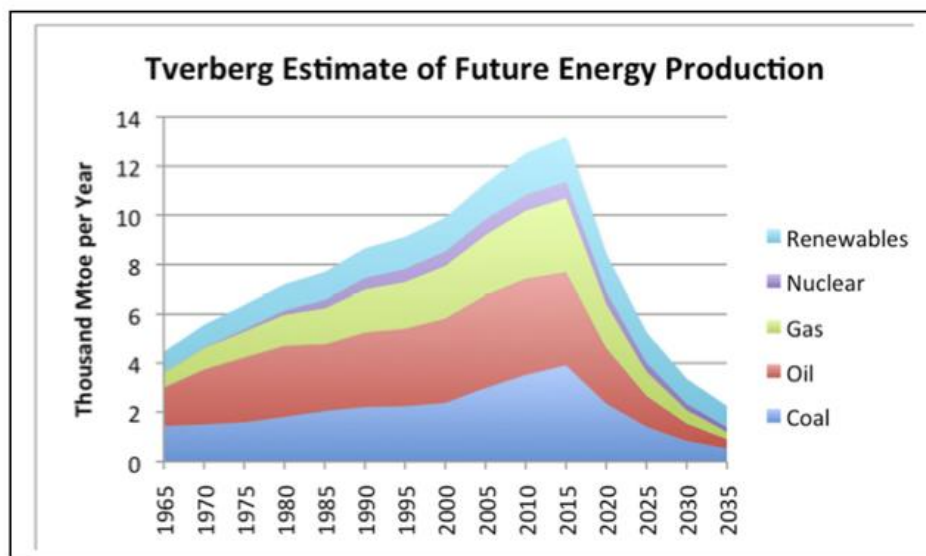
L'industrie pétrolière mondiale est l'une des plus avancées et des plus efficaces au monde et les gains d'efficacité supplémentaires seront mineurs par rapport à l'ampleur du problème, qui est essentiellement un problème de thermodynamique de l'épuisement du pétrole.

L'homme est très doué pour soutenir l'insoutenable et cela se traduit souvent par un effondrement rapide et inattendu (par exemple, Joseph Tainter : L'effondrement des sociétés complexes). Un exemple de cela est la courbe/falaise de Sénèque, qui me semble être un trait caractéristique de l'humanité souvent répété. Notre système pétrolier/financier en est une parfaite illustration.

La dette est utilisée pour prolonger l'insoutenable et il semble que nous nous dirigeons vers la "mère de toutes les courbes de Sénèque" que j'ai illustrée ci-dessous :



Le pétrole étant la ressource énergétique primaire dont dépendent toutes les autres sources d'énergie, il est presque certain qu'une contraction de la production de pétrole se traduirait par une réduction parallèle des autres systèmes énergétiques, comme l'illustre de façon assez spectaculaire cette image de Gail Tverberg (le moment est légèrement prématuré - mais probablement pas de beaucoup).

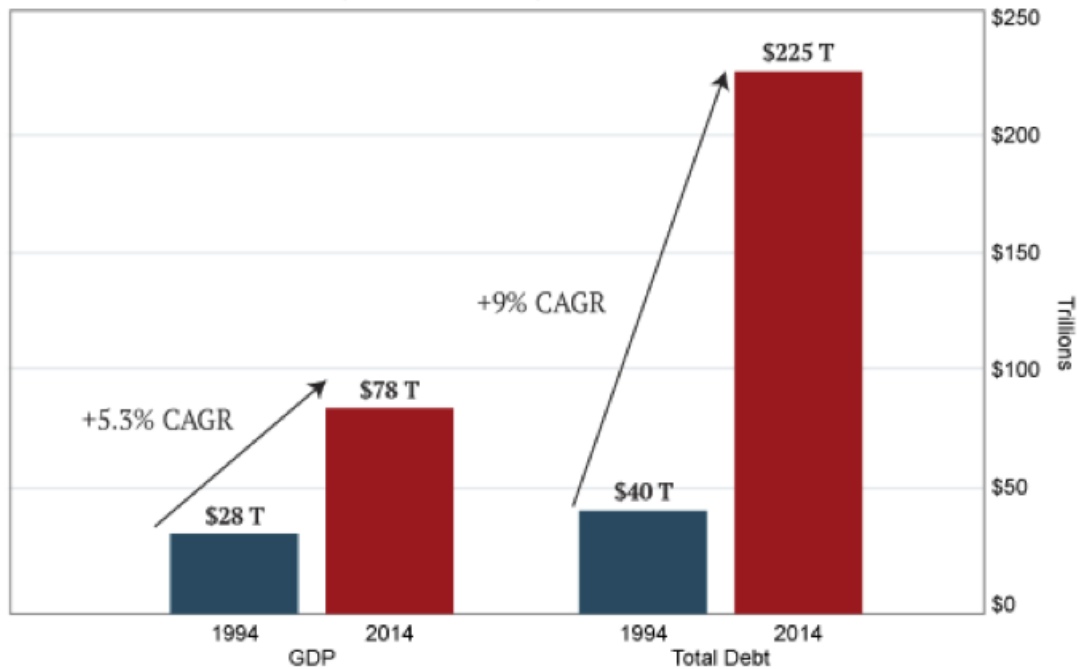


L'énergie et l'argent

L'argent est un élément fondamental de tous les systèmes énergétiques et économiques. La dette est utilisée

pour soutenir un système énergétique pétrolier en contraction, et l'ampleur de l'argent créé sous forme de dette au cours des dernières décennies pour compenser est vraiment phénoménale ; s'élevant à des centaines de billions (à l'exclusion des montants "extra-terrestres" des "financiers"), elle augmente exponentiellement plus vite. Ce montant de dette, ne pourra jamais être remboursé. La contraction actuelle du système pétrolier/énergétique va exacerber cette tendance jusqu'à l'effondrement du système financier. Personne ne peut rien y faire, quelle que soit la quantité d'argent imprimée, NIRP, ZIRP, etc. La panacée de l'impression de monnaie indéfinie va bientôt frapper le mur de l'énergie thermodynamique de la réalité.

Global Debt and GDP (1994 to 2014)



www.bonnerandpartners.com

Source: China National Statistic Bureau

Les effets que nous observons actuellement, tels que la croissance exponentielle de la dette (la dette des États-Unis à elle seule a presque doublé, passant de 10 000 milliards de dollars à près de 20 000 milliards de dollars pendant le mandat d'Obama), et les problèmes financiers des grandes compagnies pétrolières et des pays producteurs de pétrole, sont des indicateurs clairs de la contraction imminente des systèmes énergétiques et financiers mondiaux existants.



L'échec à venir du système économique mondial sera un échec systémique. Je dis "systémique" parce que, depuis 150 ans, il y a toujours eu du pétrole bon marché et abondant pour alimenter la reprise après les brèches précédentes. Cette époque est révolue. Le pétrole bon marché et abondant ne sera pas disponible pour la relance après la prochaine crise, et le monde devra adopter un modèle économique et financier complètement différent.

Le "métier" de l'économie

Les économistes voudraient nous faire croire que ce n'est qu'un autre tournant du cycle du crédit. Cette lamentable non-science est en grande partie le chien de garde de l'establishment, des intérêts financiers et corporatifs mondiaux. Ils ont conçu la "science" pour soutenir le mythe de la croissance perpétuelle afin de répondre aux besoins de leurs maîtres payeurs, des institutions financières, des entreprises et des gouvernements (qui paient leurs salaires, financent les universités et la recherche, etc.)). Ils ont résolument ignoré toutes les questions et tendances écologiques et relatives aux ressources, ainsi que les avertissements tels que le LTG, et se sont présentés comme les principaux arbitres de l'entreprise humaine. En soutenant avec véhémence le statu quo, ils sont, de tous les groupes, les principaux responsables de la situation épouvantable à laquelle la planète est confrontée, de la destruction du monde naturel et de nombreuses autres menaces qui pèsent sur l'environnement mondial et sa capacité à maintenir la civilisation telle que nous la connaissons.

J'ai des nouvelles pour la "Profession de l'économie". Le système financier imaginaire de croissance perpétuelle basé sur une énergie bon marché illimitée touche à sa fin. Du point de vue de la planète, ce n'est tout simplement pas assez tôt. Cela marquera la fin de ce que j'appelle le "Pétroleocène". Les activités humaines ont un tel effet sur la planète que l'époque actuelle a été classée par les géologues comme une nouvelle ère géologique "l'Anthropocène". Mais bien que l'homme ait déjà eu un impact significatif sur les systèmes naturels, l'Anthropocène a été largement défini par la découverte et l'utilisation relativement récentes de réserves d'énergie fossile liquide s'élevant à des millions d'années d'énergie solaire stockée. Le pétrole bon marché et illimité a alimenté une croissance exponentielle des systèmes humains, au point que nombre d'entre eux sont maintenant plus importants que les systèmes planétaires naturels.

Cette situation ne peut être maintenue sans d'énormes quantités d'énergie pétrolière nette bon marché, et nous nous dirigeons donc inéluctablement vers "la grande décélération". La situation ressemble beaucoup au sort du Titanic que j'ai décrit dans mon exposé. Parmi les rares personnes qui ont eu le courage d'affronter le vent

économique de la croissance perpétuelle, je salue les auteurs de LTG et la mémoire de Richard Douthwaite (The Growth Illusion 1992), et tous les membres de la FEASTA qui travaillent dur pour avertir une Irlande sourde de ce qui va arriver et pourquoi - et qui s'y sont préparés de manière très sensée ! Nous aurons tous besoin de beaucoup de courage et de résilience pour faire face à ce qui nous attend.

L'Irlande dispose de très peu de temps pour se préparer à des temps difficiles.

Il y a beaucoup de choses que nous pourrions faire ici pour atténuer l'impact si le problème était compris pour ce qu'il est. Les publications de la FEASTA, telles que Before The Wells Run Dry et Fleeing Vesuvius, et les travaux de David Korowicz, tels que The Tipping Point et, bien sûr, la publication de The Hills Group 2015 Depletion - a determination of the world petroleum reserve , ainsi que de très nombreuses autres références, fournissent des informations de base et devraient être lues d'urgence par tous les décideurs politiques.

Le principal défi est l'énergie pour le transport et l'agriculture. Nous pourrions passer à court terme à l'utilisation du gaz naturel comprimé (GNC) comme carburant de transport/moteur par défaut urgent, puisque les moteurs à essence et diesel peuvent être convertis à une utilisation bicarburant avec le GNC ; complétée rapidement par le biogaz (puisque nous avons la chance d'avoir beaucoup de terres agricoles et d'eau par rapport à de nombreux pays).

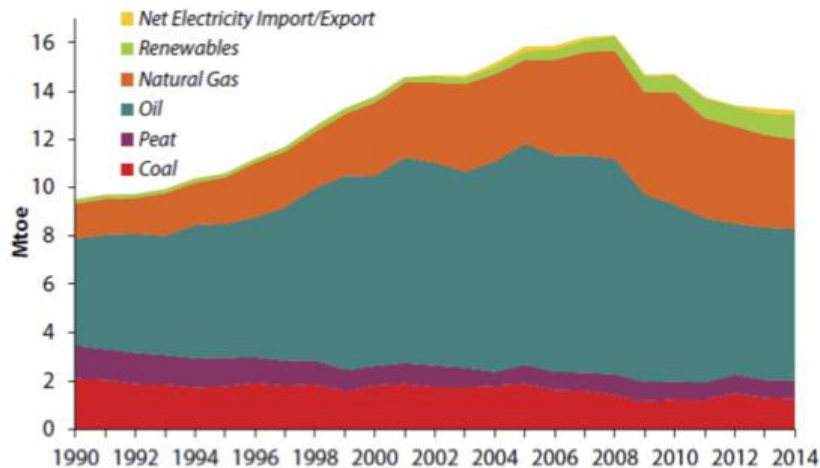
Nous pourrions passer d'urgence à une agriculture biologique à forte intensité de main-d'œuvre, axée sur l'autosuffisance locale et éliminant les intrants chimiques tels que les engrais, les pesticides et les herbicides (comme l'a fait Cuba après la chute de l'Union soviétique). Nous pourrions interdire l'utilisation du pétrole pour le chauffage et passer à la biomasse.

Nous pourrions pénaliser la forte consommation d'électricité et viser à réduire massivement la consommation afin que l'électricité puisse être fournie par des moyens entièrement renouvelables - en préservant notre gaz naturel comme carburant pour les transports et la transition rapide du pétrole. Le réseau pourrait être reconfiguré d'urgence pour permettre une utilisation à 100 % de l'électricité renouvelable d'ici quelques années. Nous pourrions nous concentrer sur la production locale d'aliments, de biens et de services afin de réduire les besoins de transport.

Ces mesures permettraient de créer de nombreux emplois et d'améliorer la balance des paiements. Elles ont déjà été proposées sous une forme ou une autre par la FEASTA au cours des 15 dernières années.

L'Irlande a fait un premier pas, mais il est insignifiant par rapport à l'ampleur et au calendrier du défi à venir, comme l'illustre l'image suivante (SEAI : Energy in Ireland - Key Statistics 2015). Nous devons de toute urgence réduire la part du pétrole à une petite fraction de la consommation actuelle.

Total Primary Energy Requirement by Fuel 1990 – 2014



L'utilisation actuelle des énergies fossiles est très gaspilleuse. En réduisant le gaspillage et en augmentant l'efficacité, nous pouvons utiliser moins. Par exemple, une grande partie de l'énergie utilisée comme carburant pour les transports et pour la production d'électricité est perdue dans l'atmosphère sous forme de chaleur résiduelle. Les nouvelles solutions technologiques comprennent une initiative mondiale visant à mettre en place une intervention d'urgence abordable appelée nGeni, qui repose uniquement sur des composants technologiques connus et éprouvés, intégrés de manière novatrice, avec un modèle commercial et financier permettant d'exploiter plus de 5 000 milliards d'euros par an de fonds actuellement gaspillés dans le monde sous forme de chaleur résiduelle. Ce projet a un potentiel pour l'Irlande, et sera décrit dans un prochain article.

Pour financer tous les changements que nous devons mettre en œuvre, rapidement (et, espérons-le, avant que l'impact de la catastrophe pétrolière et financière ne se fasse réellement sentir), nous pourrions par exemple créer une sorte d'énorme "obligation nationale pour la durabilité et les énergies renouvelables" de plusieurs milliards d'euros. Pratiquement toutes les énergies renouvelables offrent un meilleur (et souvent bien meilleur) retour sur investissement par rapport à l'épargne bancaire, aux obligations d'État, etc. ; en particulier à l'ère du zéro et des politiques de taux d'intérêt négatifs (ZIRP, NIRP, etc.).

Il se peut que nous devions penser à gérer cela pendant une contraction de l'économie et du système financier qui pourrait survenir à tout moment. Nous pourrions certainement faire appel à une nouvelle race d'"économistes écologiques" intelligents pour planifier la fin de l'ancien système et son remplacement par un nouveau système durable. Ce ne sont pas les idées qui manquent. La disparition de billions de fausse monnaie et la diminution des recettes fiscales nationales et locales qui financent actuellement le système existant et ses programmes sociaux constitueront un énorme défi pour la stabilité sociale en Irlande et dans le monde entier.

C'est maintenant "l'alerte rouge d'urgence". Si nous tardons, nous n'aurons ni l'énergie ni l'argent pour mettre en œuvre ne serait-ce qu'une partie de ce qui est nécessaire. Nous devons traîner nos politiciens et nos décideurs politiques à la table des négociations, en leur faisant comprendre la nature désastreuse de la situation et en les mettant au défi d'ouvrir les yeux sur ce qui est de plus en plus évident, et de prendre des mesures. Nous pouvons remercier le Hills Group d'avoir si clairement élucidé les causes profondes du problème, mais les indicateurs d'effondrement du système sautent frénétiquement de haut en bas depuis de nombreuses années, nous font signe et nous crient "REGARDEZ-MOI ! Pendant ce temps, la majorité des économistes aveugles qui conseillent les entreprises et les gouvernements et qui planifient notre avenir, regardent ailleurs.

En 1972, *"Les limites de la croissance"* mettait en garde contre les conséquences de la dépendance croissante à l'égard de la ressource limitée qu'est le "pétrole" et du mantra économique suicidaire de la croissance sans fin. Le défi que l'Irlande devra bientôt relever est de gérer une contraction économique et énergétique rapide et de mettre en œuvre la durabilité à grande échelle tout en maintenant la cohésion sociale. Quel que soit le résultat

(contraction maîtrisée ou chaotique), nous devrons bientôt tous vivre avec beaucoup moins d'énergie et de ressources physiques. Ce n'est pas nécessairement une mauvaise chose en soi, à condition que le fardeau soit partagé. "Les citoyens modernes utilisent aujourd'hui plus d'énergie et de ressources physiques en un mois que nos arrière-grands-parents n'en ont utilisé pendant toute leur vie" (John Thackera ; "From Oil Age to Soil Age", Doors to Perception ; déc. 2016). Étaient-ils moins heureux que nous ?

LA CORRUPTION DU CAPITALISME PAR GUY STANDING :

ANALYSE PAR BRIAN DAVEY

Publié par Brian Davey le 20 novembre 2017 Feasta.com/



The Corruption of Capitalism (Biteback Publishing 2017) de **Guy Standing** est une puissante attaque contre le capitalisme rentier et, très explicitement, un appel à la révolte. Il est très instructif et les descriptions factuelles détaillées que Standing présente à ses lecteurs ont pour but de les mettre en colère. Il a réussi avec moi et il réussira probablement avec la plupart des lecteurs. Standing décrit au mieux les caractéristiques du capitalisme de copinage qui sont totalement différentes de l'histoire néo-libérale des marchés libres qui le justifie. Il affirme que les politiques économiques néo-libérales sont basées sur des mensonges qu'il énumère pour décrire ce qui se passe réellement.

Le capitalisme de Rentier et le néo-libéralisme

Ce que Guy Standing décrit à travers plusieurs chapitres est une relation entre des gouvernements sous l'emprise de l'idéologie néo-libérale dont les politiciens ont essentiellement développé une relation de copinage et de clientèle avec les grandes entreprises et ne se soucient guère de la masse consommable des gens ordinaires. Il décrit une surcroissance parasitaire dans laquelle les rentiers tirent des revenus de la propriété, de la possession ou du contrôle de biens qui sont rares ou rendus artificiellement rares. Cela inclut les choses communément associées au mot "rentier" - la terre, la propriété et l'exploitation minière. Toutefois, Standing consacre également des chapitres à la "propriété intellectuelle" (brevets, droits d'auteur, marques et marques déposées) ; aux revenus provenant des subventions de l'État aux entreprises et aux individus riches, fondées sur des relations de copinage et des arguments fallacieux ; aux intérêts dérivés de "dettes odieuses" envers un secteur financier où ceux qui sont jugés trop importants pour échouer sont renfloués alors qu'une proportion croissante de la population, comme les étudiants et les pauvres, est prise au piège de l'endettement pour financer leurs études ou pour survivre jusqu'à la fin de la semaine grâce à des prêts sur salaire à des taux d'intérêt astronomiques.

Ce qui est particulièrement important dans son argumentation, et dans sa vision de l'économie probable de l'avenir, c'est qu'une grande partie de la main-d'œuvre voit une partie importante de ses revenus déjà faibles écrémée par des organisations qui agissent comme courtiers et intermédiaires pour divers types de travail et de services à court terme et précaires. Dans une large mesure, ces activités sont désormais liées à un nouveau type

d'économie où les commissions sont versées par l'intermédiaire de plates-formes numériques - conduite de taxi, nettoyage, travaux manuels ou livraison.

Le nom donné à cette activité est "capitalisme de plate-forme".

Pris dans son ensemble, le parasitisme rentier a généré un flot de richesses et de revenus pour les personnes et les entreprises qui ne font rien ou presque pour gagner leur vie - tout en bouleversant et en rendant incertaines les conditions économiques de millions de personnes qui sont poussées dans les rangs de ce que Standing appelle une nouvelle classe - le "précariat". Le régime des intermédiaires, le "capitalisme de plate-forme", gagne des honoraires élevés pour la connexion entre les acheteurs et les vendeurs de services et de compétences - alors que pour les vendeurs eux-mêmes, il y a une vulnérabilité, des conditions souvent injustes et précaires et une concurrence écrasante. Pour compléter le tableau, le précariat est maintenu à sa place et piégé dans des circonstances financières auxquelles ils ne peuvent pas facilement échapper par les dispositifs de protection sociale de l'État. Par exemple, Standing compare les dispositions en matière de crédit d'impôt au Royaume-Uni au système de protection sociale du Speenhamland, dans l'Angleterre du XVIIIe siècle. À l'époque, les salaires des pauvres avaient été réduits par un surplus de main-d'œuvre à la recherche d'un emploi grâce aux enclos et étaient complétés jusqu'à un strict minimum.

Le contexte plus large - le dépassement écologique

Il est difficile de ne pas être d'accord avec cette histoire. Le problème pour moi réside dans la description, ou l'absence de description, du contexte plus large - le fait que l'économie mondiale s'effondre contre la capacité de charge du système écologique planétaire.

Je m'empresse d'écrire ici que Standing aborde plusieurs aspects de la dégradation des "biens communs spatiaux et naturels" dans son appel à la révolte. Ce qu'il appelle un "pillage des biens communs" fait partie intégrante de son analyse de l'enrichissement de l'élite. Il écrit, par exemple, sur un vol de ressources collectives qui enlève aux gens ordinaires une foule de valeurs d'usage cruciales pour le "revenu social" - par exemple les parcs et les arbres des rues qui sont importants pour la santé mentale et la qualité de vie. Mais pour moi, il existe une menace environnementale beaucoup plus importante dont la gravité n'est pas suffisamment couverte dans ce livre.

L'analyse de M. Standing s'inscrit ici dans le cadre de la règle dite de Hartwick. Celle-ci exige que "les rentes dues à la rareté (initialement appliquées à l'extraction de ressources épuisables) soient investies pour profiter aux générations futures autant qu'au présent". (p172). C'est une vision dans laquelle les personnes du futur sont insuffisamment protégées parce qu'une partie insuffisante des revenus de la location a été réinvestie.

Il a raison sur ce point, mais... s'il était possible de demander à un paysan médiéval comment protéger le patrimoine foncier contre la surexploitation, la réponse ne serait pas d'investir, mais de laisser la terre en jachère, de la récupérer grâce à la force vitale planétaire, par un processus naturel de régénération. La durabilité des biens communs, leur capacité à continuer à donner, a été maintenue, paradoxalement, en limitant leur utilisation et en laissant ensuite la nature suivre son cours pour se régénérer. La terre, tout comme les corps des hommes et des animaux, devait pouvoir se reposer. Parfois, l'essentiel est de ne pas investir dans les choses, mais de les laisser telles quelles. Prenez un tiers de l'année en vacances. Si vous faites travailler les gens, les animaux et la terre trop dur, ils tombent malades et finissent par mourir.

Il y a un paradoxe de la croissance capitaliste : elle a créé une pénurie là où il y avait autrefois de la suffisance dans le cadre d'une économie de subsistance. Dans la Charte de la forêt de 1217, Henri III a promis "pour toujours" que les roturiers pourraient avoir accès au pannage, à l'herbier, à la pisciculture et à d'autres activités similaires - mais les roturiers ont compris que pour que le bien commun continue à donner, y compris pour les générations futures, il devait y avoir des restrictions pour protéger son intégrité écologique.

Avec la demande croissante sur la terre, il était cependant de plus en plus difficile de protéger son intégrité écologique. Les gens riches et puissants et une économie mercantile croissante ont d'autres utilisations de la terre et ils sont bien connectés au sein de l'État. La pression en faveur de la fermeture n'a pas eu lieu pendant un certain temps après l'adoption de la Charte, car 100 ans après la peste noire, la population a subi des pertes massives. Cela a ralenti l'effet corrosif de la croissance sur le système écologique de l'époque. Cependant, lorsque la population s'est rétablie, le commerce s'est également développé. Il y avait une demande de laine et de moutons, une demande de nourriture, non seulement pour les villageois locaux, mais aussi pour les centres urbains en expansion. Il y avait aussi une demande de bois pour construire une marine et une flotte commerciale - ainsi que pour garder les habitants des villes au chaud. La terre a été déboisée, non seulement dans le sens où elle a cessé d'être une terre commune, mais aussi une terre boisée.

Croissance et clôture

La croissance a sapé les biens communs, les roturiers et les roturières. Les droits des roturiers "pour toujours" et les ambitions des aventuriers marchands et de la noblesse ne pouvaient pas tous être pris en compte et ceux qui l'emportaient étaient ceux qui étaient bien liés au pouvoir central et qui servaient ses ambitions mondiales. En 1800, la croissance qui a sapé les biens communs avait déjà fait beaucoup de chemin. E A Wrigley, professeur d'histoire économique à l'université de Cambridge, a calculé que pour répondre aux besoins énergétiques de l'économie britannique avec du bois de chauffage au début du XIXe siècle, il aurait fallu une forêt de la taille de la Grande-Bretagne à exploiter chaque année[1].

C'est à cette époque que Harwick formulait ses idées et la croissance allait s'accélérer puissamment avec l'invention et le déploiement de la machine à vapeur. La croissance n'était plus seulement le fruit de l'expansion coloniale et du travail des esclaves, elle pouvait aussi se développer grâce à des machines alimentées par des "esclaves de l'énergie" - une métaphore suggérée pour la première fois par Buckminster Fuller.

Un être humain de condition physique moyenne peut s'asseoir sur un vélo équipé pour fonctionner comme un générateur et produire 3 kWh par jour, ce qui suffit à maintenir une ampoule de 40 watts allumée pendant 24 heures. Une machine alimentée par des combustibles fossiles - "esclaves de l'énergie" selon la métaphore de Buckminster Fuller - pourrait faire beaucoup mieux. Jusqu'à aujourd'hui, l'Américain moyen a un mode de vie qui nécessite la consommation de 24 barils de pétrole par an. Cela équivaut à 204 esclaves énergétiques car un baril de pétrole contient l'équivalent énergétique de 8,6 années de travail humain. Un mode de vie moyen en Europe occidentale nécessite 110 esclaves énergétiques.

La croissance, alimentée par les combustibles fossiles, a entraîné une demande vorace en minéraux énergétiques et autres matériaux naturels qui ont empiété sur les biens communs mondiaux dans le monde entier. Étant donné l'incroyable inégalité de l'économie mondiale décrite par Guy Standing, la majorité de cette énergie a été et est consommée par une petite majorité de la population mondiale - les bénéficiaires, comme Guy les appellerait, du capitalisme rentier. Nous en reparlerons plus tard.

Lorsque les compagnies des eaux n'entretiennent pas leur réseau d'égouts et de canalisations, leurs systèmes, dont nous dépendons tous, se dégradent. Si des combustibles fossiles et des minéraux épuisables sont utilisés sans que des ressources renouvelables de substitution soient développées pour les remplacer, une crise finira par se produire au moment où ils seront épuisés - lorsque des dispositifs de substitution inadéquats auront été mis au point pour remplacer l'approvisionnement énergétique en déclin des combustibles qui ont été brûlés. Dans les années 1990, un débat a eu lieu entre les économistes sur ce que l'on appelait les versions "forte" et "faible" de la durabilité liées au principe de Hartwick. Dans la version forte, les ressources naturelles non renouvelables ne devraient pas être exploitées plus vite que le taux de création de substituts renouvelables. Le revenu des ressources épuisables est censé être divisé en deux parties dont l'une peut être consommée à condition que l'autre soit investie dans de nouvelles sources d'énergie durables qui remplaceront complètement les ressources épuisées.

C'est une bonne idée, mais qu'est-ce que cela impliquerait ? Quand on donne la réponse, on doit se demander si c'est vraiment faisable. Au rythme actuel, l'économie mondiale consomme un peu plus d'un mile cube de pétrole par an et l'équivalent énergétique de 1,4 mile cube de pétrole supplémentaire est consommé sous forme de charbon et de gaz naturel. C'est donc à ce rythme que nous devrions remplacer les combustibles fossiles par des capacités d'énergie renouvelable. Mais qu'est-ce que cela impliquerait ? Voici les calculs d'un certain nombre d'options pour remplacer un seul mile cube de pétrole consommé par an. (L'option nucléaire est également incluse pour montrer les problèmes d'échelle).

4 x barrages des Trois Gorges, aménagés chaque année pendant 50 ans, ou
52 centrales nucléaires, développées chaque année depuis 50 ans, soit
32 850 éoliennes, développées chaque année pendant 50 ans, soit
91 250 000 panneaux solaires photovoltaïques en toiture développés chaque année depuis 50 ans

Chacune de ces "options" impliquerait elle-même des dommages environnementaux considérables et l'épuisement d'autres matériaux

En utilisant ces données et les prix du marché de 2008 où un mile cube de pétrole coûtait 3 billions de dollars US, le coût de développement de tous les substituts était supérieur à la valeur marchande du pétrole. L'idée que l'on puisse mettre de côté une partie des revenus du pétrole pour investir dans le remplacement est donc un fantasme[2].

Pour rendre cette tâche encore plus importante, un des problèmes clés d'une ressource qui s'épuise est que vous devez investir des montants croissants pour continuer à obtenir un montant équivalent à celui que vous obteniez auparavant parce que les ressources faciles et bon marché à extraire ont été épuisées. Même les coûts d'investissement pour remplacer les ressources épuisées deviennent trop élevés.

Une crise de ce type est sur le point de se produire dans le système énergétique mondial en ce moment même. On parle beaucoup de développer les énergies renouvelables comme l'éolien et le solaire, mais elles ne représentent pas plus de 1 ou 2 % des sources d'énergie mondiales alors que les ressources en combustibles fossiles sont pratiquement épuisées.

Bien sûr, les combustibles fossiles sont disponibles dans le sol en grandes quantités, mais les réserves bon marché et faciles à extraire ont disparu. Il est beaucoup plus coûteux d'extraire ce qui reste et, par conséquent, une grande partie du secteur mondial des combustibles fossiles est en crise financière. Ils ne peuvent pas faire payer des prix de l'énergie de plus en plus élevés, car cela priverait les autres parties de l'économie du pouvoir d'achat nécessaire pour acheter tout le reste et pour assurer le service de la dette[3].

La hausse des prix de l'énergie est déflationniste. Nous devons payer plus pour les "esclaves de l'énergie" dont notre civilisation est dépendante et nous avons moins à payer pour tout le reste - y compris pour le service des dettes. Guy Standing décrit la crise financière de 2007-2008 comme une scène de crime dans laquelle Wall Street et les banques sont largement responsables du chaos. Il a raison, mais cette crise était aussi le résultat des prix élevés du pétrole qui ont forcé les gens à choisir entre le carburant ou le service de la dette.

Lorsque nous serons submergés par la prochaine étape de cette crise, cela signifiera non seulement que nous n'avons pas investi suffisamment et suffisamment tôt dans les technologies d'énergie renouvelable, mais aussi que de grandes parties de l'économie ne sont plus viables sans l'énergie bon marché des combustibles fossiles, dont on ne dispose plus. Peut-être la seule consolation serait-elle de constater que si nous avions encore ces combustibles fossiles, nous n'aurions pas pu les utiliser de toute façon, car cela nous aurait fait franchir des points de basculement climatiques catastrophiques.

Signes que l'économie mondiale est en dépassement

Ce sont autant de symptômes d'une croissance excessive de l'économie mondiale, qui est désormais en déséquilibre avec la capacité de charge de la planète. Les implications de l'analyse de Guy Standing sont nombreuses. Par exemple, dans le contexte de la crise énergétique qui se développe, il est probablement trop tard pour certaines des recommandations de Guy Standing - comme l'adoption d'un fonds souverain.

Le problème ici est qu'au Royaume-Uni et dans de nombreux autres endroits, les champs de pétrole et de gaz sont dans un état d'épuisement avancé. Loin d'être une source de revenus pour un fonds souverain, il est plus probable, comme l'explique Tim Watkins, que le reste de la mer du Nord soit une source de revenus à verser dans un fonds souverain :

"Pour éviter une catastrophe environnementale, une grande partie des infrastructures de la mer du Nord - puits, plateformes, pipelines désaffectés, etc. - devra être retirée en toute sécurité au cours des 5 à 10 prochaines années. Mais il y a un grand point d'interrogation quant à savoir qui est censé payer"[4].

"Le coût exact du nettoyage de 470 plateformes, 5 000 puits, 10 000 km de pipelines et 40 000 blocs de béton que l'industrie pétrolière a construits en mer du Nord ne peut être connu à ce stade - cela n'a jamais été tenté auparavant. Cependant, nous pouvons être raisonnablement sûrs que l'industrie (qui doit encore attirer des investisseurs et maintenir le soutien des politiciens) l'aura sous-estimé. On s'attend à ce que le prix conservateur de 40 milliards de livres sterling de l'industrie dépasse les 60 milliards de livres sterling d'ici la fin du processus. Cela étant, les revenus de plus de la moitié du pétrole restant (environ 1,5 milliard de barils) seront nécessaires pour le démantèlement, ce qui ne laisse que 1,3 milliard de barils pour couvrir les coûts de l'industrie et rembourser les investisseurs". [5]

Le livre de Guy Standing n'aborde pas vraiment les problèmes d'une économie qui a dépassé les limites de la croissance économique. Dans le texte de l'ouvrage, l'objectif est décrit comme "un nouveau système de distribution des revenus qui permettrait de parvenir à l'extinction du rentier tout en favorisant une croissance durable". Ailleurs dans l'ouvrage, Standing cite l'OCDE de manière approuvée en disant que "l'inégalité est un obstacle à la croissance" (p 312). Cependant, la "croissance durable" est un oxymore et le danger sérieux est que la croissance entraîne l'extinction, non seulement des rentiers, mais aussi du reste de l'humanité et de la plupart des autres formes de vie sur la planète.

Une croissance non économique et le danger d'effondrement

À ce stade tardif de l'évolution économique mondiale, la croissance dépasse les limites planétaires de toxicité et d'utilisation maximale, et épuise les sources de ressources. Ainsi, la poursuite de la croissance est forcément non économique, faisant plus de mal que de bien et aggravant un éventuel effondrement.

Les limites écologiques peuvent bien sûr être dépassées - pendant un certain temps. Tout comme une famille peut dépenser plus que son revenu en s'endettant et en vendant ses biens, l'humanité (la partie riche) épuise les ressources de la planète Terre depuis plusieurs décennies. C'est un processus qui n'est pas durable et qui mène à un effondrement. Dans un tel effondrement, une tirelire appelée "fonds souverain" ne nous sauvera pas - en fait, elle sera très probablement anéantie. Le sort de la petite nation pacifique de Nauru, où du phosphate a été découvert en 1900, en est la meilleure illustration. Après 100 ans d'exploitation minière, 80% de l'île est inhabitable. Pendant cette période, les habitants de l'île avaient un revenu monétaire élevé et ils ont mis de l'argent de côté dans un fonds souverain dont la valeur était estimée à un milliard de dollars. Cependant, principalement en raison de la crise financière asiatique, ce fonds a été presque entièrement anéanti, laissant aux habitants une île dévastée et leur "pécule" disparu.

Autant pour les fonds souverains....

La notion de menace d'effondrement écologique ne se retrouve pas dans ce livre. Il y est question des dommages causés à la santé mentale et communautaire par le pillage des biens communs naturels, mais pas des dommages causés à la santé du système écologique mondial, ni des conséquences économiques et humaines probables. La position n'est pas complaisante quant au potentiel explosif de l'inégalité pour miner la durabilité sociale, mais semble n'avoir aucun concept comparable sur la façon dont nous sommes maintenant bien au-delà de la durabilité écologique.

Selon l'analyse de l'empreinte écologique, l'humanité est en dépassement écologique depuis les années 1970, la demande annuelle en ressources dépassant ce que la Terre peut régénérer chaque année. À l'heure actuelle, l'humanité utilise l'équivalent de 1,6 Terre pour fournir les ressources que nous utilisons et absorber nos déchets. (La partie riche de l'humanité principalement). Cela signifie qu'il faut maintenant à la Terre un an et six mois pour régénérer ce que la plupart des gens riches utilisent en un an. Nous utilisons plus de ressources et de services écologiques que la nature ne peut en régénérer par la surpêche, la surexploitation des forêts et l'émission dans l'atmosphère de plus de dioxyde de carbone que ce que les forêts peuvent séquestrer. S'il existe un rapport de 1 à 1 entre le revenu et l'utilisation des ressources de la terre, cela signifie que seul $1/1,6 = 63\%$ du revenu mondial est durable, ce qui signifie que le revenu mondial doit baisser de 37 % pour que la planète retrouve une vie normale. Cela n'inclut pas le fait d'essayer, dans la mesure du possible, de régénérer la capacité écologique épuisée depuis 1970 - ce qui pourrait être considéré comme une dette écologique envers les générations futures[6].

Il est difficile d'obtenir des chiffres sur la répartition mondiale des revenus, mais la part des revenus des 10 % les plus riches aux États-Unis est de 50 % du PIB américain. Il n'est pas déraisonnable de supposer qu'il existe un ratio de 20 à 80 pour le revenu mondial. Si 20 % de la population mondiale reçoit 80 % des revenus, la réduction nécessaire des revenus pour une planète vivante pourrait être obtenue en réduisant de moitié les revenus des 20 % les plus riches - la plus grande partie de la réduction tombant sur les 1 % les plus riches qui, aux États-Unis, gagnent environ 19 % de tous les revenus américains.

L'empreinte écologique du "capitalisme de plate-forme"

Je suppose que Guy Standing pourrait dire que sans les contraintes de rentier sur le régime de propriété intellectuelle, le changement technologique pour répondre aux limites de la croissance économique serait beaucoup plus rapide et cela peut être vrai jusqu'à un certain point. L'idée la plus répandue contre les limites aux idées de croissance a toujours été qu'il y aura des "techno-fixes" et que l'ingéniosité humaine trouvera un moyen. Je ne devrais pas présumer de ce qu'il dirait, mais ce serait une façon de penser très commune.

Le problème est que sans une analyse biophysique qui explore les intensités en carbone, en matériaux et en énergie des nouvelles technologies miracles, nous ne pouvons pas non plus les évaluer correctement - non pas comme une partie de la solution mais comme une partie du problème.

Prenons par exemple la question du "capitalisme de plate-forme" basé sur les infrastructures numériques qui joue un rôle majeur dans ce que Standing considère comme l'avenir. Comme la plupart des gens, Standing semble ignorer que l'infrastructure numérique a une empreinte carbone massive. En ce sens, elle n'est pas du tout durable - et ce qui n'est pas durable prendra fin[7].

En regardant la consommation d'énergie de leur iphone, ordinateur portable ou tablette, beaucoup de gens supposent probablement que leur consommation d'énergie numérique est plutôt faible. Mais la création d'une infrastructure pour la fabrication de microtechnologies et l'utilisation de ces infrastructures de fabrication consomment énormément d'énergie - et particulièrement de carbone maintenant que les procédés ont été transférés en Chine avec son système d'électricité alimenté au charbon. Ainsi, la consommation d'énergie (et de carbone) de l'internet augmente rapidement en ce qui concerne la production des infrastructures (serveurs, ordinateurs, routeurs, téléphones intelligents, etc.) ainsi que l'énergie utilisée dans et par ces systèmes.

Tous les composants augmentent - pour ne prendre qu'un exemple, un site web moyen avec 10 000 pages vues par mois pourrait être responsable de l'émission de jusqu'à 4 700 livres de CO2, ce qui équivaut à conduire une voiture pendant plus de 5 000 miles[8].

C'est important car on prétend de manière extravagante que les nouvelles technologies permettront de sauver le monde en économisant l'énergie et le carbone ; pourtant, il y a de bonnes raisons de croire que les économies d'énergie réalisées par la technologie numérique ne feront qu'absorber et compenser sa propre empreinte croissante [9].

En conclusion - "le but d'un système est ce qu'il fait"

En conclusion, un changement fondamental de mentalité est nécessaire. Guy Standing nous emmène dans la première partie du voyage. Il va loin, mais pas assez loin. Je suis peut-être trop critique. Je ne suis pas sûr. Pour être juste, il est à juste titre cinglant à l'égard des concepts utilisés par les économistes et les consultants parasites, qui définissent les processus naturels comme des "services écosystémiques" et du "capital naturel" afin de les mettre en vente sur les marchés financiers. Il y voit une possibilité de recherche de rente - ce qui est le thème de son livre. Rendre certains aspects de la nature rares pourrait devenir un nouveau revenu intéressant pour les marchés financiers. C'est la stratégie, non seulement du gouvernement britannique (décrite de manière critique aux pages 180 à 181), mais aussi du Programme des Nations unies pour l'environnement avec son "Economics of Eco-Systems and Biodiversity". (TEEB 2013). Selon les économistes accros à l'argent, les biens communs naturels sont "surexploités" parce qu'ils sont disponibles gratuitement - parce qu'ils n'ont pas de prix. S'ils avaient un prix, s'il fallait en payer l'utilisation, on en utiliserait moins et, de fait, si le marché de la nature était concurrentiel, une quantité optimale de nature serait utilisée.

Ce détritisme conceptuel n'est pas moins promu par les Nations unies, ainsi que par des professeurs d'université en économie de l'environnement du monde entier. Mais emballer la nature et lui donner un prix ne la protégera pas de la "surutilisation" - les principaux moyens de protéger la nature consistent à mobiliser l'opposition des communautés locales qui comprennent suffisamment les processus et les caractéristiques naturelles de leur lieu de vie. Il faut des communautés qui s'engagent à protéger les sols, l'eau et l'air qui les entourent ainsi que les espèces locales de plantes et d'animaux pour les transmettre à leurs enfants sans les altérer. Il faut pour cela que les communautés soient conscientes des dangers que représentent les drogués de l'argent qui ne s'intéressent pas depuis longtemps aux personnes ou aux lieux, mais seulement à l'argent qu'ils peuvent en tirer.

Comme le but des accros de l'argent n'est pas de protéger la nature mais de faire de l'argent, leurs "marchés dans la nature" sont voués à l'échec. La plus grande partie de l'argent va à ceux qui jouent avec les systèmes, qui concluent des accords détournés avec les politiciens, qui cooptent les organismes de régulation et sont impliqués dans une épidémie de fraude. C'est en effet ce qui se produit sans cesse dans les régimes "incités" par l'argent - les brevets, les subventions, les allégements fiscaux. Le cybernéticien feu Stafford Beer a coupé court à ces absurdités en déclarant : "le but d'un système est ce qu'il fait". Ce n'est pas la même chose, on le remarquera, que les buts fallacieux qui sont invoqués pour justifier les demandes de location. Le véritable objectif est toujours de gagner plus d'argent - car si l'économie est détenue et contrôlée par des accros de l'argent pour qui tout le reste passe au second plan, il ne peut en être autrement. Il n'est donc pas étonnant que les objectifs politiques déclarés supposés être motivés par l'argent soient secondaires, accessoires et rarement atteints. Les systèmes décrits tout au long du livre de Standing réussissent très bien dans leur objectif premier - l'extraction de loyers, mais échouent autrement.

QU'EST-CE QUI A TUÉ LA CLASSE MOYENNE ?

Charles Hugh Smith Dimanche 3 mars 2019

Rassembler les suspects habituels ne restaurera pas une classe moyenne dynamique.

Qu'est-ce qui a tué la classe moyenne ? La réponse pourrait bien faire écho à un mystère d'Agatha Christie :

plutôt que d'avoir un seul coupable, il se pourrait que chacun des suspects ait participé à la disparition de la classe moyenne.

Si vous doutez que la classe moyenne ait disparu, veuillez examiner les preuves :

La classe moyenne se réduit partout - à Chicago, elle est presque disparue

La concentration de la richesse revient aux "niveaux observés pour la dernière fois pendant les années folles", selon une nouvelle étude

Les gens ont tendance à se considérer comme faisant partie de la classe moyenne, mais selon les normes des époques précédentes, il leur manque les bases de la prospérité de la classe moyenne. J'ai exposé 12 caractéristiques essentielles de la sécurité classique de la classe moyenne dans le document "Que faut-il pour être une classe moyenne ? (5 décembre 2013)

Selon ces normes, peut-être un tiers des ménages américains disposent de la même sécurité et des mêmes biens que les générations précédentes qui s'identifiaient à la classe moyenne : Chérie, j'ai réduit la classe moyenne : Peut-être un tiers des ménages se qualifient (28 décembre 2015).

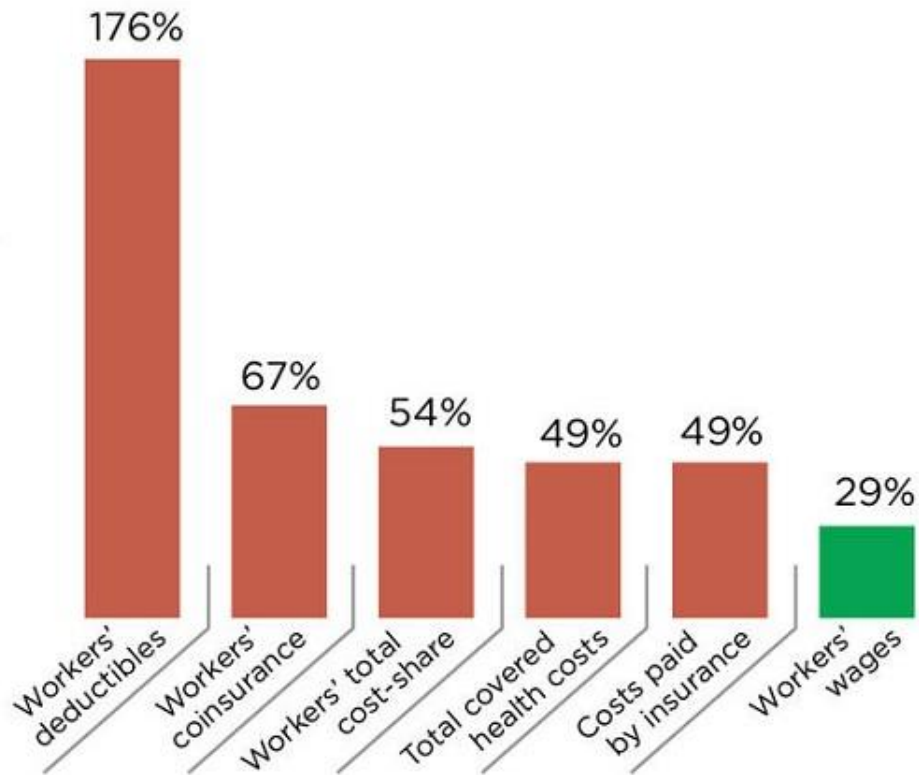
Les dix principaux facteurs de l'érosion de la classe moyenne sont les suivants :

1. Le transfert des coûts et des risques liés aux pensions et aux soins de santé de l'État et des employeurs vers les employés. (voir le tableau ci-dessous)
2. Le déclin des investissements sûrs, sécurisés et à haut rendement, à mesure que les banques centrales ont poussé les épargnants vers des actifs risqués, sujets à des krachs, tels que les actions et les obligations de pacotille.
3. Le déclin de la valeur de rareté des diplômes universitaires qui étaient autrefois le ticket d'entrée de la classe moyenne en matière de sécurité. Combien de créneaux horaires sont ouverts dans la classe moyenne supérieure ? Pas autant que vous pourriez le penser (30 mars 2015).
4. L'augmentation inexorable des coûts des gros billets : enseignement supérieur, soins de santé et logement. Même si les salaires stagnent, ces coûts continuent d'augmenter, représentant une part toujours plus importante des revenus des ménages, ce qui laisse moins pour épargner/investir.
5. La transition d'une économie stable aux rendements prévisibles à une économie financiarisée en dents de scie qui efface la richesse de la classe moyenne lors des inévitables crises mais ne la reconstitue pas lors des booms.
6. Les obstacles réglementaires et administratifs au travail indépendant, qui contraignent la plupart des travailleurs à l'esclavage salarial et/ou à la dépendance vis-à-vis de l'État. Les espèces menacées : La classe moyenne des travailleurs indépendants (mai 2015).
7. L'exposition croissante de la main-d'œuvre américaine à une main-d'œuvre hautement éduquée et concurrente à moindre coût dans une économie mondialisée.
8. Le déclin de la part de la main-d'œuvre dans l'économie américaine : la part du gâteau distribuée aux revenus du travail est en baisse.
9. La part de la tranche des revenus gagnés allant aux 5% supérieurs augmente.
10. La richesse de la classe moyenne est liée à la maison familiale, un actif non productif de revenus, sujet aux fluctuations sauvages des bulles et des bustes immobiliers. Une nation en stagnation : La richesse de la classe moyenne est immobilisée dans le logement et les fonds de retraite (25 octobre 2017).

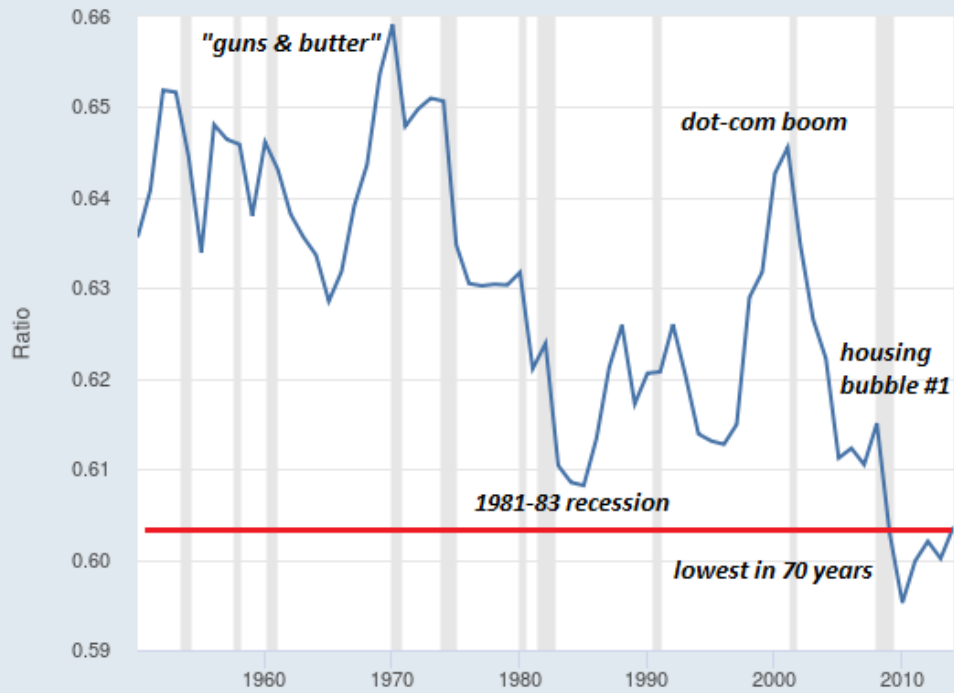
Wages aren't keeping up

The cost of family health insurance has been growing faster than inflation for years, making it harder for workers to win pay raises. Companies still pay roughly 70 percent of the price tag, but employees are paying much more in deductibles and their share of covered costs, known as coinsurance.

Cumulative growth in select metrics, 2006 to 2016:



source: Dallas Morning News, 2/19/19

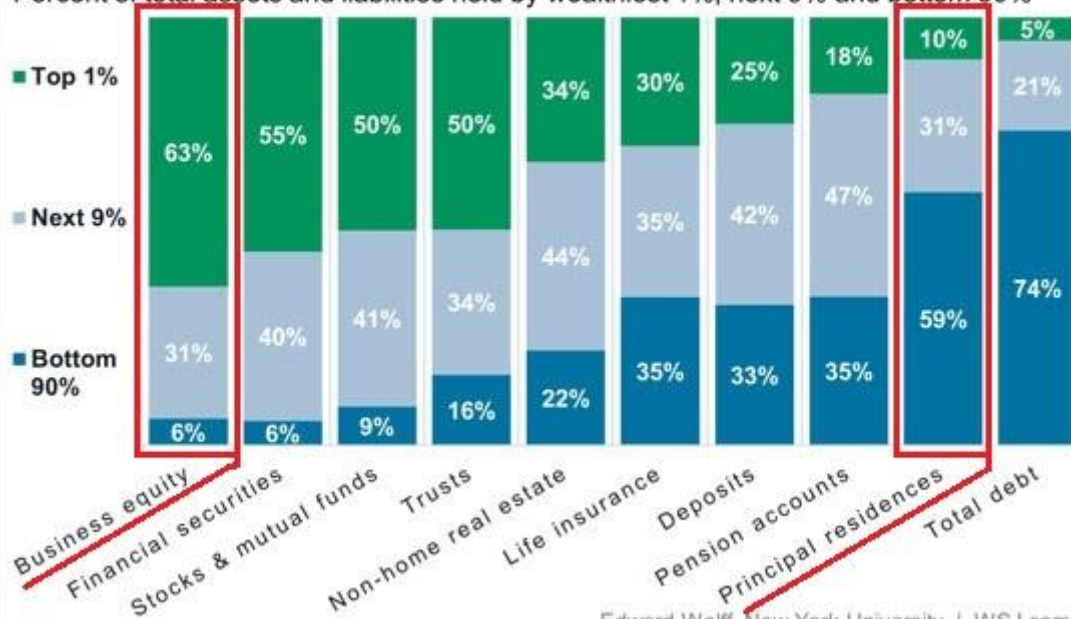


Source: University of Groningen

notes by Charles Hugh Smith www.oftwominds.com Feb. 2019

Ownership Society

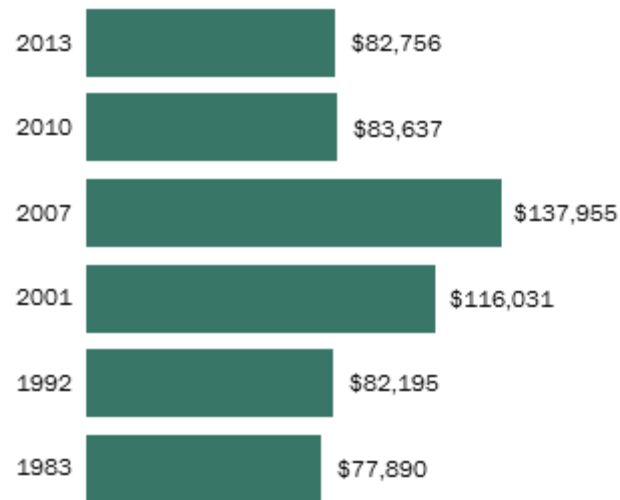
Percent of total assets and liabilities held by wealthiest 1%, next 9% and bottom 90%



Edward Wolff, New York University | WSJ.com

The wealth of U.S. families increased from 1983 to 2007, fell sharply since

Median net worth of families, in 2014 dollars



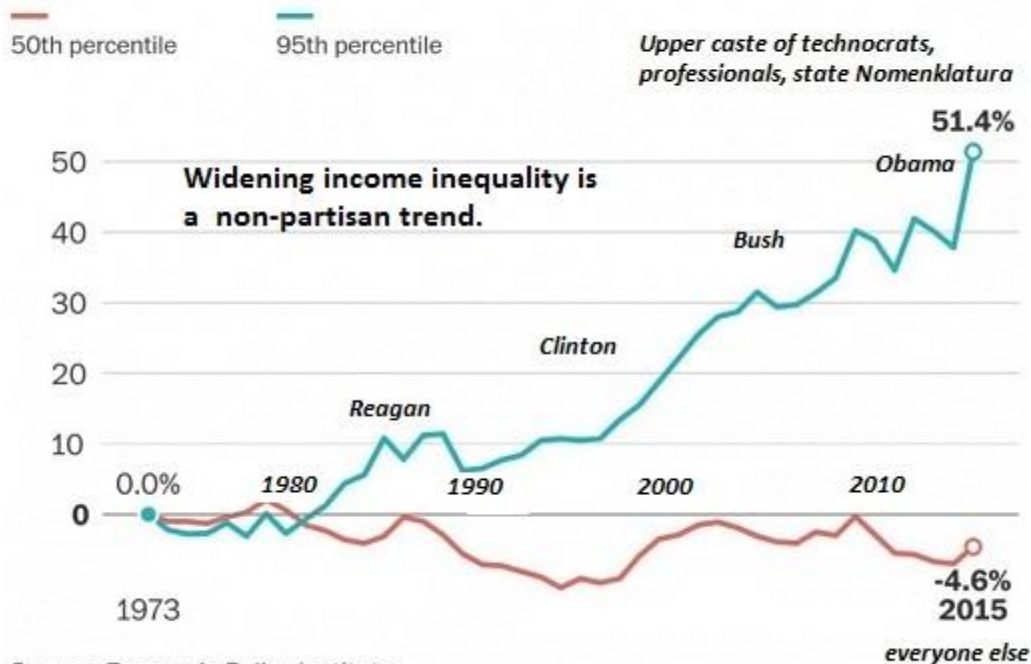
Note: Net worth is the difference between the value of assets owned by a family and the liabilities it holds. Families are assigned to income tiers based on their size-adjusted income. Net worth is not adjusted for family size.

Source: Pew Research Center analysis of Survey of Consumer Finances public-use data

PEW RESEARCH CENTER

The ever-widening wage gap

The chart below shows the growing change since 1973 to wages among men at the top and middle of the earnings distribution.



Source: Economic Policy Institute

THE WASHINGTON POST

notes by charles hugh smith www.oftwominds.com 12/17

Après l'HCQ, Vérandouille bloque l'ivermectine

By Docteur December 16, 2020

Un avocat de Montpellier, Jean-Charles Teissedre, avec une association, a entamé une procédure devant le juge administratif pour que ce dernier ordonne au Ministère de la santé de demander à l'Agence du médicament une RTU (recommandation temporaire d'utilisation) pour l'ivermectine.

On rappelle que cette molécule créée à la fin des années 70 est utilisée comme anti-parasite et a permis de sauver des **millions de personnes** dans le monde depuis 40 ans (en particulier la "[cécité des rivières](#)" en Afrique et Amérique centrale).

De [nombreuses études montrent](#) qu'elle a une action contre le couillonavirus, y compris (c'est important voir plus bas) en *prophylaxie*.

Elle est utilisée contre le couillonavirus au Mexique, Brésil, Inde, Paraguay, etc. ([voir article ici](#)).

Le docteur Maudrux a pondu une remarquable synthèse au sujet de l'ivermectine ([dispo sur son blog](#)) (à lire absolument et à faire tourner).

Rappelons également que la même Agence du médicament a refusé une RTU pour l'hydroxychloroquine, demandée par Didier Raoult ([ce dernier contre-attaquant au pénal](#)).

Alors que le remdesivir... la nouvelle merde de Gilead, n'a eu aucun problème pour l'obtenir. Alors que cela ne marche pas contre le Covid, [c'est l'OMS qui le dit maintenant](#) (ça n'a pas empêché l'Union Européenne d'en acheter pour des centaines de millions d'euros... *juste avant*... les neuneus bruxellois sont toujours premiers dans les mauvais coups).

Bref, la requête de Teissedre a été jugée recevable. Il a obtenu une audience le 6 novembre 2020. Il a plaidé le dossier.

“Et là la première chose qui m'a frappé, et qui a frappé aussi la présidente de l'audience, c'est que le ministre de la santé n'était pas représenté. Il y a toujours quelqu'un. Mais là il n'y avait personne. La présidente n'a pas compris. Elle était partagée cette magistrate. Elle semblait aller dans mon sens. Et puis je voyais qu'elle était gênée. A la fin de l'audience, 15h, elle n'a pas mis l'affaire en délibéré, c'est rare, elle a demandé un supplément d'information. Je veux prendre quelques heures de plus, j'ai des recherches à faire, a-t-elle dit. Et à 17h, la décision a été rendue : requête rejetée.” ([source interview donnée au site Covexit](#)).

Commentaire personnel : il devient de plus en plus difficile de parler d'“*erreur*“... Après tout, tout le monde peut se tromper.

Dire oui au remdesivir et non à l'HCQ c'était peut-être une erreur de la part de l'ANSM.

Mais là... ça recommence. En fait, les autorités font tout pour rejeter, bloquer tout *principe de traitement du Covid*.

Entre le confinement et les vaccins... dans leur esprit covidérangé, il n'y a rien ! **Il ne peut rien y avoir...**

Pour boucler sur la France, [citons une étude... française](#) (mais oui !) ... qui illustre parfaitement le mot (anglicisme): *sérendipité*.

Leçon de vocabulaire :

Capacité, aptitude à faire par hasard une découverte inattendue et à en saisir l'utilité (scientifique, pratique).

Le 6 mars dernier une épidémie de gale se déclenche dans un Ephad en Seine-et-Marne.

Ni une ni deux, les 69 pensionnaires et les 52 employés sont traités par le médicament de référence dans cas : l'invermective.

Ajoutons que l'âge médian des résidents était de 90 ans (!) et qu'ils avaient quasiment tous "*au moins une comorbidité à risque de COVID-19 sévère*".

Bref, visualisez un train de la mort en partance pour l'enfer, sans escale... Billets en première classe...

Et vous devinez ce qui s'est passé ensuite... Si, si vous devinez...

Cet Ephad a été *miraculeusement épargné* par... le couillonavirus (en terme de mortalité et de sévérité des symptômes).

Oh ben zut alors.

Oui, tous ces gentils vieillards prêts à crever à la moindre quinte de toux covidesque, prêts à être sacrifiés sur l'autel de la covidémence, déesse cinglée qui a besoin de cadavres pour exister... ont miraculeusement survécu.

Rezut.

Bien entendu on ne peut exclure dans ce cas précis l'intervention de la Fée Clochette, voire celle plus ténébreuse d'Allah ou encore un petit coup de pouce de l'Ange Gabriel.

Eh oui, parfois il suffit de peu de choses...

La boîte d'invermective [coûte 8,57 euros en France..](#)

Lien Covexit : <https://covexit.com/interview-with-lawyer-jean-charles-teissedre-about-ivermectin/>

Lien direct Youtube : <https://youtu.be/pZiufGntvjA>

Lien vers l'étude en Ephad : <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7688272/>



La Fée Clochette, cette salope, s'est amusée à protéger des vioques dans un Ephad pourri de Seine-et-Marne contre le Covid. C'est scandaleux ! Vérantouille est en colère. Il veut déposer plainte contre elle. Et il soupçonne l'existence d'un complice : Peter Pan. Forcément.

POST SCRIPTUM

Dans sa vidéo hebdomadaire, le professeur Raoult révèle d'autres informations qui confirment que les autorités bloquent toutes les études portant sur des molécules anciennes pour lutter contre le Covid (on appelle ça le "repositionnement").

On a un collègue qui a présenté un CPP [Comités de protection des personnes] pour tester la doxycycline, qui est un médicament banal, il a été rejeté. Il a été rejeté aussi pour l'hydroxychloroquine...[...] Toutes les propositions de test de molécules anciennes sont rejetées dans ce pays par des gens dont la formation scientifique n'est pas comparable à celle des demandeurs.



https://www.youtube.com/watch?time_continue=795&v=23i-E2DQ47g&feature=emb_logo

Stockage du CO₂ : Oslo donne son feu vert à un projet en mer du Nord regroupant Equinor, Total et Shell

AFP parue le 15 déc. 2020



< Désinformation journalistique : analyse incomplète, non objective et non scientifique. >

La Norvège a donné mardi son feu vert à un projet de séquestration du CO₂ sous les fonds marins de la mer du Nord, piloté par les géants pétroliers norvégien Equinor, français Total et anglo-néerlandais Shell. Baptisé Northern Lights ("aurores boréales"), le projet vise à injecter et séquestrer du CO₂ dans des couches géologiques à 2 600 mètres sous les fonds marins, une technologie jugée prometteuse pour le climat mais coûteuse.

Au lendemain d'un vote en ce sens au Parlement, le gouvernement norvégien a accepté de financer 80% des 6,9 milliards de couronnes (650 millions d'euros) nécessaires à la première phase de construction. "Le captage et le stockage du carbone est une technologie importante pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris", a déclaré la ministre du Pétrole et de l'Énergie, Tina Bru, lors d'une conférence de presse en ligne avec les principaux acteurs.

À compter de 2024, Northern Lights pourra traiter et stocker jusqu'à 1,5 million de tonnes de CO₂ par an, une capacité qui pourra ensuite être portée à 5 millions de tonnes annuelles. Liquéfié, le dioxyde de carbone sera acheminé par bateaux vers un terminal d'où il sera injecté dans les fonds sous-marins via bateau.

Quelque 400 000 tonnes de CO₂ proviendront chaque année de Norcem, une cimenterie norvégienne de l'allemand Heidelberg Cement, qui sera dotée d'installations de captage dans le cadre d'un projet plus large, "Longship" (du nom des bateaux vikings), également soutenu financièrement par Oslo.

Une quantité similaire pourrait aussi venir d'une usine d'incinération des déchets exploitée par Fortum près d'Oslo, la Norvège s'étant dite prête là aussi à payer les installations nécessaires pour peu que l'UE apporte un cofinancement.

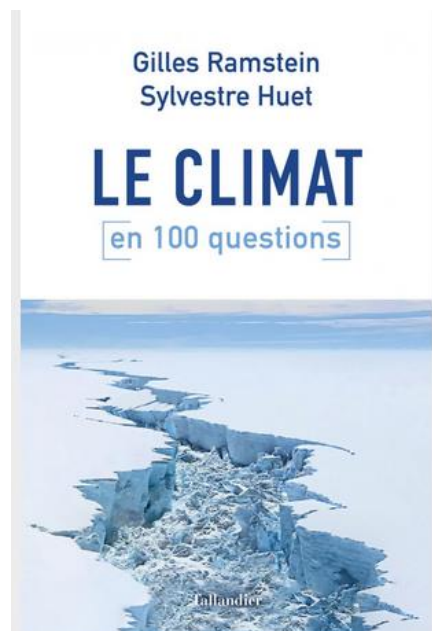
Des lettres d'intention ont été signées avec neuf autres partenaires industriels qui pourraient accepter de payer pour faire stocker leur CO₂ plutôt qu'acquitter la taxe carbone pour le relâcher dans l'atmosphère. "Le développement de la chaîne de valeur du captage et de la séquestration du CO₂ est essentiel pour décarboner les industries européennes", a déclaré le patron de Total, Patrick Pouyanné, qui dit envisager de participer à "trois ou quatre projets" de ce type en mer du Nord. Cela lui permettrait notamment de stocker le CO₂ dégagé par sa raffinerie de Normandie s'il décidait de capturer celui-ci, a-t-il expliqué.

La technique du CCS est jugée particulièrement utile sur des sites de l'industrie lourde, souvent difficiles à décarboner, tels que les usines sidérurgiques, les cimenteries, les raffineries ou encore les unités de chimie et pétrochimie. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a décompté plus d'une trentaine de projets ces trois dernières années.

Le climat en 100 questions de Gilles Ramstein et Sylvestre Huet

Par [Eugène Berg](#) septembre 2020

< Désinformation journalistique : fausses solutions. >



Le changement climatique en cours interroge et mobilise. La température de la planète s'est élevée de 1,2 °C en un siècle. Le niveau marin planétaire augmente sous l'effet du réchauffement des eaux et de la fonte des glaces continentales. Les vagues de chaleur battent record après record, comme en France durant l'été 2019, et on prévoit un été encore plus chaud ! La faune et la flore, sauvages et domestiquées, réagissent déjà à cette

transformation climatique d'une rapidité sans équivalent dans le passé de la Terre, excepté les rares crises provoquées par des cataclysmes cosmiques comme la chute d'une comète. Ces changements sont dus à nos émissions de gaz à effet de serre qui suivent la pire des trajectoires imaginées en 1990 dans le premier rapport du GIEC. En 2018, les émissions mondiales de CO₂, le principal gaz à effet de serre d'origine anthropique, affichaient un nouveau record de 33 milliards de tonnes pour les seuls usages du charbon, du pétrole, du gaz et de la fabrication du ciment. Puisque nous savons, pourquoi n'agissons-nous pas ?

Selon la plupart des enquêtes sociologiques, les citoyens n'en savent pas assez sur le sujet pour réclamer des mesures efficaces aux pouvoirs politiques et économiques, même si les prises de conscience se multiplient. En outre, les politiques climatiques efficaces ne sont pas faciles à mettre en place. Parce que les énergies fossiles représentent 80 % de l'énergie utilisée par les populations, ces politiques réclament des transformations économiques, sociales, culturelles et technologiques de grande envergure, heurtent des intérêts puissants, mettent en cause des modes de consommation aujourd'hui bien ancrés dans les populations des pays développés.

L'objectif de ce livre est de transmettre, en cent questions et cent réponses concises, l'essentiel de ce que chaque citoyen doit savoir pour dialoguer avec ses élus sur la politique climatique. Il est écrit dans un langage accessible, sans pour autant cacher la complexité du système climatique et des enjeux de société qui y sont liés. Pour apprécier les risques climatiques et les moyens d'y remédier, il faut recourir à d'autres informations sur les ressources naturelles, les énergies, l'économie, les systèmes politiques. C'est pourquoi ce livre réunit les compétences d'un climatologue et celles d'un journaliste. Une première partie confiée au climatologue dote le lecteur des repères indispensables pour comprendre l'évolution climatique de la Terre, avant et après l'intervention de l'espèce humaine. Puis une seconde partie, rédigée par le journaliste, fournit les clés ouvrant le monde de la convention de l'ONU sur les changements climatiques, du fonctionnement du GIEC, des risques pour les sociétés humaines, des principales questions énergétiques et économiques associées.

Contre les fausses pistes agitées sur la place publique, une réflexion calme et informée semble la seule manière raisonnable d'aborder la question du changement climatique. Ainsi, seul le développement social, éducatif, culturel et économique des populations peut contribuer à leur transition démographique, en particulier au Sahel, où l'on compte encore six à sept enfants par famille. De même, alors que la moitié de la population mondiale n'émet que 10 % des gaz à effet de serre, il faut s'attaquer aux gaspillages et aux consommations qui ne reposent que sur la publicité. Il faut organiser un mode de vie sobre pour les populations aisées et, à l'inverse, aider les populations pauvres à vivre mieux, même si cela exige de recourir à des énergies fossiles dans un premier temps. Aucune technologie décarbonée ne peut prétendre remplacer seule les énergies fossiles dans les décennies à venir. Il faudra recourir à toutes, et y ajouter d'énormes efforts d'économie et d'efficacité énergétiques pour parvenir à la nécessaire décarbonation profonde de l'économie.

C'est aux citoyens qu'il revient en fin de compte d'obtenir de tels changements par le vote ou l'action politique, et non par la seule action individuelle. Personne ne peut utiliser un transport en commun si la collectivité ne l'a pas décidé, financé, construit ; aucun urbanisme rationnel au plan climatique ne résultera d'une décision individuelle ; aucun équipement énergétique décarboné d'envergure ne naîtra d'actes isolés. À l'inverse, il ne faut pas tout attendre de l'État : on ne peut espérer que des individus sans aucune conscience écologique, indifférents aux conséquences de leurs propres consommations, puissent réclamer une bonne politique collective. La relation entre actions individuelles et collectives relève non de l'alternative mais d'une synergie, d'un soutien réciproque indispensable à la durée de l'effort.

En répondant à ces cent questions, que tout le monde devrait se poser, les auteurs font plus qu'une simple œuvre pédagogique, ils éclairent les chemins de l'avenir.

Maîtrise de la fécondité ou impasse évolutive

Par [biosphere](#) 16 décembre 2020

Recension du livre « Démographie, l'impasse évolutive (des clefs pour de nouvelles relations Homme-Nature) »

Ce livre tranche avec la démagogie et l'autosatisfaction des politiques de tous bords qui considèrent comme tabou la question démographique. Et si tous les maux actuels de la Terre, pauvreté, catastrophes naturelles, réchauffement climatique, raréfaction des matières premières, effondrement de la biodiversité..., avaient une cause originelle commune ? Et si ce dénominateur commun était aussi l'un des seuls leviers sur lequel il est encore possible d'agir pour atténuer les conséquences graves des crises environnementales et humaines qui ne manqueront pas d'émailler le 21ème siècle ? Après avoir décrit « l'impasse évolutive » dans laquelle l'humanité s'est engagée depuis des siècles, Jean-Michel FAVROT propose dans son livre une nouvelle vision de l'Humanité, de son rôle, de sa place.

Après un constat détaillé de l'ensemble des problématiques environnementales, l'auteur détaille l'état de nos consommations et montre que celles-ci sont proportionnelles à la population humaine. Ce livre s'interroge sur la motivation des individus face à leurs choix reproductifs, insistant sur le caractère individuel des décisions à prendre, dans un cadre nécessairement démocratique. De nombreux peuples montrent l'exemple d'une démographie maîtrisée, la Corée, les habitants de Shangai et de Addis-Abeba, bien en avance sur nous du point de vue conscience individuelle et collective. Le cas de Addis-Abeba en Éthiopie montre que lorsque l'on donne aux peuples la capacité économique et culturelle de choisir, ils abandonnent aussitôt leur « tabou » pour opter pour une démographie raisonnable.

Les consommations sont aujourd'hui totalement excessives que ce soit du point de vue de l'épuisement des ressources naturelles notamment minérales, des rejets de polluants, des agressions contre la biodiversité. Le constat est d'autant plus inquiétant que seule une petite minorité, dont la majorité des citoyens des pays « riches », accède à un niveau de vie décent. Offrir à tous les hommes, femmes, et enfants de la planète un niveau de vie juste raisonnable, objectif moralement, éthiquement incontournable, conduirait à un dérèglement définitif des conditions de vie sur terre, pour l'Humanité et pour la biodiversité. Cependant, nous ne pouvons renoncer à cet objectif, d'une part par humanisme, mais aussi parce que la maîtrise mondiale de la démographie passe par la satisfaction de besoins indispensables pour offrir à tous les jeunes une chance égale d'accès à la maîtrise de leur reproduction, à travers un libre accès à la santé, notamment la santé reproductive. Ne pas imaginer un meilleur partage au niveau mondial revient à abandonner tout espoir de maîtrise de la démographie galopante, source de nos principaux malheurs. Nous devons donc résoudre l'équation suivante : réduire nos consommations individuelle et collectives dans les pays riches, y compris en réduisant drastiquement notre propre démographie car nous sommes les principaux responsables du réchauffement, et aider les pays défavorisés à maîtriser leur démographie, car ils formeront la masse des consommateurs de demain, tout en gérant au mieux la phase transitoire pour éviter une implosion de nos écosystèmes et de nos démocraties.

La modélisation montre à l'évidence l'origine « mécanique » incontournable de l'inertie démographique. Loin de nous conduire à baisser les bras, ce retard entre la baisse de fécondité et l'effet sur la population totale, doit nous inciter à prendre très vite les décisions qui s'imposent avant que nous nous mettions en situation de subir un emballement climatique incontrôlable, que nous épuisions les ressources minérales et énergétiques, que nous ruinions pour des millénaires ce qu'il reste de la biodiversité. La modélisation témoigne que la baisse drastique de la fécondité est un des principaux espoirs de limitation du changement climatique, pour autant que nous agissions rapidement. Il s'en suit une vision des solutions énergétiques à privilégier temporairement en attendant la décrue démographique. Aucune « solution » n'est durable sans décroissance massive à la fois des consommations individuelles dans les pays riches et de la démographie partout sur Terre. Les « solutions » technologiques », de par leur caractère peu productif d'énergie à l'hectare, conduisent à un mitage insupportable des milieux naturels ruinant le fonctionnement naturel des écosystèmes. De nombreuses « solutions miracles » auront pour effet d'accélérer l'épuisement des ressources naturelles, notamment minérales.

Le livre appelle chacun à la responsabilité individuelle pour se limiter, homme ou femme, à un seul enfant au cours de sa vie, à opposer un droit de grève démographique à quiconque ferait pression pour pousser au deuxième ou pire au troisième enfant. La maîtrise de sa propre descendance est de loin l'acte le plus fort que nous pouvons faire pour limiter le risque d'effondrement. Jean-Michel FAVROT montre que, tout en reconnaissant le caractère indispensable des efforts individuels, la solution ne peut pas venir uniquement de la multiplication de petits pas. Il appelle à une philosophie moins anthropocentrée, et même à une nouvelle Constitution dont le préambule serait le respect par les hommes de la Libre Evolution Naturelle. L'Evolution Naturelle garantit à tous les êtres vivants le droit de vivre, de se développer dans un environnement sain, dans des espaces préservés que nous pourrions libérer au fil de la réduction de la population humaine. La restauration des services écosystémiques qui en découlerait serait la meilleure garantie d'une vie durable et hautement désirable pour l'Humanité, où nous pourrions à nouveau rêver au bord de la rivière, écouter le vent dans les feuilles du tremble, regarder les truites moucher, le caloptéryx miroiter d'éclats métalliques, admirer le chant du loriot et son plumage d'or, observer du chevreuil autre chose qu'une croupe affolée.

Démographie, un « non-sujet » politique ?

Par [biosphere](#) 15 décembre 2020

<DÉSINFORMATION : par contre, biosphere n'est pas l'auteur du texte, mais EELV, un parti politique « vert » en France.>



Voici un échange sur la question démographique qui a eu lieu au sein d'**Europe-Ecologie-Les-Verts**. Entre Sylvain et Michel, où se situe la vérité ?

Sylvain : La démographie n'est pas un tabou, c'est un non-sujet (donc à ne pas traiter politiquement). Il y a d'abord un problème d'éducation/émancipation des femmes.

Michel : Il est incontournable pour un parti écologiste de prendre position sur la démographie car le poids du nombre d'humains sur la planète est devenu excessif. D'ailleurs parler de libération de la femme, c'est déjà faire de la politique démographique. Les femmes n'ayant pas été scolarisées ont en moyenne 4,5 enfants, 3 après quelques années à l'école primaire, 1,9 avec une ou deux années de cycle secondaire. **L'éducation permet aux filles d'explorer d'autres aspects de la vie que celui de la maternité.**

Sylvain : Il y a ensuite un problème de répartition des richesses.

Michel : Aucun écologiste même malthusien ne peut dénier la question des inégalités, la sobriété doit être partagée. Il ne faut pas avoir une pensée binaire, blanc ou noir. Agir contre la surpopulation humaine est tout à fait complémentaire de l'action économique. Le problème c'est qu'autant la maîtrise de la fécondité est un objectif difficile à atteindre, autant le partage de richesses est un paradigme revendiqué depuis Karl Marx et jamais résolu. Le système croissanciste a même accru les inégalités mondiales au lieu de les réduire. **Un parti écologiste se doit de proposer un revenu maximal autorisé.**

Sylvain : En aucun cas EELV ne peut laisser entendre que le problème écologique viendrait des autres, que ce soit des pauvres, des étrangers ou je ne sais quel bouc-émissaire qui permettrait à un riche conservateur occidental qui refuse sa part de responsabilité de se croire exonéré de prendre part à l'effort collectif sous prétexte qu'il y aurait une autre solution, un autre problème, ailleurs.

Michel : Aucun écologiste digne de ce nom ne se réfugie derrière des boucs émissaires ; laissons ce type d'attitude à l'extrême droite (c'est la faute des immigrés) et à l'extrême gauche (c'est la faute des riches). Devant l'extrême gravité des menaces qu'entraînent à la fois la surconsommation et la surpopulation, nous devons modifier profondément notre mode de vie quand on est un privilégié (sachant qu'un OS en France est privilégié par rapport à un pauvre des pays pauvres). Et comme l'exprimait notre représentant René Dumont lors de la présidentielle 1974 : *« Si nous nous multiplions inconsidérément, le phosphore nécessaire à l'agriculture manquerait bientôt. Il faut réagir contre la surpopulation. En Inde surpeuplée certes, mais surtout chez les riches : 500 fois plus d'énergie consommée par tête à New York que chez le paysan indien. Ce qui remet en cause toutes les formes d'encouragement à la natalité, chez nous en France. »* Dumont à cette époque liait explicitement malthusianisme et lutte contre la pauvreté. A bientôt 10 milliards de personnes sur notre globe, c'est d'autant plus d'actualité. **EELV se devrait de dénoncer la politique nataliste du gouvernement français.**

Sylvain : Il n'y a pas scientifiquement, de démonstration faite sur la surpopulation de manière absolue.

Michel : Si des gens meurent de faim au niveau mondial, c'est bien un des signes qu'il y a une surpopulation. Si nous sommes perpétuellement dans des conflits armés, c'est bien un des signes qu'il y a une surpopulation. Si on s'entasse dans des bidonvilles un peu partout sur la planète, c'est bien qu'il y a une surpopulation. S'il y a un réchauffement climatique, c'est bien parce qu'il y a trop de conducteurs d'automobiles. S'il y a une baisse de la biodiversité, c'est bien parce que la surpopulation humaine prend les territoires des autres espèces. Etc. Bien entendu cela n'empêche pas que le niveau économique joue aussi son rôle, c'est bien montré par les interrelations de la formule IPAT (l'impact environnemental **I** est le produit de trois facteurs : la taille de la Population (**P**), les consommations de biens et de services ou niveau de vie (**A** pour « Affluence » en anglais) et les Technologies **T** utilisées pour la production des biens) et l'équation de Kaya ($CO_2 = (CO_2 : TEP) \times (TEP : PIB) \times (PIB : POP) \times POP$). Quant aux scientifiques, surtout les biologistes, ils nous avertissent depuis de nombreuses années qu'une explosion démographique dans un milieu confiné ne peut aboutir qu'au désastre. Pour l'humanité, la planète est devenue une boîte de Petri. Mais c'est vrai Sylvain, nos facultés d'adaptation sont telles que nous pouvons survivre (et non vivre) même dans le dénuement le plus absolu.

Sylvain : La surpopulation, c'est toujours un rapport relatif entre la population et la capacité de production.

Michel : Il est en effet nécessaire de relativiser le poids du nombre. C'est ce que faisait Malthus en 1798, montrant que dans des conditions naturelles la fécondité humaine suivait une progression géométrique (exponentielle) alors que les ressources alimentaires, à cause des rendements décroissants en agriculture, ne progressaient que de façon arithmétique (linéaire). Malthus peut donc être considéré comme un précurseur de l'écologie puisqu'il

mettait en relation le nombre d'humains et les possibilités de production de son écosystème. Aujourd'hui il n'y a pas que la production alimentaire qui pose problème. C'est ce que montre l'analyse utilisée pour nourrir de chiffres le rapport de 1972 sur les limites de la croissance. **Le raisonnement paraît imparable :** *« Notre modèle d'analyse des systèmes traite cinq tendances fondamentales : l'industrialisation, la population, l'alimentation, les ressources naturelles non renouvelables et la pollution. Les interactions sont permanentes. Ainsi la population plafonne si la nourriture manque, la croissance des investissements implique l'utilisation de ressources naturelles, l'utilisation de ces ressources engendre des déchets polluants et la pollution interfère à la fois avec l'expansion démographique et la production alimentaire. »* Plus récemment le calcul de l'empreinte écologique a montré que notre activité humaine dépassait notablement les capacités de la planète et que nous sommes obligés de puiser dans le capital naturel au détriment des générations futures. **En novembre 2017, plus de 15 000 scientifiques de 184 pays proposaient un ensemble de 13 mesures pour faire face à l'urgence écologique dont celle-ci :** *« Déterminer à long terme une taille de population humaine soutenable et scientifiquement défendable tout en s'assurant le soutien des pays et des responsables mondiaux pour atteindre cet objectif vital. »* **C'est une demande que devrait relayer publiquement nos présidentiables.**

Sylvain : La faim dans la monde est toujours la conséquence de l'inégale répartition des richesses. Nous sommes, mondialement, en surproduction, nous gaspillons nos ressources et c'est bien notre mode de vie, à nous les occidentaux, qui en est responsable. Et qui doit changer.

Michel : Bien entendu on ne peut qu'être d'accord avec ces constats de Sylvain en enlevant le mot « toujours » puisque tout est relatif. Mais plus nous sommes nombreux, plus il est difficile de mettre en œuvre une égale répartition des richesses. Pour lutter contre les inégalités, les bonnes intentions qui se contentent de désigner l'objectif ne suffisent pas. Pour une sobriété partagée nous devrions baisser fortement notre niveau de vie. **Un militant d'un mouvement écologiste se doit donc de montrer personnellement l'exemple de la sobriété. Que répond le CF à cette proposition ?**

Sylvain : La question de la démographie se posera peut-être un jour, aux générations futures, après que les autres leviers auront été actionnés. Si nous échouons à changer de civilisation. Mais nous, il nous appartient d'actionner les autres leviers (éducation, répartition des richesses, post-croissance).

Michel : je ne sais pas si Sylvain a conscience que sa phrase veut dire que c'est aux générations futures d'assumer les conséquences de notre imprévoyance puisque, selon lui, il ne faut traiter qu'une partie des problèmes. Après nous la fournaise ? Or nous écologistes nous œuvrons aussi pour le long terme, pour atténuer les conséquences funestes de la société thermo-industrielle. Il nous faut actionner tous les leviers, comportements individuels, actions associatives, politique électorale. Et ce dans tous les domaines. **Si Sylvain ne veut pas agir sur le plan malthusien, libre à lui, mais qu'il ne dise pas que le Conseil Fédéral ne doit pas aborder la question démographique car ce serait un « non sujet », donc hors sujet.**

BANQUE DE QUOI ???

15 Décembre 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

[Le p'tit rigolo](#) à la tête de la BDF nous sort ses sornettes.

D'après guignol, on retrouvera le niveau d'activité 2019 en 2022. Après une baisse de 9 %, on aura un rebond de 5 % en 2021.

Pour le gouvernement ce sera une baisse de 11 % et un rebond de 6 %. Parce que, c'est bien connu, après une baisse, survient une hausse. On voit la puissance du raisonnement. Ou plutôt le conditionnement idiot de l'idiot qui le tient.

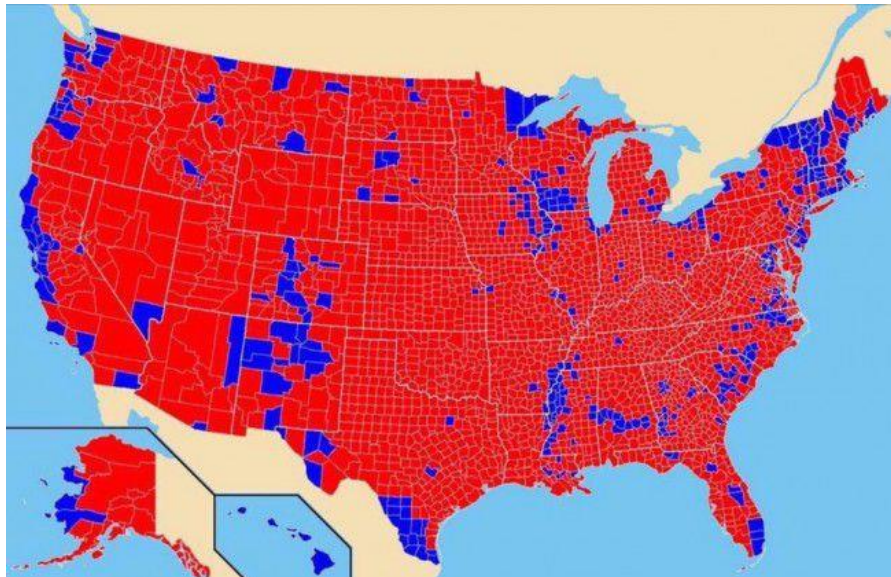
Je ne rappellerais pas le propos d'Audiard, mais vraiment, il ose tout, et c'est même à ça qu'on le reconnaît.

"Le plein effet des vaccins anticoronavirus ne se fera pas sentir avant la fin 2021, a déclaré lundi François Villeroy de Galhau, le gouverneur de la Banque de France, dans une interview accordée à France Inter".

Et en quoi le zig a-t-il la moindre qualité pour parler du vaccin ??? Et de son efficacité. Cela me rappelle un tonitruant garde de sceaux, éructant "la maladie de la vache folle n'est pas transmissible à l'homme".

[On parle de prédiction](#), mais le président de la BDF est bien dans ce registre là, la lecture des boules de cristal.

Pour ce qui est des tests COVID, on arrive à un [taux de faux](#) de 97 %. Autant que la présidentielle US. Désinformation, [corruption](#) et racket à tous les niveaux.



"[Si les démocrates](#) ne pouvaient pas compter sur les citoyens des mégapoles, les happy fews de la mondialisation, sur leur marché électoral issu des minorités de toutes sortes (ethniques, sexuelles, etc.), mais aussi sur toute la fraude massive que l'on peut organiser dans d'immenses métropoles – souvent gangrenées par la mafia (Detroit, Philadelphie, Chicago, etc.) – par rapport à des petites villes de province, et s'ils n'étaient pas soutenus quasi-unaniment par tous les Big medias, la Big tech et autres peuples, artistes ou sportifs, alors les démocrates ne seraient qu'une anecdote dans le paysage politique américain."

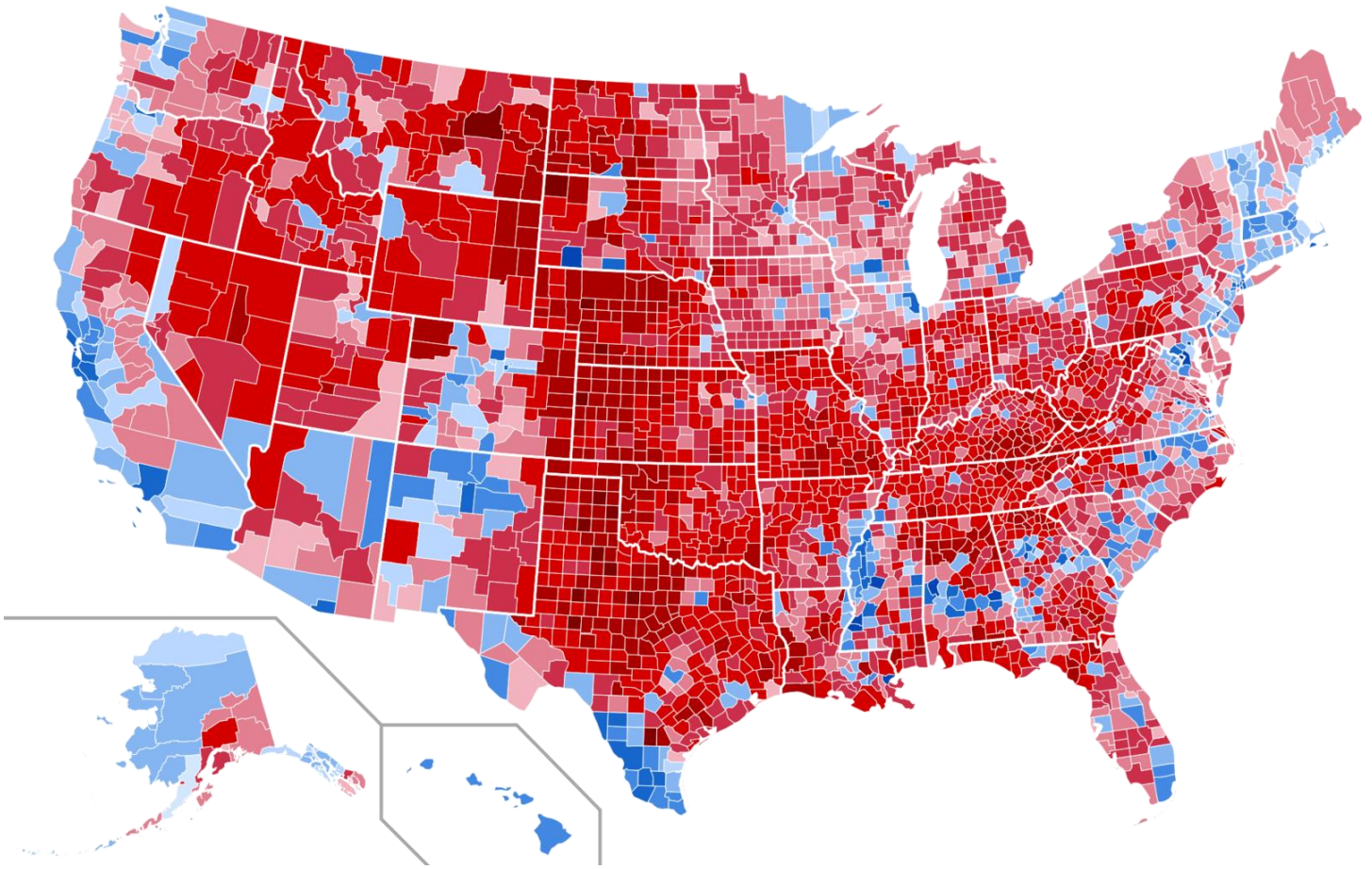
[Logiquement](#), la campagne de vaccination sera une catastrophe, [Pour quel but](#) ?

Dans le monde réel, visiblement Ansarallah vient de faire [péter un pétrolier](#). En Arabie séoudite.

[Dans le monde réel](#), en 2030, en France, tous seront paysans, soumis aux tickets de rationnement ou dans le pire des cas, à la famine.

VERS LA GUERRE CIVILE ?

15 Décembre 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND



On peut voir le raz de marée démocrate. Les zones en bleu. Question espace, ils ne sont vainqueurs que dans le Vermont. Aucun état n'est exclusivement démocrate. Beaucoup sont exclusivement républicains. On voit une claire différence entre métropoles et le reste.

La crise comme nous la connaissons en France, avec le rejet des zones RN sur la périphérie et un Paris votant à 90 % Macron, honte, dont même les banlieues ne se sont pas couvertes.

Les zones "bleues" se réduisent comme peau de chagrin.

[Contrairement à Thierry Meyssan](#), je pense que la guerre civile était inévitable AVANT la présidentielle. Il ne manque que la bonne étincelle.

La moindre décision contestée de Biden peut être la goutte d'eau qui met le feu au poudre (c'est très fort, ça !).

Et l'on risque de se retrouver dans une situation à la Bolivienne, avec un gouvernement qui tient la capitale. Point.

Pour ce qui est du reste, la production pétrolière doit plonger à 5 millions de barils jour, et le dollar est en grand risque de liquéfaction, ce qui amènerait aussi la production pétrolière bien plus bas que cela... La majorité écrasante de la production classique n'existant qu'à coups de subventions.

[Chez les décervelés](#), on veut reprendre comme avant, l'avion, le train train. Mais c'est pas gagné. Il faudrait qu'il y ait encore des compagnies aériennes. C'est Bill Gates qui va être content, son Bombardier sera plus [embêté par les gueux](#).

[La confiance](#) n'existe plus pour les gouvernants, réduits à réprimer. Et dont les vrais cosaques sont désormais fort mécontents.

PELE MELE DU 14/12/2020

14 Décembre 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

- [Le plan de relance](#) "européen", est "inutile", "trop tard" et "trop complexe". Comme une centrale EPR ??? Cela, c'est selon J. Monot.

- Article sur l'exceptionnalistan, à [mettre en rapport](#) avec la citation de Vassili Grossman : "**Toute forme d'imposition d'un "bien suprême" à l'humanité se termine en carnage**". Joe le débris, lui, veut en finir avec les "dictateurs" (ceux qui bourrent les urnes ???), à savoir Poutine, Maduro, Castro. Il faudrait le mettre au courant que Castro (Fidel) est mort, que Raul est quasiment à la retraite, et que le sentiment des ses amis à son égard, ça ne serait plus de l'appeler "Joe", mais "Averell", en faisant précéder par le réglementaire : "tais toi". D'ailleurs, [l'exceptionnalistan](#) visiblement, est agité, entre "proud boys", et "anti-fa"

- Comme on est en pleine comparaison avec les bd, je vais vous parler de Detritus, l'envoyé de César. "Soros critique le compromis avec la Pologne et la Hongrie, qui ne respecteraient pas "l'état de droit". Pour ce qui est de [l'état de droit](#), il y en a un qui était très fort pour le faire respecter à la lettre, c'est le regretté Joseph Vissarianovitch Staline.

- [Guignol refait son numéro](#) : «Tout ce qui nous permettra d'accélérer la décarbonation de notre économie, j'y suis favorable», indique Bruno Le Maire. Pourquoi pense t'il au suicide ??? Bon, c'est vrai qu'il est d'une stupidité sans borne,

SECTION ÉCONOMIE



USA: Les effets du confinement sont catastrophiques ! Entre dépression et suicide, voilà où en sont les américains !!

Publié le 15 décembre 2020 à 19:58:27 / 2 commentaires / 332 vues

A l'approche de l'hiver, les autorités sanitaires nous exhortent de rester le plus possible à la maison et de garder le minimum de contacts avec les autres. On...

[Lire la suite](#)



Étienne Chouard: « Je trouve + plausible de penser que nous sommes en tyrannistan ! »

Publié le 15 décembre 2020 à 22:56:16 / 0 commentaire / 355 vues

Étienne Chouard: « Je trouve + plausible de penser que nous sommes en tyrannistan ! » Non, je ne crois pas que nous soyons en absurdistan : il me semble que... [Lire la suite](#)



Attention, les actions pourraient se retourner et entamer leur déclin séculaire à tout moment.

Publié le 16 décembre 2020 à 10:00:02 / 1 commentaire / 305 vues

Les actions continuent d'atteindre de nouveaux sommets, réagissant à la reprise de la planche à billets. D'un point de vue technique, les actions pourraient se... Lire la suite



Les gens n'ont jamais compris qu'en imprimant de la monnaie à coûts nuls, cette monnaie n'a pas de valeur !

Publié le 16 décembre 2020 à 06:00:27 / 1 commentaire / 132 vues

Au cours des cent dernières années, le Pays des merveilles a progressivement manqué d'argent. La dette a commencé à augmenter beaucoup plus rapidement lorsqu'en... Lire la suite



Nous sommes en absurdistan ! Charlotte D'Ornellas: « Tout ce qui devait dépendre du gouvernement a foiré ! »

Publié le 15 décembre 2020 à 22:50:51 / 0 commentaire / 344 vues

Nous sommes en absurdistan ! Charlotte D'Ornellas: « Tout ce qui devait dépendre du gouvernement a foiré ! » Nous sommes en absurdistan.... Lire la suite



PLANCHE à BILLETS: Les rotatives sont bien huilées ! La taille du bilan de la BCE vient d'atteindre un nouveau RECORD à plus de 6 949 milliards €

Publié le 15 décembre 2020 à 22:29:59 / 0 commentaire / 61 vues

La BCE accélère l'expansion de son bilan. Le total des actifs a augmenté de 26,5 Milliards d'euros la semaine dernière, pour atteindre un nouveau sommet...

Les gens n'ont jamais compris qu'en imprimant de la monnaie à coûts nuls, cette monnaie n'a pas de valeur !

Source: or.fr Le 16 Déc 2020



Au cours des cent dernières années, le Pays des merveilles a progressivement manqué d'argent. La dette a commencé à augmenter beaucoup plus rapidement lorsqu'en 1971, le roi (Nixon) décida de remplacer l'or par de la monnaie-papier. Jusque là, toute la monnaie émise était adossée à l'or. Mais le roi, la reine et leurs amis

banquiers ont adoré cette nouvelle ère, où ils n'étaient plus soumis à la discipline d'avoir un budget équilibré et pouvaient simplement imprimer des morceaux de papier qu'ils ont appelés « monnaie ». Ce fut une grande période pour le roi, la reine et leurs amis proches. Vu qu'ils étaient en première ligne pour recevoir l'argent, qui avait encore de la valeur, ils pouvaient acheter ce qu'ils voulaient. Cette monnaie papier, une fois arrivée dans les mains des gens ordinaires, était déjà avilie et valait beaucoup moins. Les impôts ont dû passer de presque rien il y a cent ans, à 50% ou plus du revenu, en incluant toutes les taxes. Cela était nécessaire pour financer les dépenses déficitaires et payer les intérêts sur la dette.

Le roi et la reine récompensèrent généreusement leurs amis banquiers pour cette ingénieuse invention. Plutôt que d'utiliser de l'or, cher, comme monnaie, ils ont pu imprimer ce dont ils avaient besoin, à coûts nuls. Ils n'ont jamais compris qu'en imprimant de la monnaie à coûts nuls, cette monnaie n'a pas de valeur.

L'explosion de la masse monétaire dont on ne vous parle pas !

par [Charles Sannat](#) | 16 Déc 2020



Nous sommes en pleine crise.

Cette crise est mondiale.

Pour certains il n'y a pas plus de virus du Covid que de grippe, pour d'autres l'épidémie est très grave, mais là n'est pas le sujet. C'est évidemment un sujet (très important) mais ce n'est pas mon propos ici dans cet article. Que vous soyez pro ou anti masques, pro virus ou anti covid, peu importe. Les conséquences actuelles qui s'imposent à tous c'est la mise à sac de l'économie mondiale.

Cette économie mondiale à l'arrêt nécessite des plans d'aide jamais vus dans l'histoire économique du monde.

Ce sont des milliers de milliards qui sont injectés dans toutes les économies du monde, dans toutes les grandes devises mondiales.

C'est une immense mise à sac monétaire.

Voici le graphique de M1, la masse monétaire de base, celle du cash... et vous voyez que la quantité de cash injectée dans l'économie américaine est considérable. Nous parlons de 3 000 milliards de dollars, on parle surtout d'un presque doublement de M1 et donc d'un doublement de la masse monétaire dans sa définition la plus réduite à savoir la quantité de cash en circulation. C'est colossal.

On ne vous en parle, car si vous poussez le raisonnement ou la réflexion, vous comprendrez vite que nos monnaies ne valent déjà plus grand-chose et que les dettes ne seront jamais remboursées.

Alors fuyez vers les actifs tangibles tant que tout le monde continue à croire en la fiction imaginaire de la valeur de la monnaie !



« Trump toujours plus isolé ? Pas vraiment ! »

par [Charles Sannat](#) | 16 Déc 2020



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Je suis assez édifié par le traitement plus que partisan qui est fait de la situation aux Etats-Unis. Trump n'est pas le président français pas plus que Biden, mais ce qu'il se passe aux Etats-Unis aura d'évidentes répercussions sur nos vies quotidiennes.

Pouvoir apprécier la situation, son évolution et les risques n'est pas une option. C'est une nécessité particulièrement politique lorsque l'on est un dirigeant d'une nation européenne, ou que l'on fait partie des « décideurs ». A titre personnel et en termes patrimoniaux, c'est important également de savoir où l'on risque de nous faire mettre les pieds !

Vous l'avez peut-être entendu, Trump vient de perdre son ministre de la justice qui a remis sa démission.

Vous connaissez un peu Trump maintenant, et vous savez que quand il a quelqu'un dans le nez, comment dire... cela se sent !!! Et même cela se voit, car Trump n'est pas des tièdes qui font dans la dentelle !

Voici ce que dit le Point et ce que vous pouvez lire en France.

P Le Point

Trump toujours plus isolé après la démission du ministre de la ...

Fidèle parmi les fidèles, le ministre américain de la Justice Bill Barr a démissionné lundi 14 décembre, laissant le président un peu plus seul ...

Exhaustif · Il y a 9 heures



Chez nos amis suisses du Temps, on n'est pas en reste non plus, il claque carrément la porte !

T Le Temps

Le ministre de la Justice Bill Barr claque la porte

La démission de Bill Barr, le ministre de la Justice. Alors que le collège électoral confirmait la victoire de Joe Biden à l'élection présidentielle, ...

Il y a 18 heures



Alors avant de vous dire ce qu'en dit Trump, allons à la source, et lisons ensemble la lettre de démission de Bill Barr, le ministre de la justice américain qui sera parti pour le jour de Noël qu'il pourra passer en famille.

Ce n'est pas franchement une lettre d'insultes !

La lettre de démission

« Monsieur le Président,

J'apprécie l'opportunité de vous informer cet après-midi de l'examen par le ministère des allégations de fraude électorale lors des élections de 2020 et de la manière dont ces allégations continueront d'être poursuivies.

À un moment où le pays est si profondément divisé, il incombe à tous les niveaux du gouvernement, et à toutes les agences agissant dans leur domaine de compétence, de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour assurer l'intégrité des élections et promouvoir la confiance du public dans leurs résultats.

Je suis très honoré que vous ayez fait appel à moi pour servir votre administration et les gens une fois de plus en tant que procureur général.

Je suis fier d'avoir joué un rôle dans les nombreux succès et les réalisations sans précédent que vous avez accomplies pour le peuple américain.

Votre bilan est d'autant plus historique que vous l'avez accompli face à une résistance acharnée et implacable.

Votre Discours de victoire de 2016 dans lequel vous avez tendu la main à vos adversaires et appelé à travailler ensemble pour le bénéfice du peuple américain a immédiatement été confronté à une attaque partisane contre vous dans laquelle aucune tactique, aussi abusive et trompeuse soit-elle, n'était hors limite.

Le nadir (le point le plus bas NDLR) de ces tactiques était l'effort pour paralyser, sinon évincer, votre administration avec des accusations de collusion avec la Russie.

Peu de gens auraient pu résister à ces attaques, et encore moins aller de l'avant avec un programme positif pour le pays.

Vous avez bâti l'économie la plus forte et la plus résistante de l'histoire américaine, une économie qui a apporté un progrès sans précédent à ceux qui étaient auparavant laissés pour compte.

Vous avez rétabli la force militaire. En négociant des accords de paix historiques au Moyen-Orient, vous avez obtenu ce que la plupart des gens croyait impossible.

Vous avez freiné l'immigration clandestine et renforcé la sécurité de notre nation aux frontières. Vous avez fait progresser l'État de droit en nommant un nombre record de juges engagés aux principes constitutionnels.

Avec l'opération Warp Speed, vous avez fourni un vaccin contre le coronavirus sur un calendrier que personne n'avait imaginé – un exploit qui sauvera sans aucun doute des millions de vies.

Sous votre administration, le ministère de la justice a travaillé sans relâche pour protéger le public contre les crimes violents ; il a collaboré étroitement avec les dirigeants du Mexique pour combattre les cartels de la drogue ; il a réprimé l'exploitation de notre économie et de nos travailleurs par la Chine ; il a défendu la concurrence et a soutenu les hommes et les femmes des forces de l'ordre qui, de manière désintéressée et trop souvent ingrate, risquent leur vie pour assurer la sécurité de nos communautés.

Comme nous l'avons déjà dit, la semaine prochaine, nous passerons en revue quelques questions importantes pour l'administration que je quitterai le 23 décembre.

Je vous souhaite, à Melania, ainsi qu'à votre famille, un joyeux Noël et de bonnes fêtes de fin d'année.

Que Dieu vous bénisse.

Sincèrement »,

Source [CNN.com ici](https://www.cnn.com/2019/12/18/politics/trump-letters/index.html)

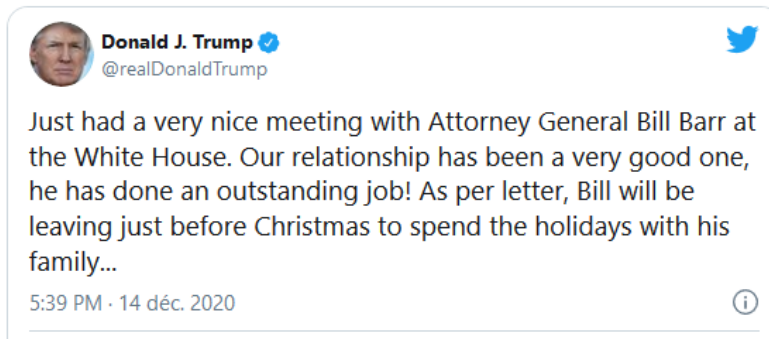
Voilà... c'est une démission avec un mot plutôt sympa de celui qui part.

Il n'y a là pas l'ombre d'une critique à l'égard de Donald Trump, et rien de ce que vient d'écrire Barr n'était indispensable, c'est un choix délibéré.

Barr, ne claque pas la porte, il n'isole pas un peu plus Trump.

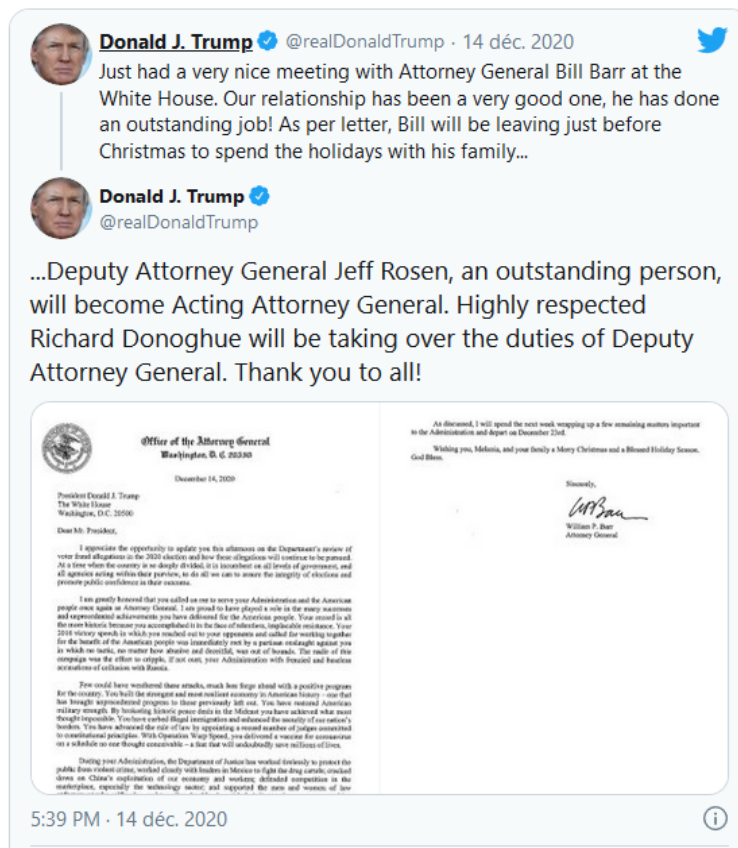
C'est même l'une des lettres de démission les plus étranges qu'il m'ait été donné de lire.

Du côté de Trump, qui a twitté comme à son habitude, le ton est également charmant !



Cela peut se traduire de la manière suivante :

« Je viens d'avoir une très belle réunion avec le procureur général Bill Barr à la Maison Blanche. Notre relation a été très bonne, il a fait un travail remarquable ! Selon la lettre, Bill partira juste avant Noël pour passer les vacances avec sa famille » ...



Ce qui peut se traduire de la manière suivante :

« Le sous-procureur général Jeff Rosen, une personne exceptionnelle, deviendra procureur général par intérim. Le très respecté Richard Donoghue assumera les fonctions de sous-procureur général. Merci à tous » !

Alors la question qui me vient à l'esprit est la suivante. Qui est Jeff Rosen ?

Antitrust : les Etats-Unis s'attaquent à Google

20 oct. 2020 — "Google est la porte d'accès à internet", a déclaré le numéro deux du ministère de la Justice, **Jeffrey Rosen**, lors d'une conférence de presse.

Oui, Jeff Rosen est celui qui pilotait la mise en place des poursuites pour démanteler les GAFA à commencer par Google. Quant à son nouvel adjoint Richard Donoghue, il a un profil qui est fort intéressant. Richard Donoghue est un ancien militaire du corps des avocats de l'armée, vous savez les JAG pour ceux qui suivaient la série télé. C'est ce que l'on appelle le Corps du juge-avocat général de l'armée américaine. Il a également servi dans la 82ème division aéroportée... la même unité que celle du Général Flynn.

Quant au Général Flynn, vous le connaissez, c'est celui que Donald Trump vient de gracier. C'était le premier conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump accusé dans les histoires de compromission avec la Russie dont il est sorti totalement blanchi au bout de presque 4 années infernales.

Pourquoi Bill Barr a-t-il démissionné ?

Je ne sais pas. J'ai bien ma petite idée, mais je ne vous le dirais pas ! Allez, je vous donne un indice, dans toute opération militaire de grande envergure, il y a d'abord un travail de préparation du terrain, il y a aussi une phase de renseignements, mais également de désinformation de l'ennemi. Barr n'a pas été traité comme un traître par Trump, or, Trump déteste les traîtres, déteste le manque de loyauté. Comprendre Trump n'est pas chose facile, et mes abonnés à la lettre Stratégies disposent d'un dossier consacré à Trump, et à la psychologie du président américain. Cette interview date du 6 novembre 1992 sur CNN elle est conduite par Charlie Rose.



On peut ne pas aimer Trump, mais il n'est pas un homme ordinaire.

Il sera peut-être un homme hors du commun, dans un moment extraordinaire.

La préparation du terrain continue. La pression monte encore. Appuiera-t-il sur le bouton ? Le DNI Ratcliff rendra-t-il un rapport convaincant sur des fraudes systémiques ? Trump va-t-il déclencher son Executive Order de 2018 ? Sera-t-il suivi ? Ira-t-il jusqu'au bout ?

Pour le moment, il ne concède rien, dénonce les fraudes, les preuves s'accumulent. Je vous en parlerai demain, car il commence à y avoir un paquet d'éléments factuels.

Demain, je vous parlerai également de Lin Wood.

Vous connaissez Lin Wood ?

Non ?

C'est l'avocat de Donald Trump.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Ce vaccin anti-covid qui rend positif au HIV !!! Arrêt des essais.



Partagez, partagez et partagez encore ce genre d'articles !

Il faut des années pour mettre au point un vaccin et le rendre sûr.

Dire cela ne veut pas dire que l'on est contre la vaccination !

Nous sommes pour tout et contre rien par principe !

J'aime particulièrement la docte propagande de certains zélés qui nous expliquent sur les plateaux télé que si nous avons éradiqué telle ou telle maladie c'est grâce à la vaccination, donc on se pique immédiatement avec la première mixture venue !

Ce raisonnement est absurde et il ne vaut rien intellectuellement.

Nous avons inscrit le principe de précaution dans notre Constitution et nous en faisons n'importe quoi. De toutes les manières c'est l'ensemble de notre Constitution et de nos Institutions qui est dévoyé.

Les vaccins actuels ont peu de chance d'être réellement sécurisés et fiabilisés et se poser la question et des questions EST légitime, ce n'est pas un crime contre la pensée, ni une pensée sectaire!

Il y a aussi la nécessité du consentement libre et éclairé du patient avant un acte médical, alors demander, exiger des explications est un droit et même un devoir!

D'ailleurs la dernière mésaventure australienne doit nous inciter à la plus grande prudence et à une immense humilité face au vivant et à la nature.

Je vous traduis ici une dépêche de l'agence Reuters, qui n'est ni complotiste, pas plus que cette agence d'information mainstream, n'incite à s'opposer à la vaccination !!!

L'Australie annule le développement local du vaccin Covid-19 en raison de faux positifs pour le VIH

« SYDNEY (REUTERS)- L'Australie a annulé la production d'un vaccin fabriqué localement contre le Covid-19 après que des essais aient montré qu'il pouvait interférer avec le diagnostic du VIH, ont déclaré les développeurs, le gouvernement s'assurant à la place de doses supplémentaires de vaccins concurrents.

Les anticorps générés par le vaccin développé par l'Université du Queensland (UQ) et la société de biotechnologie CSL, l'un des quatre candidats sous contrat avec le gouvernement australien, se sont avérés conduire à des résultats faussement positifs au test de dépistage du VIH, ont déclaré les fabricants.

Alors que le vaccin avait provoqué une réponse immunitaire « robuste » au nouveau virus SRAS-COV-2 sans effets indésirables graves lors d'un essai de phase 1 avec 216 participants, le CSL et le gouvernement australien ont décidé ensemble d'arrêter les essais de phase 2 et 3.

« Bien que ce soit une décision difficile à prendre, le besoin urgent d'un vaccin doit être la priorité de chacun », a déclaré le professeur Paul Young de l'UQ.

Le vaccin australien pourrait être remanié, mais cela prendrait encore 12 mois.

Les analystes de JPMorgan ont déclaré que l'annulation du contrat de CSL a supprimé une opportunité « importante » pour le fabricant de vaccins qui lui aurait apporté 100 millions de dollars australiens (101 millions de dollars australiens) de revenus supplémentaires. Les actions de CSL ont chuté de 3,2 % vendredi, sous-performant un marché plus large légèrement plus faible« .

Développer un tel vaccin est évidemment une gageure, il n'y a rien de surprenant. On fait des essais, on échoue, on recommence, et nous finirons par trouver, puis par fiabiliser, puis cela fonctionnera, un jour...

Ici, **il n'est pas question de dire que le vaccin en question donne le sida ou le VIH à celui qui le reçoit**, mais que cela fait réagir de manière positive aux tests du HIV, une conséquence jugée suffisamment fâcheuse pour stopper ces recherches.

D'ici-là il est fondamental de plaider pour ne pas rendre la vaccination obligatoire ni directement, ni indirectement en décrétant une mort sociale pour tous les non-vaccinés qui n'auraient plus le droit d'être dans l'espace public comme le propose déjà de bonnes-âmes qui n'ont aucun recul scientifique sur LE vaccin proposé, alors que d'autres produits arrivent sur le marché et arriveront dans les prochains mois.

Il est donc urgent d'attendre et de ne pas se précipiter et c'est cette attitude que devrait avoir l'état. **Primum non nocere. Le principe vieux comme la médecine signifiant » d'abord ne pas nuire ».**

Oui à la vaccination, mais avec toutes les précautions nécessaires!

Je vous laisse avec le Docteur Marty que j'aime bien parce qu'il avait le premier pointé la nécessité de porter des masques lors de la première vague ce qui aurait pu nous éviter un confinement général et total.

« Est-ce qu'on est pas allé trop vite sur les vaccins » demande la journaliste.

Non répond le Docteur Marty, nécessité fait loi!

Certes, mais dans certaines limites qui doivent tout de même pouvoir se discuter, même avec un Docteur! Parce que pour redonner confiance il va bien falloir à un moment parler de bénéfices/risques, et donc mesurer les bénéfices, quantifier les risques, peser l'utilité et la pertinence par catégorie de patient, bref, effectivement faire de la science!



<Sur SA tête ?>

Charles SANNAT Source Agence de presse [Reuters via Strait Times](#)

Les refus de crédits explosent ! Alors les vedettes, on demande un crédit quand on n'y a pas droit ?



Dans notre société de ouin-ouin, tout le monde pleure en permanence, c'est la société des couinemuses et des ouin-ouineurs !

Et ça ouin-ouine, encore et toujours.

Actuellement ce sont les professions immobilières qui jouent de la couinemuse.

La Couinemuse est cet instrument à vent venu d'Écosse utilisée par les ouin-ouineurs et qui pour masquer leur manque font du vent avec des instruments à fort bruit médiatique !

C'est ainsi donc que les « professionnels demandent un assouplissement des règles » pour les crédits immobiliers car les ... « refus explosent ».

Alors remettons un peu l'église au centre du village, les points sur les « i » les barres sur les « t », bref, mettons du bon sens.

Coluche, mon maître en économie de comptoir, disait fort justement, « pour que ça se vende pas, suffit que ça s'achète pas » !

Et bien là nous sommes dans la même configuration !

Pour qu'il n'y ait pas refus de crédit YAKA Focon... vendre qu'à des gens finançables !

Pour vendre à des gens finançables, il faut travailler un tout petit peu et regarder des documents appelés fiches de paye, ou encore avis d'imposition... avec ça on a une bonne idée des revenus des gens et l'on sait assez vite si Mr et Mme Michu pourront avoir un crédit.

Mais ce n'est pas fini, il faut aussi demander les relevés de comptes pour voir quels sont les autres crédits en cours.

Puis on fait une addition, on soustrait ce résultat aux revenus, puis on obtient une capacité d'endettement.

Les banques nous disent pas plus de 33 %. C'est clair hein...

Jusqu'à 33 % toi y-en a recevoir crédit.

Au dessus de 33 % toi y-en a recevoir refus de crédit et pas sous-sous.

Donc, que les agents immobiliers pensent à travailler et pas juste à encaisser des commissions sans même vérifier la moindre solvabilité d'acheteur, que les gens ne signent pas de compromis s'ils n'ont pas de visibilité.

ET NON !

Non et non, endetter des gens à plus de 33 % en pleine crise économique c'est une très mauvaise idée, et demander d'assouplir des critères qui protègent les gens, c'est irresponsable de la part des couineurs et couineuses des professions immobilières. Vous me direz oui, mais ceux qui gagnent 10 000 euros par mois ce n'est pas la même chose que celui qui en gagne 2500... c'est vrai! Le reste à vivre n'est pas le même, mais les charges non plus, et les risques sont également important notamment sur l'emploi, et en particulier lors d'une immense crise économique comme celle que nous traversons.

Pousser un peu à plus de prudence, n'est pas une mauvaise du tout! Au contraire.

La situation actuelle !

« Le taux de refus sur les demandes de prêt est de l'ordre de 17 % pour cette fin d'année contre 5,5 % l'an passé »...

« Le HCSF recommande aux banques deux choses : ne pas dépasser 33 % de taux d'endettement et se limiter à une durée de 25 ans. Des critères qui écartent des ménages qui auraient pu prétendre encore l'an passé à emprunter de l'argent pour devenir propriétaires. C'est le cas des investisseurs. Ils ne comptent que pour 11 % des crédits financés cette année contre 26 % l'an passé ».

Soyons sérieux, les critères trop restrictifs c'est 33 % de dettes sur 25 ans... ben c'est déjà bien, parce que si c'était mon pognon je ne le prêtera certainement pas sur 25 ans, alors que notre monnaie ne tiendra pas encore 10 ans !!

Alors cela serait bien que les professions immobilières cessent de jouer de la couinemuse et que le HCSF qui est le haut conseil à la stabilité financière de cède pas à nos couineurs et couineuses.

Bougre d'extrait de crétin des Alpes comme dirait notre cher Capitaine Haddock !

Charles SANNAT Source Boursorama.com [ici](#)

Propriétaires d'Iphone vous êtes les pires des exploiteurs capitalistes !



Et oui...

C'est dur d'être parfait !

C'est dur de prendre soin de la planète un iPhone à la main même si l'on roule en trottinette, parce qu'un iPhone (mais ça marche aussi avec toutes les autres marques) c'est un enfer environnemental.

C'est dur de prendre soin des autres et d'être juste et bon, de faire partie du camp du bien, et des bons cul-cul gngnangnan de gôôôche un iPhone à la main produit par des petits indiens sur-exploités !

Est-ce la faute des patrons forcément vilains, et ici ils le sont sans aucune hésitation, ou la faute de chacun des propriétaires d 'iPhone que nous sommes tous ?

Oui...

Tous coupables.

Pour que Apple ou Samsung n'exploitent pas de pauvres gus à l'autre bout de la planète, il suffit que nous n'achetions pas leurs produits.

Pourquoi je dis cela ?

Parce qu'il se trouve toujours un grand nombre de « grands penseurs » pour venir nous faire les leçons environnementales, sociales, des « grands penseurs » qui savent mieux que nous, comment nous devrions vivre, et qui nous font ces leçons un iPhone à la main, une trottinette électrique aux pieds et qui se roulent dans leur bonne conscience, pétris de leurs certitudes écolo-bobos sans même voir qu'ils ont délocalisé la souffrance, délocalisé l'exploitation des autres, et également délocalisé la pollution.

C'est trop facile.

Alors donneurs de leçons bien pensants, vous n'êtes, comme l'aurait dit si justement le Capitaine Haddock, qu'une bande d'ectoplasmes de tonnerre de Brest et de moules à gaufres !!



Charles SANNAT

États-Unis: A quoi sert un Président...?

Par MICHEL SANTI décembre 14, 2020



Si elle a bien-sûr été déboutée, l'action en justice entreprise par dix-sept Etats américains ayant rejoint le Texas dans le but d'invalider auprès de la Cour Suprême l'élection de Joseph Biden n'en est pas moins dangereuse et malsaine dans les perspectives qu'elle insuffle à la démocratie de ce pays. C'est en outre près de 130 parlementaires, dont plus de la moitié des membres Républicains de la Chambre des Représentants, qui se sont précipités pour soutenir cette appel à la Cour Suprême. Parmi ces signataires ayant rejoint le Texas dans la contestation face à la plus haute juridiction de la nation du résultat de l'élection Présidentielle figuraient certes des personnages très clivants, mais également des politiciens dits «modérés». Enfin, preuve par l'absurde de l'emprise de la radicalité sur le Parti Républicain, dix-sept de ces signataires viennent tout juste d'être élus dans des Etats dont ils contestent les résultats. Voilà donc des élus remettant directement en cause la légitimité de leur propre victoire et appelant à invalider leur propre investiture !

Comment un parti responsable et ayant contribué de manière substantielle à la construction des Etats-Unis modernes peut-il en arriver aujourd'hui à saper les fondements d'une Démocratie qui – comme tout le monde le sait – est édiflée sur la confiance des citoyens dans le résultat de ses élections ? Ce Parti – qui ne recule pourtant plus devant une lutte à la vie à la mort révélant ainsi sa haine du camp adverse – est en passe d'établir un

précédent très dangereux pour la vie démocratique américaine. Elle semble lointaine en effet la période des «concessions» élégantes, cet acte en vertu duquel un candidat malheureux reconnaissait publiquement sa défaite, pas inscrit dans la loi mais constituant une réaffirmation et un rappel de la sacralité du processus démocratique censée dépasser voire transcender les querelles de personnes. En reniant ainsi la légitimité de l'élection de Biden, les Républicains contribuent activement à rendre l'Etat fédéral dans toutes ses composantes dysfonctionnel. En toute logique, Donald Trump sera le quatrième Président US à refuser d'assister à la prestation de serment de son successeur, après John Adams en 1801, John Quincy Adams en 1829 et Andrew Johnson en 1869.

Dans un tel contexte délétère, le gouvernement de confort et de facilité en train de se constituer autour et par Biden semble en mal d'inspiration. Après avoir mené une campagne à bas régime, d'abord préoccupé à prendre le moins de risque possible, il lui faut à présent générer non seulement l'adhésion mais surtout l'enthousiasme. S'il est incontestablement positif qu'il opte pour des personnalités issues de la diversité, ses choix pour les postes stratégiques se sont surtout portés sur des personnages, à la compétence certes reconnue, mais ayant surtout un historique relationnel et une certaine familiarité avec leur futur Président. Ce «cabinet» appelé dès le 20 janvier prochain à diriger les Etats-Unis semble singulièrement manquer de consistance intellectuelle en une époque tourmentée pour ce pays où il a un besoin vital d'initiatives fortes. Sinon, comme l'avait déclaré de manière flamboyante Lyndon Johnson à ses conseillers alors qu'il venait d'accéder à la Présidence en 1963, «à quoi diable sert la Présidence » si elle ne prend pas les grands sujets à bras le corps ?



Réunion de la Fed, on attend des précisions mais pas de décision

Bruno Bertez 16 décembre 2020

Selon Bloomberg/

Les responsables de la Réserve fédérale devraient lors de leur réunion lier l'avenir des achats d'actifs aux indications sur l'emploi et de l'inflation sans prendre aucune mesure immédiate pour modifier le rythme ou la composition des achats d'obligations, selon les économistes interrogés par Bloomberg News.

Une légère majorité des 47 répondants à un questionnaire du 4 au 10 décembre ont déclaré qu'ils s'attendaient à ce que les nouvelles orientations soient approuvées lors de la réunion politique de deux jours se terminant ce mercredi, alors que la plupart des analystes restants l'attendent en janvier ou mars.

Un réel coup de pouce à la relance monétaire cette semaine est considérée comme peu probable.

Près des deux tiers des économistes prévoient que le Federal Open Market Committee va prolonger la maturité moyenne des achats d'obligations en cours avant la fin de 2021, mais seuls 23% de ceux qui prévoient une telle décision la voient annoncer lors de la réunion de décembre.

Les responsables de la Fed favorisent de nouvelles orientations « assez rapidement » liant l'achat d'obligations aux conditions économiques. Quand le FOMC est-il le plus susceptible de franchir cette étape?

<https://www.bloomberg.com/toaster/v2/charts/4fe4de440fb04e8eb33fd036550377d3.html?brand=markets&webTheme=markets&web=true&hideTitles=true>

Source: Bloomberg survey of economists, Dec. 4-10, 2020

Bien que leur impact soit limité, les indications supplémentaires de guidance pourraient fournir plus de clarté sur les conditions qui inciteraient à terme la Fed à augmenter ou réduire le rythme des achats d'obligations.

Les responsables achètent actuellement 80 milliards de dollars par mois de bons du Trésor et 40 milliards de dollars par mois de titres adossés à des hypothèques dans le cadre d'un programme conçu pour faire baisser les coûts d'emprunt réels pour les ménages et les entreprises affectés par la pandémie Covid-19. Ils ont commencé des achats à grande échelle en mars en même temps que la réduction de leur taux d'intérêt de référence à zéro.

Plus ou moins?

Vous attendez-vous à ce que le FOMC modifie le rythme des achats d'actifs avant la fin de 2021?

<https://www.bloomberg.com/toaster/v2/charts/7874940a1be84906b5ebb8e956cb69a6.html?brand=markets&webTheme=markets&web=true&hideTitles=true>

Source: Bloomberg survey of economists, Dec. 4-10, 2020

Seulement 19% des répondants ont vu la Fed augmenter la taille totale des achats mensuels l'année prochaine. Une plus grande proportion, 32%, pensent que les fonctionnaires de la Fed réduiront les achats au cours de cette période. Le reste, près de la moitié, ne prédit aucun changement jusqu'à la fin de 2021

«Les perspectives budgétaires peuvent être un facteur important en ce qui concerne les changements potentiels des achats d'obligations de la Fed», a déclaré Brett Ryan, économiste américain principal chez Deutsche Bank Securities Inc., dans ses commentaires. «Toutes choses étant égales par ailleurs, moins de mesures de relance budgétaire feraient pression davantage sur les responsables de la politique monétaire pour qu'ils fournissent plus d'accommodements pour atteindre leurs objectifs.»

En cherchant à affiner la politique monétaire, les décideurs sont confrontés à un degré élevé d'incertitude. La flambée des infections, des hospitalisations et des décès dus au Covid-19 a considérablement ralenti la reprise de l'économie – et pourrait l'inverser – à la suite du premier coup subi en mars et avril. Certains prévisionnistes s'attendent désormais à une contraction au premier trimestre.

Dans le même temps, le déploiement de vaccins et le potentiel de nouvelles mesures de relance du Congrès ont augmenté les chances d'un rebond de la croissance et de l'emploi au second semestre 2021.

Un autre répondant, James Knightley chez ING Financial Markets LLC, a déclaré que la Fed pourrait agir avec des modifications de la taille de son bilan si les vaccins étaient un succès l'an prochain et entraînaient une augmentation trop rapide des rendements à long terme. Dans ce cas, la Fed pourrait copier la stratégie de la Banque du Canada, a-t-il dit, consistant à transférer les achats vers des bons du Trésor à plus long terme mais à réduire ses achats globaux.

« En concentrant leurs dépenses sur les échéances longues , ils pourraient obtenir la même quantité de stimulus en utilisant moins de munitions », a-t-il déclaré.

En septembre, les décideurs ont fourni [quelques précisions supplémentaires](#) sur la durée pendant laquelle ils ont l'intention de maintenir les taux d'intérêt proches de zéro, mais sont restés plus vagues sur leurs plans pour les futurs achats d'actifs.

Le compte rendu de leur session précédente, au début de novembre, montrait que la plupart des décideurs étaient favorables au passage à des «orientations qualitatives fondées sur les indicateurs économiques » reliant ainsi l'horizon de la poursuite des achats aux conditions économiques.

Dans l'enquête, 69% des économistes ont déclaré que ces conditions économiques se concentreront probablement sur des mesures à la fois de l'inflation et de l'emploi.

«Les conseils récents des responsables de la Fed avant la période d'interdiction des communications suggèrent qu'ils sont satisfaits de la politique pour le moment – mais en aucun cas complaisants.

Tout cela était prévu il y a 10 ans

Par John Mauldin Jeudi, 03 Décembre 2020



En 2010, la revue scientifique Nature a publié un recueil d'avis sur les dix prochaines années, c'est-à-dire sur la situation actuelle.

Nature a ensuite publié une brève réponse du zoologiste **Peter Turchin** dans son numéro de février 2010.

L'analyse historique quantitative révèle que les sociétés humaines complexes sont affectées par des vagues récurrentes - et prévisibles - d'instabilité politique (P. Turchin et S. A. Nefedov Secular Cycles Princeton Univ. Press ; 2009). Aux États-Unis, on observe une stagnation ou une baisse des salaires réels, un écart croissant entre les riches et les pauvres, une surproduction de jeunes diplômés de haut niveau et une explosion de la dette publique. Ces indicateurs sociaux apparemment disparates sont en fait liés les uns aux autres de manière dynamique. Ils ont tous connu des tournants au cours des années 1970. Historiquement, ces évolutions ont servi d'indicateurs avancés de l'instabilité politique imminente.

De très longs "cycles séculaires" interagissent avec des processus à plus court terme. Aux États-Unis, des pics d'instabilité sur 50 ans se sont produits vers 1870, 1920 et 1970, un autre pourrait donc se produire vers 2020.

Nous entrons également dans une phase de baisse de la vague dite de Kondratiev, qui retrace des cycles de croissance économique de 40 à 60 ans. Cela pourrait signifier que les récessions futures seront sévères.

En outre, la prochaine décennie verra une croissance rapide du nombre de personnes dans la vingtaine, comme le gonflement de la jeunesse qui a accompagné les turbulences des années 1960 et 1970.

Tous ces cycles devraient atteindre leur point culminant vers 2020.

Là encore, c'est à partir de 2010. Comme prévu, nous connaissons le "pic d'instabilité" qui, selon M. Turchin, a tendance à se produire tous les 50 ans.

Pourquoi 50 ans ? C'est lié à la durée de vie humaine.

Considérez qui était "en charge" pendant la période autour de 1970. Les baby-boomers avaient tous 25 ans ou moins à l'époque. La gestion du chaos incombait aux générations plus âgées, qui s'en souvenaient bien et qui ont passé le reste de leur vie à essayer d'en éviter d'autres.

Mais après une cinquantaine d'années, ils sont pour la plupart partis. Ceux qui restent doivent en tirer la leçon.

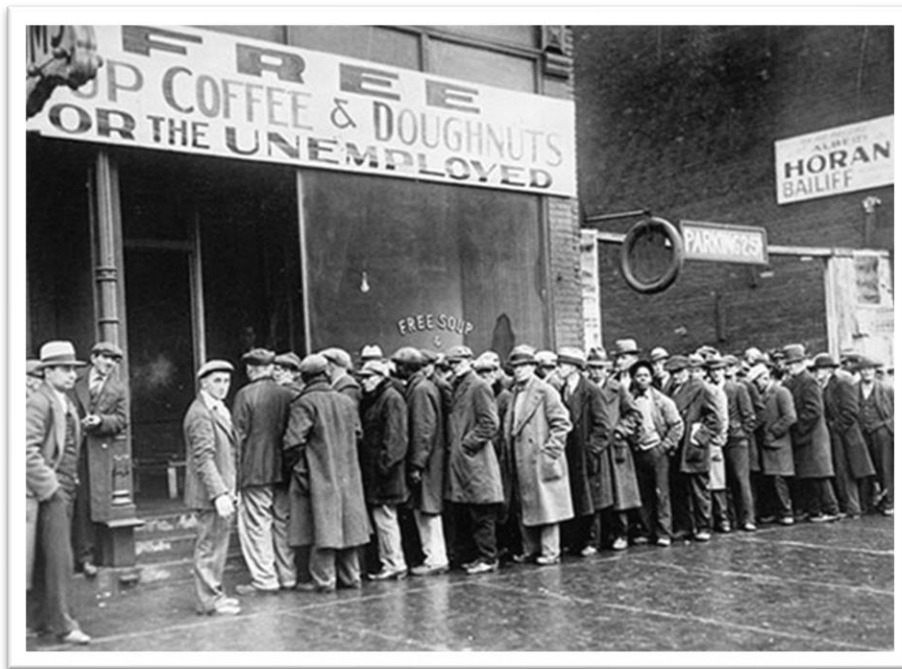
J'ai déjà parlé de l'idée du "quatrième tournant" de Neil Howe et des cycles géopolitiques de George Friedman, qui atteignent tous deux leur apogée au cours de cette décennie.

Il est intéressant de noter que Friedman voit également un cycle géopolitique différent de 50 ans qui se déroule entre le milieu et la fin des années 20. Pour la première fois, ce cycle chevauche celui de 80 ans. La période du milieu à la fin des années 20 devrait voir l'apogée du quatrième tournant de Neil Howe.

Aujourd'hui, nous voyons Peter Turchin postuler un calendrier similaire pour différentes raisons. Aucun d'entre eux, à ma connaissance, ne s'attendait à la pandémie que nous connaissons actuellement. Quel est son effet ?

Eh bien, nous savons que la pandémie a déclenché une récession qui pourrait, avant qu'elle ne soit terminée, rivaliser avec la Grande Dépression. Pour des millions d'Américains, ce n'est pas seulement un sujet de lecture. Ils le ressentent.

Vous avez probablement vu cette célèbre photo de 1931 de la soupe populaire de Chicago d'Al Capone.



Source : Wikimedia

L'équivalent de 2020 se passe dans mon ancienne ville natale de Dallas. Cette photo de novembre m'a fait pleurer.



Source : CBSDFW via Twitter

Nous constatons que des progrès ont été réalisés entre ces images. Les gens ont évidemment des voitures et du carburant. C'était un luxe d'élite en 1931. Certains de ces gens sont peut-être éduqués et intelligents, mais ce ne sont pas des élites.

Les vraies élites n'ont pas à faire la queue pour manger. Ils appellent Whole Foods ou DoorDash et se font livrer.

Le problème, en empruntant le cadre de Turchin, est que certains pensaient qu'ils étaient des élites. Même s'ils ne se considéraient pas exactement comme une élite, ils bénéficiaient des avantages d'un bon emploi. Du moins, jusqu'à récemment.

Cette année, cette illusion a disparu, et ils sont naturellement déçus. Ils pourraient rejoindre les "contre-élites" et chercher à obtenir plus de pouvoir.

Voilà où nous en sommes. Les temps difficiles que nous avons longtemps anticipés sont là. Cette photo de la soupe populaire de 1931 n'était que le début d'une longue et sombre période. Elle a empiré.

Faites attention lorsque vous voyez plusieurs personnes intelligentes arriver à des conclusions similaires pour des raisons différentes. Nous sommes maintenant à Turchin appelle l'étape finale, quand les élites essaient de pacifier les masses avec du pain et des cirques. Ce faisant, elles augmentent la dette et suppriment la croissance économique.

La dette s'accumule plus vite que je ne l'avais prévu, donc la Grande Restitution pourrait avoir lieu plus tôt que prévu. Cette pandémie et cette récession pourraient nous y pousser plus vite, car elles font croître la dette plus rapidement.

Chaque fois qu'elle se produira, nous devrions nous en réjouir. Les alternatives pourraient être encore pires.

Que faisons-nous de toute cette dette ?



Avant la pandémie de coronavirus, je m'attendais à ce que les États-Unis se heurtent au mur de la dette à la fin des années 2020. Aujourd'hui, la dette augmente encore plus vite et nous allons nous heurter à ce mur beaucoup plus tôt.

Que se passera-t-il lorsque nous en arriverons au point où nous devons faire face à toute cette dette ?

Heureusement, mon banquier central préféré, Bill White - qui était l'économiste en chef de la Banque des règlements internationaux - a réalisé en novembre en Suisse un brillant entretien avec mon ami Mark Dittli qui nous donne quelques réponses.

Aujourd'hui, le Canadien critique les banques centrales : "Elles ont mené de mauvaises politiques au cours des trois dernières décennies, ce qui a entraîné une augmentation de la dette et une instabilité toujours plus grande du système financier."

Il suggère que la crise actuelle soit mise à profit pour repenser afin de construire un système économique plus stable, dans lequel la politique fiscale joue un rôle plus important et qui repose davantage sur des investissements productifs.

Dans cette conversation approfondie, M. White dit ce qui devrait être fait - et il demande plus d'humilité aux décideurs : "Nous en savons beaucoup moins sur l'économie que nous ne le pensons".

Bill n'appelle pas à l'austérité en ce moment. Il reconnaît que nous sommes dans une récession/dépression potentielle. Mais il veut que l'on mette davantage l'accent sur la politique budgétaire et non sur les banques centrales.

Nous sommes sur une pente où la politique monétaire est devenue de plus en plus inefficace pour promouvoir la croissance économique réelle. Chaque crise s'est accompagnée d'un assouplissement monétaire qui a entraîné une accumulation de dettes et d'autres déséquilibres au fil du temps, et qui a fait que la crise suivante a été plus importante que la précédente. La crise suivante a alors eu besoin de plus de punch de la part des banques centrales. Mais comme les taux d'intérêt n'ont jamais été aussi élevés en période de reprise qu'ils ne l'ont été en période de récession, la capacité à donner ce coup de poing a diminué.

L'épisode récent de mars 2020 résume parfaitement mon point de vue sur ce qui ne va pas dans notre politique monétaire des dernières décennies. Il est vrai que la Fed n'avait pas d'autre choix que d'intervenir pour empêcher un effondrement financier. Mais cet effondrement n'a eu lieu qu'en raison de

la politique monétaire suivie au cours des années précédentes.

... ce que je veux dire, c'est que Les banques centrales créent les instabilités, puis elles doivent sauver le système pendant la crise, et par cela elles créent encore plus d'instabilités. Elles continuent à se tirer une balle dans le pied.

William Dudley et d'autres banquiers centraux américains commencent à admettre qu'ils sont arrivés au bout de leur capacité effective à gérer leurs économies respectives. Les gouvernements doivent intervenir avec une politique budgétaire qui soit réellement ciblée et productive.

Ensuite, Bill énumère quatre façons de traiter la dette, qui ne sont pas toutes acceptables :

Il n'y a pas de retour à une quelconque forme de normalité sans traiter le problème du surendettement. C'est l'éléphant dans la salle. Si nous convenons que la politique des 30 dernières années a créé une montagne de dettes toujours plus importante et des instabilités toujours plus grandes dans le système, alors nous devons nous en occuper.

En théorie, il y a quatre façons de se débarrasser d'une montagne de créances douteuses.

Un : les ménages, les entreprises et les gouvernements essaient d'épargner davantage pour rembourser leur dette. Mais nous savons que cela vous fait entrer dans le paradoxe keynésien de l'épargne, où l'économie s'effondre. Cette voie mène donc au désastre.

Deux : vous pouvez essayer de vous sortir d'un surendettement en renforçant la croissance économique réelle. Mais nous savons qu'un surendettement entrave la croissance économique réelle. Bien sûr, nous devons essayer d'augmenter la croissance potentielle par des réformes structurelles, mais il est peu probable que ce soit la solution miracle qui nous sauve.

Il reste donc deux possibilités : augmenter la croissance nominale - c'est-à-dire l'inflation - ou essayer de se débarrasser des créances douteuses en les restructurant et en les annulant.

Lorsqu'on l'a interrogé plus tard sur les amortissements, Bill a déclaré ceci :

C'est celle que je vous conseille vivement. Approchez le problème, essayez d'identifier les créances douteuses et restructurez-les de la manière la plus ordonnée possible. Mais nous savons combien il est extrêmement difficile de réunir les créanciers et les débiteurs pour régler ce problème en coopération. Nos procédures actuelles sont totalement inadéquates.

Combien de temps cela peut-il durer ? Plus longtemps que vous ne le pensez. De David Rosenberg, économiste en chef et stratège chez Gluskin Sheff & Associates :

Nous disposons de données de base sur l'IPC du Japon et la tendance de l'année dernière s'est poursuivie en déflation, passant de -0,3 % en septembre à -0,7 % en octobre. Il s'agit de la plus forte déflation depuis mars 2011.

Un pays avec un ratio de 700 % de la dette totale au PIB, deux décennies de taux d'intérêt zéro et un bilan de la banque centrale qui représente 130 % du PIB. Il est agréable de voir comment toute la création de crédit a réussi à stimuler un contexte de relance. Des nuances de ce qui est à venir aux États-Unis

Je suis d'accord que les États-Unis pourraient se transformer en Japonais.

Si je pense que nous allons connaître une inflation à court terme (2 à 3 ans), le surendettement et la croissance des réserves des banques centrales nous conduiront directement au même problème que celui auquel le Japon est confronté. C'est-à-dire un cycle économique déflationniste sans croissance.

Ce sera un nouveau monde étrange qui n'aura aucune ressemblance avec la "normale" de la dernière décennie.

Nous allons nous en sortir et certains d'entre nous s'en sortiront extraordinairement bien, parce que nous nous positionnons pour profiter de ce cycle. Les nouvelles technologies (en particulier la biotechnologie) amélioreront notre vie en permanence, c'est donc un bon point de départ pour commencer à chercher des opportunités.

On peut manipuler le comportement humain. Explications de Henri Laborit, neurobiologiste.

par [Liliane H-K](#) décembre 6, 2020



https://www.youtube.com/watch?v=2TRmMz5AAKg&feature=emb_logo (5 min 50)

Très intéressantes explications qui peuvent aider à comprendre ce que nous vivons à l'heure des confinements...

Commentaires de l'éditeur de la vidéo:

Henri Laborit est un éminent neurobiologiste français, mais aussi un médecin, chirurgien, éthologue, eutologue, philosophe, spécialiste du comportement animal et humain (1914 -1995).

Son principe est qu'un système nerveux sert à agir. Donc il doit agir, sinon il dépérit et entraîne des maladies psychiques ou physiques. Si un organisme subit une agression, seules trois options s'offrent à lui : se révolter, ne rien faire (et donc subir l'agression) ou fuir.

Pour Henri Laborit, le seul choix raisonnable est la fuite qu'il expose dans son célèbre essai *L'Éloge de la fuite*, paru chez Robert Laffont. En effet, ses expériences scientifiques dans les années 1950 l'amènent à développer le concept d'inhibition de l'action et ses relations avec le cerveau et les systèmes neuroendocrinien et immunitaire. **Il découvre que les désordres somatiques liés à l'agression psycho-sociale sont provoqués par un état d'inhibition de l'action.**

Il effectue plusieurs expériences avec des rats pour démontrer ses recherches.

1. Un rat est placé dans une cage séparée en deux par une cloison dans laquelle se trouve une porte. Quatre secondes après un signal sonore et un flash lumineux, une décharge électrique est envoyée dans le plancher. Le rat passe de l'autre côté par la porte. Très rapidement, il comprend que pour éviter cette punition, il faut, dès le signal sonore et lumineux, passer la porte. Au bout de sept jours, le rat qui a pu fuir cette punition est en très bonne santé.

2. Cette fois, la porte est fermée. Le rat ne peut plus fuir et il subit les punitions. Au bout de sept jours, le rat a perdu du poids, il a une hypertension artérielle élevée, et va développer dans les semaines qui suivent toutes sortes de maladies et pathologies : ulcère, exéma, urticaire, dépression...

3. La porte est toujours fermée, mais il y a maintenant deux rats. Dès que la punition-décharge électrique se déclenche, les deux rats ne pouvant fuir vont se battre. Au bout de sept jours, il s'avère que les deux rats sont en excellente santé car même s'ils ont subi la punition, ils ont pu agir. Conclusion : l'animal qui peut réagir par la fuite ou par la lutte ne développe pas de troubles organiques. **En revanche, celui qui ne peut ni fuir, ni lutter, se trouve en inhibition de son action et va présenter de graves perturbations pathologiques.**

Il en est de même pour l'être humain. Celui qui se retrouve coincé, enfermé dans une situation sans issue et qui ne peut réagir ni par la fuite, ni par l'attaque, va présenter des symptômes plus ou moins importants selon son état de santé physique et psychique, et la durée de la situation. Ne pouvant décharger son agressivité sur autrui, il va la décharger sur lui, tomber malade comme le rat, et peut même aller jusqu'au suicide.

Les découvertes scientifiques d'Henri Laborit permettent de comprendre que pratiquement la majorité des accidents physiopathologiques dépendent des rapports entre l'individu et son environnement social, familial et professionnel. Henri Laborit répétait que seul un système immunitaire efficace pouvait empêcher le développement de microbes, virus, bactéries, à l'origine des infections et processus tumoraux.

Henri Laborit révolutionne les domaines de la psychiatrie en introduisant le **premier neuroleptique** au monde en 1951, utilisé dans le traitement pour la schizophrénie, de l'anesthésie, de la chirurgie avec la mise au point de la technique de l'hibernation artificielle. Il crée le 1er laboratoire d'eutonologie pour étudier les mécanismes liés au stress, et met en avant l'existence de nos deux systèmes nerveux et des radicaux libres.

Pionnier de la **théorie de la complexité et de l'auto-organisation du vivant** par l'introduction de la **cybernétique et de la systémique, des rapports entre la biologie et l'urbanisme**, Henri Laborit a écrit une trentaine de livres consacrés à la philosophie scientifique et à la nature humaine afin que son savoir soit accessible par tous : « Tant qu'on n'aura pas diffusé très largement à travers les hommes de cette planète la façon dont fonctionne leur cerveau, la façon dont ils utilisent et tant que l'on n'aura pas dit que jusqu'ici cela a toujours été pour dominer l'autre, il y a peu de chances qu'il y ait quoi que ce soit qui change. »

Henri Laborit nommé pour le Prix Nobel ne l'a pas eu, dicit Pierre Huguenard, à cause de l'hostilité du microcosme médical civil français, et parisien. Le doyen de la faculté de Médecine, envieux de son succès et supportant mal les remises en question que ses travaux suscitaient, aurait même fait le voyage en Suède, à Stockholm, pour dissuader le jury de décerner la prestigieuse récompense à notre sommité mondiale. Ses travaux sur le conditionnement animal et humain sont à la base du film Mon oncle d'Amérique d'Alain Resnais, en 1980. Il est le grand-père de l'actrice Emmanuelle Laborit et le père du psychiatre Jacques Laborit.

Le suicide d'une ville
Jim Ricards 14 décembre 2020



Le mois dernier, j'ai mis à jour mes prévisions économiques pour y inclure une récession au premier trimestre 2021, sur la base de la réémergence des blocages. C'était l'une de ces prévisions sur lesquelles j'espérais me tromper.

Pourtant, toutes les nouvelles qui ont suivi confirment son exactitude. Avec des gouverneurs comme Andrew Cuomo, de l'État de New York, vous pouvez l'amener à la banque.

Cuomo a interdit tout repas en salle à New York en raison de l'augmentation des cas de COVID-19, à partir d'aujourd'hui.

Mais les données de l'État sur la recherche des contacts révèlent que les restaurants et les bars ne représentent que 1,43 % des infections récentes. Cuomo détruit donc l'industrie de la restauration de la ville pour empêcher une augmentation négligeable des cas, une industrie qui est encore sous le choc du précédent verrouillage. Pourquoi ?

Ne restez pas là !

Les politiciens doivent toujours être perçus comme faisant quelque chose. Que cela ait un sens ou non n'a aucune importance ; ce qui les intéresse, c'est l'apparence de faire quelque chose. Je l'appelle le syndrome d'Andrew Cuomo.

Le chef de l'Association des restaurants de l'État de New York affirme que l'interdiction "n'a pas beaucoup de sens si l'on se base sur les chiffres de l'État lui-même, et pour aggraver les choses, on ne nous propose aucun plan de survie pour passer au travers de cette fermeture".

"Le gouvernement nous ferme sans vraiment le justifier par des faits concrets", déclare un restaurateur, ajoutant : "Nous n'avons rien fait pour mériter la destruction complète de notre entreprise."

Mais ce ne sont pas que des mauvaises nouvelles. Les plats à emporter, les livraisons et les repas en plein air seront toujours autorisés dans la Grosse Pomme. Et qui ne veut pas dîner en plein air à New York en hiver ?

En attendant, le maire de NYC, Bill de Blasio, évoque maintenant la possibilité d'une "fermeture complète" de la ville entière. Vous ne pouvez qu'imaginer l'impact économique d'une fermeture totale. Mais tout fermer serait une bonne nouvelle pour Bill Gates.

Verrouillage jusqu'en 2022

Selon lui, les bars et les restaurants du pays devraient "malheureusement" être fermés pendant les quatre à six prochains mois, et les fermetures devraient se poursuivre jusqu'en 2022.

Mais là encore, Bill Gates n'a pas besoin de gagner sa vie en tant que serveur ou barman. Il n'a pas la peau du nez.

Le problème est que Gates vit dans une bulle d'élite où la vie est merveilleuse, qu'il y ait une pandémie ou non. Il est déconnecté de la vie quotidienne des Américains et des autres personnes dans le monde qui gagnent leur vie comme chauffeur de bus, barman, serveur, coiffeur, commis de boutique et un millier d'autres emplois qui représentent 50 % de tous les emplois et 45 % du produit intérieur brut des États-Unis.

Seule une élite déconnectée pourrait soutenir la fermeture de l'économie sans se rendre compte que vous détruiriez cette économie et les emplois qui l'accompagnent.

Lorsque la pandémie COVID-19 est apparue, la Fondation Gates a joué un rôle de premier plan dans le financement de la recherche et dans la régurgitation des idées reçues de l'establishment médical sur la nécessité d'un verrouillage. Mais il s'avère que les mesures de confinement n'arrêtent pas la propagation du virus.

Le cycle du virus

Il existe des études provenant de 30 pays différents dans le monde entier. Certains d'entre eux ont imposé des mesures de verrouillage sévères, tandis que d'autres ont imposé relativement peu de restrictions, comme la Suède. Ici, aux États-Unis, certains États ont imposé des mesures de confinement sévères (New York), tandis que d'autres ont été plus laxistes. Le Dakota du Sud ne s'est pas du tout verrouillé.

Mais toutes leurs expériences avec le virus étaient fondamentalement les mêmes. Il frappe, se propage pendant huit à dix semaines et atteint son apogée au bout de quatre ou cinq semaines. Au bout de dix semaines, il a largement disparu.

Il pourrait y avoir une autre vague des mois plus tard, mais ce schéma de huit à dix semaines est étonnamment uniforme, avec ou sans confinement. Rien ne prouve que le confinement stoppe la propagation du virus.

Je sais que c'est une opinion impopulaire. Je sais que ce n'est pas politiquement correct. Je m'en moque. La science me soutient.

Le modèle chinois

Ce n'est pas qu'un verrouillage extrême ne puisse pas fonctionner. Si vous mobilisiez la moitié de la population pour surveiller l'autre moitié et imposiez la loi martiale, cela aurait un certain effet. Mais ce n'est pas le monde réel. Vous ne pouvez pas faire cela aux États-Unis ou dans de nombreux endroits du monde en dehors de la Chine. Nous ne le tolérerions pas.

La plupart des points de vue des immunologistes et des épidémiologistes sont supprimés par les médias, tandis que ceux qui sont favorables au verrouillage sont entendus et acceptés par les politiciens. Les politiciens en savent encore moins que les "experts" célèbres qui se sont toujours trompés.

Maintenant que la maladie se propage à nouveau, les confinements sont réimposés et les célébrations familiales des fêtes sont écrasées. Malgré toute l'incertitude médicale, il y a deux choses dont nous pouvons être certains. La première est que le confinement n'arrêtera pas la propagation. La seconde est que le verrouillage va écraser l'économie. Les blocages sont extrêmement efficaces pour détruire l'économie.

2 000 milliards de dollars de production perdue

Ces fermetures entraîneront une récession au premier trimestre 2021. Il n'est pas nécessaire d'avoir un doctorat en économie pour dire qu'ils vont provoquer une autre récession.

L'économie va terminer l'année en baisse de 8 à 9 % par rapport à sa fin 2019. Dans une économie de 22 000 milliards de dollars, cela représente presque 2 000 milliards de dollars de production perdue. Et cela en supposant que les choses n'empirent pas beaucoup à partir de là, ce qui pourrait arriver.

Au deuxième trimestre, selon la sagesse populaire de l'époque, ce que j'appelle le "happy talk" était : "Oui, ils ont fermé tous ces restaurants, mais ils vont rouvrir. Et oui, ils ont licencié tous ces travailleurs, mais nous avons obtenu des prêts du plan de protection des salaires et une augmentation des allocations de chômage. Tout rouvrira en juillet et août et tout reviendra à la normale, il y aura une demande massive de repli", et ainsi de suite.

À l'époque, j'ai dit que c'était une absurdité, et les données ont depuis montré que c'était une absurdité. Beaucoup de ces restaurants n'ont jamais rouvert. Beaucoup de ceux qui ont survécu pouvaient à peine joindre les deux bouts. Aujourd'hui, ils sont confrontés à de nouvelles fermetures, ce qui sera le dernier clou dans le cercueil pour beaucoup.

Nous allons voir encore plus d'entreprises faire faillite, avec des pertes d'emplois permanentes, des échecs permanents, des faillites et des prêts non remboursés.

Trop peu, trop tard

Je m'attends à ce que nous ne voyions pas de grosses factures d'aide. Il est probable qu'un plan d'aide, d'un montant de 1 000 milliards de dollars, soit adopté. Avant, un billion de dollars était de l'argent réel, mais maintenant, il semble presque être le point de départ des négociations budgétaires. Mais cela ne suffira pas pour faire une différence significative.

En attendant, la Fed est à court de balles, avec des taux d'intérêt à zéro. Ils ont imprimé 3 000 milliards de dollars, mais cela n'a pas servi - et ne servira à rien. Ils pourraient en imprimer trois billions de plus ; cela ne fera pas de différence. Les banques prennent l'argent et le remettent à la Fed sous forme de réserves excédentaires. Il reste là.

Pour ce qui est de l'avenir, nous ne reviendrons pas aux niveaux de production de 2019 avant le début de 2023 au plus tôt. Nous ne reviendrons probablement pas aux niveaux de chômage de 2019 avant 2025.

Cette réalité finira par rattraper le marché boursier.